

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

TEXTES ÉMIS EN MAI ET JUIN 2000

Directeur de la publication : Frédéric Scanvic  
Directeur-adjoint : François Braize  
Rédacteur en chef : Isabelle Maréchal  
Secrétariat de rédaction : Pierre Bertrand, Yanne Brédillard, Sylvie Bourcier  
Josiane Karkidès, Catherine Penez, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
3, place de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.77.74.

Abonnement annuel : 120 f  
18,29 Euros

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Cabinet de la ministre**

- Page 7 Note n° 2000/025 du 16 juin 2000 relative à une dotation exceptionnelle en faveur des bibliothèques municipales (titre VI).

### **Direction de l'administration générale**

- Page 8 Circulaire n° 2000/015 du 10 mai 2000 relative aux élections des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère chargé de la culture.
- Page 9 Note n° 2000/016 du 16 mai 2000 relative à la mise en place de plans de prévention du risque routier dans les services de l'Etat.
- Page 10 Circulaire n° 2000/017 du 15 mai 2000 relative aux modalités de gestion des crédits indemnitaires déconcentrés pour l'année 2000.
- Page 12 Note n° 2000/018 du 24 mai 2000 relative au classement des postes de responsabilité dans les administrations centrales, les services à compétence nationale, les services déconcentrés et les établissements publics à caractère administratif du ministère de la culture et de la communication.
- Page 14 Circulaire n° 2000/019 du 25 mai 2000 relative à la gestion des logements de fonction attribués aux agents affectés dans les directions régionales des affaires culturelles (DRAC).
- Page 15 Note n° 2000/020 du 23 mai 2000 relative à la préparation du plan pluriannuel d'amélioration de l'accès des femmes aux emplois et postes d'encadrement supérieur.
- Page 17 Circulaire n° 2000/023 du 8 juin 2000 relative au réseau des Centres d'information et de documentation (C.I.D.) en DRAC.

### **Direction des Archives de France**

- Page 24 Note AD/DEP 966 du 20 juin 2000 : Code général des collectivités territoriales : partie réglementaire.
- Page 28 Note AD/DEP 999 du 29 juin 2000 : Application par les services d'archives publics des dispositions de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

- Page 30 Circulaire n° 2000/022 du 31 mai 2000 relative à la protection des tombes et cimetières au titre des monuments historiques et gestion des tombes et cimetières protégés.
- Page 33 Décision du 14 juin 2000 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de l'association "Patrimoine photographique".
- Page 33 Décision du 14 juin 2000 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de "l'association des amis de Jacques-Henri Lartigue".
- Page 33 Circulaire n° 2000/026 du 27 juin 2000 relative aux conditions dans lesquelles les architectes des bâtiments de France peuvent être autorisés à effectuer, au titre du cumul, des missions de conception et de maîtrise d'œuvre libérale.
- Page 43 Circulaire n° 2000/027 du 30 juin 2000 relative aux conditions d'utilisation des crédits affectés aux fouilles urgentes ("sauvetages urgents") et gérés par l'Association pour les fouilles archéologiques nationales.

### **Direction des musées de France**

- Page 48 Décision du 28 juin 2000 instituant un comité de pilotage chargé de coordonner la politique de développement des bases documentaires nationales sur les collections.

### **Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles**

- Page 49 Circulaire n° 2000/021 du 25 mai 2000 relative à l'inventaire national des orgues et la mise à jour et réactualisation de la diffusion.

### **Délégation aux arts plastiques**

- Page 49 Circulaire n°2000/013 du 2 mai 2000 relative à l'équipement en outils numériques des institutions relevant de la délégation aux arts plastiques : connexion au réseau national pour la technologie et la recherche (RENATER2).

### **Délégation au développement et à l'action territoriale**

- Page 52 Circulaire n° 2000/024 du 19 juin 2000 relative à la culture et la politique de la ville.

### **Centre national de la cinématographie**

- Page 55 Avis du 9 mai 2000 relatif à certains aspects de la convention signée par les services de paiement à la séance avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

### **Réunion des musées nationaux**

- Page 55 Décision du 15 juin 2000 relative aux tarifs de droit d'entrée et de visites-conférences.
- Page 56 Décision du 15 juin 2000 Relative aux tarifs pour prises de vue photographique et pour tournages de film.
- Page 57 Décision du 15 juin 2000 relative aux tarifs de la Carte Blanche du musée d'Orsay.
- Page 57 Décision du 15 juin 2000 relative aux tarifs de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand Palais.

### **Document signalé**

- Page 57 Direction des archives de France

## **Mesures d'information**

- Page 58 **Décision de justice intéressant le ministère de la culture**
- Page 60 **Relevé de textes parus au Journal officiel**
- Page 67 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

- Page 73 Dérogations aux délais vidéo
- Page 75 Bulletin d'abonnement



# Mesures de publication et de signalisation

## CABINET DE LA MINISTRE

### **Note n° 2000/025 du 16 juin 2000 relative à une dotation exceptionnelle en faveur des bibliothèques municipales (titre VI).**

Le directeur de cabinet

à

Messieurs les préfets des régions Bourgogne, Bretagne, Centre, Franche-Comté, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes (Directions régionales des affaires culturelles)

Vu la circulaire n° 2000/005 relative aux crédits déconcentrés 2000

Vu le courrier 189716 du 3 février 2000.

Une dotation exceptionnelle de crédits de 96 millions de francs a été accordée au ministère de la culture et de la communication en loi de finances rectificative 1999. Ces crédits sont destinés à soutenir, en complément de la deuxième part du concours particulier de la dotation générale de décentralisation, les opérations d'investissement réalisées par les communes et groupements de communes en faveur des bibliothèques municipales.

La présente lettre, qui s'inscrit en complément de la circulaire d'emploi des crédits déconcentrés visée en référence, a pour objet de vous notifier le montant des crédits dévolus à votre région et de préciser les priorités qui devront être les vôtres dans leur utilisation.

Ces crédits sont imputés sur le titre VI, chapitre 66-91, article 90 du budget du ministère de la culture et de la communication. Je précise que les autorisations de programme sont couvertes par les crédits de paiement. Les opérations concernées seront financées au moyen d'une délégation spécifique globale réalisée dans les meilleurs délais.

Pour pouvoir bénéficier de ces crédits, les projets devront vous être présentés avant la clôture de l'exercice budgétaire en cours et en tout état de cause avant la fin de cette année. En aucun cas, une opération ayant déjà reçu un début de financement au titre de la deuxième part du concours particulier de la

dotation générale de décentralisation ne pourra bénéficier de ces crédits.

S'agissant de crédits d'équipement, ce sont les dispositions du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des investissements qui s'appliquent. Il paraît donc utile de prévenir les communes ou groupements de communes concernés que le versement effectif de la subvention interviendra sur présentation des factures, et non des devis à l'instar des dossiers présentés au titre de la deuxième part du concours particulier.

D'une manière générale, ces crédits peuvent bénéficier aux projets des communes et groupements de communes répondant aux critères définis par la circulaire NOR/INTB/99/00046/C du 11 mars 1999 relative aux modalités d'attribution de la deuxième part du concours particulier c'est à dire que les pièces exigibles sont de nature identiques et les types d'opérations susceptibles de recevoir une aide de l'Etat doivent respecter des critères tels que, par exemple, la surface minimale de 0,07 m<sup>2</sup> par habitant desservi (jusqu'à 25.000 habitants) dans le cas d'un projet de construction.

Vous vous attacherez à privilégier les projets de construction, d'extension de bâtiments ou d'aménagement de locaux dans un souci d'aménagement harmonieux du territoire en favorisant l'implantation d'équipements dans les zones tant rurales qu'urbaines jusqu'à présent encore dépourvues de bibliothèques ou dotées de bibliothèques trop exiguës et obsolètes.

Vous accorderez une importance particulière aux projets intercommunaux, tout particulièrement en milieu rural, ainsi qu'aux projets permettant de créer ou de moderniser des équipements dans les quartiers urbains susceptibles d'être couverts par des contrats de ville.

Vous veillerez également à prendre en compte les projets relevant de l'équipement mobilier et informatique des bibliothèques; notamment afin de permettre la généralisation des technologies de l'information et de la communication, qui conditionne largement leur appropriation par tous les publics et la diffusion des ressources documentaires sur de nouveaux supports.

Enfin, vous soutiendrez plus particulièrement les projets visant à mettre en réseau les bibliothèques et d'autres établissements documentaires et culturels.

Plus généralement, vous veillerez à ce que les projets qui vous seront présentés participent d'une politique globale visant à la démocratie culturelle et à l'élargissement des publics.

Le directeur de cabinet  
Gérard Métoudi

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

**Circulaire n° 2000/015 du 10 mai 2000 relative aux élections des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère chargé de la culture**

- Décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;
- Circulaire du 23 avril 1999 relative à l'application du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;
- Arrêté n° 96-00582A du 4 août 1996 portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère chargé de la culture.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il sera procédé le jeudi 14 septembre 2000 à l'élection des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère chargé de la culture.

Le vote aura lieu exclusivement par correspondance.

En fonction de la composition actuelle de ce corps et conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 28 mai 1982, cette commission devra comprendre :

GRADE	TITULAIRES	SUPPLEANTS
adjoints techniques principaux	2	2
adjoints techniques de 1 <sup>ère</sup> classe	2	2
adjoints techniques de 2 <sup>ème</sup> classe	2	2

### **I) ÉLECTORAT**

Aux termes de l'article 12 du décret du 28 mai 1982, sont électeurs les fonctionnaires titulaires en position d'activité appelés à être représentés.

Sont considérés comme étant en position d'activité :

- les titulaires en fonction même s'ils travaillent à temps partiel ainsi que ceux qui sont en congé parental, en congé de longue durée, en congé de longue maladie ou en position d'absence régulièrement autorisée ;
- les fonctionnaires en position de détachement ;
- les stagiaires dont la titularisation aurait dû intervenir avant la date du scrutin.

La liste des électeurs qui a été arrêtée conformément aux dispositions de l'article 13 du décret du 28 mai 1982 sera affichée au ministère au plus tard le 30 août 2000.

Dans les huit jours qui suivent cette publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et le cas échéant présenter les demandes d'inscription auprès du bureau des personnels de surveillance et de magasinage soit jusqu'au 7 septembre 2000 inclus.

Dans le même délai et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées par écrit contre les inscriptions irrégulières ou les omissions sur la liste électorale, soit jusqu'au 10 septembre 2000 inclus au ministère de la culture et de la communication - Direction de l'administration générale bureau des personnels de surveillance et de magasinage - 4, rue de la Banque - 75002 PARIS.

### **II) ÉTABLISSEMENT ET DÉPÔT DES LISTES DE CANDIDATURES**

Sont éligibles tous les électeurs désignés ci-dessus à l'exception :

- des fonctionnaires en congé de longue durée ;
- de ceux qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions relevant du 3<sup>e</sup> groupe des sanctions disciplinaires énumérées par l'article 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié du retrait, sur ordre du ministre, de la mention de la sanction dans le dossier ;
- de ceux qui sont frappés d'une des incapacités prononcées par les articles L.5 et L.7 du code électoral.

Les candidatures isolées ne sont pas admises.

Les candidatures doivent être déposées par liste, chaque liste comprenant autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants, pour un grade donné.

Ces listes peuvent être incomplètes, en ce sens qu'une liste peut ne pas présenter des candidats pour tous les grades d'un même corps.

Toute liste présentant, pour un grade donné, un nombre



insuffisant de candidats, sera considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce grade.

Les listes doivent être déposées par les organisations syndicales de fonctionnaires représentatives. Sont considérées comme représentatives les organisations syndicales remplissant les conditions définies à l'article 14 de la loi n° 84-16 du 10 janvier 1984, c'est-à-dire :

- celles qui disposent d'un siège au moins dans chacun des conseils supérieurs de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière ;

- ou celles qui ont recueilli au moins 10 % de l'ensemble des suffrages exprimés lors des élections des représentants des personnels soumis à la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 aux commissions administratives paritaires et au moins 2 % des suffrages exprimés lors de ces mêmes élections dans chaque fonction publique (article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983);

- ou celles qui peuvent être considérées comme représentatives au titre de l'article L 133-2 du code du travail (article 14 de la loi 84-16 du 16 janvier 1984).

A noter : les organisations syndicales affiliées à une même union ne peuvent présenter de listes concurrentes à une même élection (cf. article 16 bis du décret du 28 mai 1982).

Les listes de candidats devront comporter le nom d'un fonctionnaire, délégué de liste, habilité à les représenter dans toutes les opérations électorales. En outre, elles seront obligatoirement accompagnées du nombre nécessaire de déclarations individuelles de candidature, établies sur le modèle joint et signées par le candidat.

Elles devront être déposées au ministère de la culture et de la communication - Direction de l'administration générale - Bureau des personnels de surveillance et de magasinage - 4, rue de la Banque - 6<sup>e</sup> étage - pièce 602 - 75002 PARIS, au moins six semaines avant la date fixée pour les élections, soit au plus tard le lundi 17 juillet 2000 avant 17 heures.

Le dépôt fera l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste.

Aucune liste ne peut être déposée ni modifiée après la date limite prévue ci-dessus, c'est-à-dire *après le 17 juillet 2000, 17 heures*.

Toutefois, si dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration informera sans délai le délégué de liste. Celui-ci pourra alors procéder, dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours francs susmentionné, aux rectifications nécessaires.

A défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, la liste intéressée sera considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour le ou les grades correspondants.

Si le fait motivant l'inéligibilité intervient après la date limite de dépôt des listes, le candidat défaillant pourra être remplacé sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections. Sauf dans ce cas particulier, aucun retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidatures.

Chaque électeur recevra de l'administration, dans un prochain envoi, les documents de vote ainsi qu'une circulaire rappelant les modalités de vote.

Les différentes listes seront portées à la connaissance des électeurs, par voie d'affichage dans les locaux administratifs quinze jours au moins avant la date du scrutin.

Le chef de service du personnel et des affaires sociales  
Alain Bonhomme

**Note n° 2000/016 du 16 mai 2000 relative à la mise en place de plans de prévention du risque routier dans les services de l'État**

Monsieur le directeur de l'administration générale  
à

Mesdames et Messieurs les directeurs et délégués

Madame et Messieurs les préfets de région  
(Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles)

Mesdames et Messieurs les préfets de département  
(Mesdames et Messieurs les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

Mesdames et Messieurs les directeurs des écoles d'architecture

Mesdames et Messieurs les présidents et directeurs des établissements publics

Le comité interministériel de sécurité routière a décidé la mise en place, dans un délai de trois ans, de plans de prévention du risque routier concernant l'ensemble des agents des services centraux et déconcentrés de l'État.

Cette instance a en effet constaté que la moitié des accidents mortels du travail sont des accidents de la circulation.

Par circulaire en date du 7 mars 2000, le Premier Ministre a demandé à l'ensemble des membres du Gouvernement de prendre toutes dispositions permettant la mise en place de tels plans de prévention, tant dans les services centraux que dans les services

déconcentrés placés sous leur autorité.

L'élaboration de ces plans s'inscrit dans le cadre du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié par le décret n° 95-680 du 9 mai 1995, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine de prévention. Ils devront être intégrés dans les démarches de gestion, de formation et de prévention hygiène et sécurité des services.

Vous trouverez dans la circulaire ci-jointe (1) la méthodologie nécessaire à la mise en place de ces instances. Les principaux acteurs chargés de l'hygiène et de la sécurité, inspecteur, ACMO et médecin de prévention, devront être associés, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration de ces plans dans le cadre de leurs missions.

Il est important également que les responsables administratifs s'impliquent au plus haut niveau dans cette action. De plus, afin d'assurer une meilleure coordination des actions proposées, la création d'une cellule chargée de piloter le projet, placée auprès de chaque CHS, s'avère nécessaire.

Je vous remercie de bien vouloir prendre d'ores et déjà toutes les dispositions conduisant à la mise en place de ces plans de prévention et me faire parvenir le calendrier prévisionnel correspondant pour le 15 juin prochain.

Le directeur de l'administration générale,  
Frédéric Scanvic

*(1) Document consultable au bureau des affaires sociales du service du personnel et des affaires sociales*

### **Circulaire n° 2000/017 du 15 mai 2000 relative aux modalités de gestion des crédits indemnitaires déconcentrés pour l'année 2000**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et Messieurs les préfets de région  
(Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles)

Mesdames et Messieurs les préfets de département  
(Mesdames et Messieurs les directeurs des Ecoles d'architecture)

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de gestion des crédits indemnitaires déconcentrés au titre de l'année 2000.

#### **1) Délégations de crédits**

Une première délégation de crédits correspondant à

80% des primes et indemnités servies en 1999 par vos services vous a été notifiée au mois de mars 2000.

Au vu de la consommation des crédits constatée au 30 juin 2000, une seconde délégation de crédits vous sera adressée au début du troisième trimestre de l'année.

Ces dotations vous permettront de mettre en paiement les différentes primes et indemnités à l'ensemble des personnels gérés, qu'il s'agisse de primes modulables, non modulables ou au service fait.

Afin de déterminer le montant de la troisième délégation de crédits qui sera effectuée au dernier trimestre 2000, vous voudrez bien faire parvenir à la direction de l'administration générale, bureau des traitements, avant le 30 septembre 2000, une demande précisant le montant global nécessaire à la mise en paiement des primes et indemnités jusqu'en décembre.

#### **2) Mode de calcul et périodicité de versement des primes et indemnités**

Afin de lisser la rémunération sur l'année, je vous demande de verser, pour les primes trimestrielles, le quart des primes modulables perçues en 1999 par les agents.

Ainsi, un agent ayant perçu 10.000 francs d'I.F.T.S. en 1999 (9.000 frs + 1.000 frs de modulation), recevra en 2000 : 2.500 francs en mars, juin, septembre. En décembre, aux 2.500 francs prévus pourra s'ajouter une éventuelle fraction modulable.

##### 2.1 ) indemnités pour travaux supplémentaires

Les taux maxima des indemnités horaires pour travaux supplémentaires applicables se calculent en fonction de l'indice détenu par chaque agent dans la limite de 25 heures par mois sur 11 mois. Les taux maximums précisés en annexe (1) n'ont qu'une valeur indicative. Comme en 1999, les taux moyens réglementaires de chaque grade sont applicables aux agents nouvellement recrutés.

Le paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires doit être effectué chaque mois, de février à décembre.

Je rappelle que conformément à l'article 4 du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950, les agents logés par nécessité absolue de service ne peuvent bénéficier du paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou d'indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires. J'insiste sur la nécessité de respecter de manière stricte ces dispositions à l'égard, notamment, des agents nouvellement logés. Par ailleurs, je vous invite à prendre contact avec les

directions de tutelle des agents (DMF ou DAPA) pour leur signaler les situations particulières, afin d'identifier des solutions adaptées à chaque cas.

Le paiement des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS) est trimestriel et s'effectue sur les paies des mois de mars, juin, septembre et décembre. Pour tous les agents de catégorie B, classe normale, les indemnités pour travaux supplémentaires doivent être payées sous forme :

- d'indemnités horaires pour les agents classés du 1<sup>er</sup> au 7<sup>ème</sup> échelon inclus ;
- d'indemnités forfaitaires pour tous les agents à partir du 8<sup>ème</sup> échelon de la classe normale.

## 2. 2) indemnité pour travail dominical

L'obligation de service de deux dimanches par mois résulte du décret n°95-546 du 2 mai 1995 portant attribution d'une indemnité pour travail dominical *permanent*, qui dispose que «seuls peuvent bénéficier de l'indemnité dominicale les agents qui sont tenus d'assurer l'année entière un service normal pendant la journée du dimanche avec repos compensateur en semaine.», c'est-à-dire les agents qui travaillent d'une manière régulière le dimanche tout au long de l'année. Cette mesure exclut les agents qui ne travailleraient le dimanche que de façon exceptionnelle.

De plus, l'article 5 du décret du 2 mai 1995 précité prévoit que «les indemnités dominicales sont exclusives de toute autre indemnité horaire ou forfaitaire pour travaux supplémentaires» : cette exclusion concerne en particulier les heures supplémentaires payées au titre des jours fériés. En effet, en aucun cas il ne peut être payé deux indemnités au titre d'une seule et même journée.

L'indemnité pour travail dominical forfaitaire ne doit pas être proratisée pour les personnels à temps partiel, dès lors que ces derniers remplissent les conditions fonctionnelles fixées ci-avant.

## 2.3) indemnité pour travail durant un jour férié

Le nombre maximal d'heures permettant le calcul de l'indemnité pour jour férié travaillé est de :

- 12 heures si l'établissement est ouvert au public le jour considéré,
- 10 heures dans le cas contraire.

Si le nombre d'heures réellement effectuées est plus important, il y a lieu de proposer la récupération de ces heures ou leur paiement au titre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Exemple : service normal = 12 heures payées au titre des jours fériés

n heures au-delà = n heures payées au titre des heures supplémentaires au tarif jours fériés

## 2.4) indemnités des personnels scientifiques et des architectes urbanistes de l'Etat

Je vous rappelle que la modulation des indemnités versées aux conservateurs et aux architectes urbanistes de l'Etat est effectuée en dernier ressort au niveau de l'administration centrale et que seuls les montants fixés par les arrêtés doivent être mis en paiement.

Le versement de la prime de rendement allouée aux architectes et urbanistes de l'Etat sera désormais semestriel et son montant sera calculé par le bureau des traitements de la direction de l'administration générale, au vu des montants nets de cumul de rémunération éventuellement constatés.

## 2.5) prime de sujétion spéciale des personnels de surveillance

La prime de sujétion spéciale des personnels de surveillance doit être versée mensuellement et proratisée pour les agents travaillant à temps partiel.

## 2.6) indemnité de charges administratives des professeurs des écoles d'art

Comme en 1999, le paiement de cette indemnité s'effectue pour le 1<sup>er</sup> semestre à concurrence de la moitié du taux moyen applicable au grade. Le solde devra être mis en paiement en fin d'année au vu des états de modulation fournis par la délégation aux arts plastiques.

Je vous rappelle que les agents placés en congé de fin d'activité et rémunérés sur le chapitre 33-91 ne peuvent bénéficier d'aucune indemnité.

## **3) Mise en paiement des indemnités faisant l'objet d'un visa du contrôleur financier central**

Les indemnités suivantes sont visées par le contrôleur financier central et ne font plus l'objet de délégations spécifiques :

- indemnité de fonction du directeur régional;
- indemnité de sujétion spéciale des conservateurs du patrimoine (à verser mensuellement) ;
- indemnité scientifique des conservateurs du patrimoine et indemnité spéciale des conservateurs de bibliothèque ;
- prime de rendement des conservateurs généraux du patrimoine et des conservateurs généraux de bibliothèque ;
- prime de participation à la recherche (sur article 91) ;

- indemnité de fonction des architectes et urbanistes de l'Etat (à verser en décembre) ;
- indemnité de fonction des directeurs des écoles d'architecture (à verser en décembre) ;
- prime doctorale (à verser au semestre) ;
- indemnités d'enseignement et de jury ;
- indemnités d'éloignement.

Il vous appartient en conséquence de les mettre directement en paiement dès réception des arrêtés visés par le contrôle financier central.

Les dates de transmission des documents pour les paies de novembre et décembre 2000 devront être communiquées à mes services avant le 30 septembre 2000.

#### 4) Indemnités versées directement par vos services

Il vous appartient pour l'ensemble des primes mises en paiement qui ne sont pas visées par le contrôleur financier central de vérifier que :

- les taux maximums réglementaires sont individuellement respectés,
- les demandes de versement de primes au titre du service fait vous sont transmises par les chefs d'établissements dûment datées et signées.

#### 5) Imputations budgétaires

Je vous rappelle que vous devez veiller, lors des mises en paiement, au respect des imputations budgétaires, y compris au niveau des paragraphes.

Il vous appartient, le cas échéant en relation avec la trésorerie générale, d'ouvrir les codes d'imputation correspondant, pour chaque paragraphe, à la nomenclature du ministère.

Je vous indique, à cet égard, que la nomenclature budgétaire applicable au ministère de la culture a été modifiée en 2000 : si des paiements ont été effectués sur la base de la nomenclature 1999, il vous appartient d'établir les certificats de réimputation budgétaire correspondants.

J'insiste, enfin, sur la nécessité de respecter les dotations ouvertes à l'article d'exécution. Cette concordance doit, en effet, être parfaite afin de permettre d'effectuer une projection de consommation de crédits fiable en croisant les informations et les périodicités de versement.

#### 6) Prélèvement

Afin de préparer au mieux la préliquidation 2000, je vous demande de transmettre par télécopie au bureau

des traitements, dès réception de la ventilation budgétaire de préliquidation, un état récapitulatif comprenant, par article d'exécution, pour le chapitre 31-03 :

- le montant des délégations qui auront été notifiées par le bureau de la comptabilité et enregistrées dans GEC ou NDL,
- le montant des dépenses à l'article d'exécution au moment de la préliquidation,
- le disponible par article du chapitre que vous aura communiqué votre Trésorier payeur général.

Ces éléments sont indispensables au bureau des traitements pour la vérification des montants mis en paiement par chaque ordonnateur secondaire avec leur suivi de dépenses et pour éviter toute erreur en fin de gestion.

Vous voudrez bien me rendre compte des éventuelles difficultés rencontrées par vos services dans l'application des présentes instructions.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'administration générale,  
Frédéric Scanvic

*(1) Document disponible au service du personnel et des affaires sociales - bureau des traitements*

#### **Note n° 2000/018 du 24 mai 2000 relative au classement des postes de responsabilité dans les administrations centrales, les services à compétence nationale, les services déconcentrés et les établissements publics à caractère administratif du ministère de la culture et de la communication**

Le directeur de l'administration générale  
à

Mesdames et messieurs les directeurs et délégués d'administration centrale

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Par note en date du 15 novembre 1999, je vous avais informé de l'état d'avancement des réflexions menées par le Gouvernement en matière de gestion de l'encadrement supérieur.

Je vous avais également indiqué que l'une des voies retenues pour améliorer significativement l'adéquation profil/poste et la gestion des carrières consistait en l'élaboration d'un classement par niveau de responsabilité de l'ensemble des postes d'encadrement du ministère, dans les administrations centrales, les services à compétence nationale, les services

déconcentrés et les établissements publics administratifs.

Les réponses, parfois très complètes et bien étayées, qui me sont parvenues depuis montrent que l'exercice qui vous était demandé peut être accompli sans difficultés majeures, dès lors qu'on s'attache à identifier, au sein de chaque organisation concernée, les quelques fonctions indispensables à son bon fonctionnement quotidien et à l'atteinte de ses objectifs stratégiques à moyen et long terme.

A cet égard, les services du Premier ministre ont confirmé que seuls les postes comportant une dimension managériale significative seront, au moins à ce stade, pris en considération. Cette précision doit vous conduire à écarter les postes de chargés de mission ou d'inspection non assortis de fonctions hiérarchiques ou d'attribution en matière d'organisation du service.

Je vous rappelle également que cette identification des «fonctions clefs» doit s'affranchir des critères d'appartenance à un corps et des considérations tenant à l'origine du titulaire actuel du poste considéré.

Cette vision transversale est indispensable compte tenu de l'extrême diversité des cadres du ministère qui peuvent appartenir à des corps d'encadrement supérieur au sens strict du terme c'est-à-dire débouchant sur des rémunérations en hors-échelle lettre, à divers corps de catégorie A, ou à l'une des catégories d'agents contractuels du ministère ou de ses établissements.

Dans un souci de cohérence, je souhaite que les directions sectorielles ayant sous leur tutelle des établissements publics administratifs intègrent ces derniers dans leurs propositions.

Sur la base des réponses déjà adressées à la DAG, je vous indique enfin :

- que l'ensemble des postes relevant d'un niveau de fonctions homogène se prête aisément à un partage selon la distinction classique : débutant dans ce type de fonctions, expérimenté, confirmé,
- que la notation sur un total de 150 points qui vous est proposée est une hypothèse de travail qui peut être retenue pour l'ensemble des structures, en gardant à l'esprit que ce total de 150 points doit correspondre, à l'issue de la démarche, quelle que soit la structure considérée et pour l'ensemble du ministère, aux emplois de direction les plus importants ; cela nécessitera une phase de mise en correspondance des classements par organisation.
- qu'en regroupant les postes ayant obtenu une somme de points voisine au sein d'une «fourchette», il est possible de classer l'ensemble des postes clefs identifiés en trois ou quatre groupes principaux, selon la taille et le type d'organisation, ce qui répond au souhait de simplicité et de lisibilité du dispositif. A cet égard, je vous précise que les emplois de sous-directeur et de chef de service d'administration centrale peuvent être considérés comme appartenant à un même niveau de fonction.

Vous trouverez ci-joint le modèle de fiche permettant de formaliser vos propositions, qui peut aussi vous être adressé par messagerie. Madame Isabelle Eynaud, adjointe au chef du service du personnel et des affaires sociales, se tient à votre disposition pour toute précision utile.

Compte tenu des échéances interministérielles, je vous demande de me faire parvenir vos contributions avant le 30 juin 2000, délai de rigueur.

Le directeur de l'administration générale,  
Frédéric Scanvic

**Direction, service ou établissement**  
**Intitulé précis du poste**

CRITERES	effectifs struct.	nature Effectifs	caract. struct.	enjeu Politique	enjeu financier	enjeu social	relations ext.	relations int.	Note totale
NOTE	15	10	5	8	6	8	5	15	72
Note max.	20	15	15	20	20	20	20	20	150

**Commentaires :**

effectifs de la structure : ce critère n'est pas purement quantitatif; il faut prendre en compte l'adéquation effectifs/niveau d'encadrement intermédiaire/missions.

nature des effectifs : proportion respective des différentes catégories A,B ou C, hétérogénéité des métiers et des origines, degré d'expérience des agents, turn-over...

caractéristiques de la structure : ce critère recouvre celui suggéré par le rapport page 20 (nombre de sous-structures) afin de prendre en compte des éléments plus qualitatifs (hétérogénéité, nombre de niveaux hiérarchiques, dispersion des locaux)

enjeu politique : enjeu de politique publique, poids des interlocuteurs externes

enjeu financier : montant des crédits gérés ou distribués

enjeu social : importance et caractéristiques des publics concernés, conflits sociaux potentiels

relations avec l'extérieur : autres ministères, organisations syndicales, partenaires socio-économiques, élus, médias, autorités étrangères...

relations internes : autres directions et structures du ministère, relations internes à l'organisation concernée.

**Circulaire n° 2000/019 du 25 mai 2000 relative à la gestion des logements de fonction attribués aux agents affectés dans les directions régionales des affaires culturelles (DRAC)**

Madame et messieurs les préfets de région (mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles)

Références : décret n° 49-742 du 07/06/49, circulaire d'application n° 121-22 du 31 décembre 1949, circulaire du 24 août 1950 de la Présidence du Conseil, décret n° 56-1068 du 18 octobre 1956.

Je vous prie de trouver ci-après un rappel de la réglementation en vigueur concernant les logements de fonction attribués, par nécessité absolue de service (NAS) ou par utilité de service (US), à des agents fonctionnaires affectés dans les DRAC.

**I - Nécessité absolue de service**

**Critères d'attribution**

La notion de nécessité absolue de service doit être interprétée strictement elle est toujours liée à l'exercice d'une fonction déterminée, par un agent déterminé, sans pouvoir être attribuée à tout un corps ou à toute une catégorie d'agents.

Seuls sont susceptibles de bénéficier de concessions de logements par NAS les agents dont la présence constante, de jour comme de nuit, est indispensable au bon fonctionnement du service. En effet, la NAS est justifiée par le fait que l'agent ne pourrait accomplir son service sans être logé sur place.

Dans le cas des DRAC, l'attribution de logements par NAS est réservée seulement au personnel de gardiennage sur proposition du Directeur régional.

**Droits et charges financières**

Les concessions de logements accordées par NAS comportent la gratuité du loyer du logement nu.

Selon la nature des locaux concédés, l'arrêté de concession précise si la gratuité s'étend, de façon exceptionnelle, à la fourniture de l'eau, du gaz, de l'électricité et du chauffage, ou seulement à certains de ces avantages.

La concession a une incidence fiscale, puisque le bénéficiaire est tenu de déclarer son logement au titre des avantages en nature. C'est la valeur locative fixée par le service des domaines qui est prise en compte. Par ailleurs, l'agent concerné ne peut prétendre à aucune indemnité pour travaux supplémentaires, à l'exception du travail effectué pendant les jours fériés.

**II - Utilité de service**

**Critères d'attribution**

Selon le code du domaine de l'Etat, sont susceptibles d'obtenir une concession de logement par US, les agents dont les fonctions comportent des contraintes incontestables qui, sans être permanentes, sont fréquentes.

Dans les DRAC, sont concernés principalement les directeurs régionaux des affaires culturelles. Une lettre du directeur du Budget datant de 1979 a posé le principe de l'attribution d'un logement de fonction aux Directeurs régionaux sur la base de l'utilité de service, eu égard à leur position de chef de service dans une préfecture de région.

**Droits et charges financières**

Les concessions de logements par US sont accordées moyennant une redevance à la charge des bénéficiaires. Son montant est égal à la valeur locative des locaux occupés, après déduction d'abattements divers déterminés par le service des domaines.

Ces concessions ne comportent pas la fourniture gratuite, par l'administration, des fluides de toutes natures, qui restent à la charge des intéressés. Les loyers sont exigibles rétroactivement, c'est à dire dès l'occupation effective du logement. Les bénéficiaires d'une concession conservent le régime indemnitaire applicable dans leur emploi.

**III - Dispositions communes aux logement concédés par NAS ou par US**

Tout appartement occupé au titre d'une NAS ou d'une US doit faire l'objet d'une concession de logement. Le Directeur départemental des services fiscaux est chargé de l'établir, sur proposition du Directeur régional des affaires culturelles.

Les concessions sont précaires et révocables à tout moment. Leur durée est limitée à celle pendant laquelle les intéressés exercent effectivement les fonctions justifiant la concession.

Une copie des arrêtés doit être adressée systématiquement à la Mission de la déconcentration. Dans tous les cas, l'obligation est faite aux bénéficiaires d'acquitter les redevances et charges correspondant aux logements qui leurs sont attribués. Je vous demande d'y veiller personnellement. Les situations non conformes sont susceptibles de faire l'objet d'un contrôle du Ministère, des services fiscaux et de la Cour des comptes.

Les concessionnaires sont tenus de souscrire une police d'assurances en vue de couvrir leur responsabilité civile et les risques locatifs. Ils sont également tenus du règlement des taxes locatives.

L'entretien des logements concédés par NAS ou par US est à la charge des occupants. En ce qui concerne les logements domaniaux, le Directeur régional peut décider d'engager des travaux en vue de rénover ces locaux, en fonction des disponibilités budgétaires, et conformément aux charges dues par un propriétaire.

Pour les logements non domaniaux, je vous demande de me soumettre systématiquement, à partir de ce jour, tout nouveau projet de prise à bail à mon agrément préalable.

Votre courrier comportera la localisation et la surface du logement, ainsi que le montant du loyer. A cet égard, vous veillerez à respecter les critères suivants:

1. La surface maximale des nouveaux logements pris à bail devra se situer, en deçà de 150 m<sup>2</sup> environ pour un célibataire ou un couple sans enfant, et 200 m<sup>2</sup> environ pour une famille.
2. Le montant du loyer devra être proportionné aux moyens de fonctionnement attribués à la DRAC, eu égard notamment aux tensions pesant sur la gestion des crédits du titre III.

En l'absence d'une réponse dans le délai de quinze jours, mon accord sera réputé comme étant acquis. A défaut, je vous ferai part de mes réserves susceptibles de faire obstacle au bail.

Je vous précise, enfin, que la Mission de la déconcentration est chargée de ce dossier et se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le directeur de l'administration générale  
Frédéric Scanvic

**Note n° 2000/020 du 23 mai 2000 relative à la préparation du plan pluriannuel d'amélioration de l'accès des femmes aux emplois et postes d'encadrement supérieur**

à l'attention des présidents et directeurs d'établissements publics

Par lettre circulaire du 6 mars dernier, dont vous trouverez ci-joint copie, le Premier ministre a demandé à chaque ministère d'établir un plan pluriannuel tendant à l'amélioration de l'accès des femmes aux emplois et postes d'encadrement supérieur.

Ce plan quinquennal doit faire l'objet d'une présentation au comité technique paritaire ministériel, être transmis au ministère chargé de la fonction publique et approuvé par arrêté ministériel.

Le plan doit comprendre les emplois de direction des établissements publics autres que ceux des présidents des grands établissements publics pour lesquels la nomination est décidée en conseil des ministres.

Afin de me permettre d'établir ce plan et de le présenter au comité technique paritaire ministériel dont la prochaine séance se tiendra fin juin prochain, je vous saurais gré de bien vouloir compléter le tableau ci-joint.

Les emplois 'de directions et d'encadrement sont ceux pour lesquels leurs titulaires occupent des fonctions d'autorité relativement importantes au sein de l'établissement, comparables à celles d'un chef de bureau ou de département en administration centrale.

Lorsque le vivier est mal défini, ce qui est le plus souvent le cas en établissement public, il n'a pas à être complété. Lorsque ce vivier correspond à un corps géré par l'administration centrale, l'effectif sera complété par le service du personnel et des affaires sociales.

Vous proposerez un objectif à atteindre sur une durée maximale de cinq ans en pourcentage ou en valeur absolue en fonction de l'état actuel de la situation, des prévisions de départ ou du taux de renouvellement constaté.

Je vous remercie de bien vouloir retourner ce tableau dûment complété au service du personnel et des affaires sociales avant le 2 juin prochain.

Pour toute précision, vous pouvez appeler Madame Bernadette Jugan au 01 40 15 87 17 ou Monsieur Jean-Louis Pastor au 01 40 15 81 79.

Le directeur de l'administration générale  
Frédéric Scanvic

PLAN PLURIANNUEL POUR L'ACCES DES FEMMES  
AUX EMPLOIS ET POSTES D'ENCADREMENT SUPERIEUR

ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS						
EMPLOIS	Nombre de postes	Nombre de femmes	VIVIER		Objectif	
			Corps	femmes	%	délai
CNC directeur général adjoint	2	0	indéterminé			
CNC directeur et secrétaire général						
CNAC-GP						
ENP						
EPMOTC						
BNF (hors président)						
BPI						
CNM						
Ecoles d'architecture (directeurs)	22	3	indéterminé			
Versailles (hors président)						
Ecole du Louvre						
Musée Gustave Moreau						
Musée Henner						
Musée du Louvre (hors président)						
Musée Rodin						
CNSAD						
CNSMDP						
CNSMDL						
CNAP (hors président et directeur)						



## **Circulaire n° 2000/023 du 8 juin 2000 relative au réseau des Centres d'information et de documentation (C.I.D.) en DRAC**

Le directeur de l'administration générale  
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les directeurs et délégués et chef de départements

Je vous prie de trouver ci-joint le compte rendu de la réunion plénière du réseau des C.I.D., réuni cette année à Caen.

En 2000, le réseau poursuit les travaux en cours (thésaurus, bourse de réponse, bilans d'activités, fiches pratiques...), et a lancé deux réflexions pour accompagner la mise en place des CID, recommandée par la circulaire du 31.12.1999 :

- la première sur le rapprochement des documentations générale et patrimoniale, afin de créer un lieu d'échanges et rechercher des modalités d'organisation ; cette réflexion se fera en liaison étroite avec la DAPA,

- la seconde sur l'observation culturelle, afin de préciser l'apport des CID à la constitution des dispositifs d'observation en DRAC. La première étape consistera en un recensement des études détenues en DRAC, dont l'intérêt et la nécessité ont été soulignés dans les recommandations du groupe de travail sur l'observation régionale réuni récemment à ma demande par le DEP. Je souhaite que vous facilitiez le recensement de tels documents, souvent cantonnés de façon restrictive dans les services commanditaires, afin que l'information puisse s'inscrire dans un projet de partage des connaissances utiles à toutes les DRAC.

### **Compte rendu de la réunion plénière des 6 et 7 avril 2000**

1999 restera l'année de la circulaire sur les missions des CID, exprimées comme finalités de l'activité quotidienne des services d'information. Il reste à travailler sur la traduction concrète de ces missions. La réunion plénière de 2000 a ouvert deux chantiers qui leur sont liés.

Le premier, avec les travaux sur l'observation culturelle et l'offre nouvelle des DRAC sur leurs sites web, permettra de donner du contenu à la mission d'aide à la décision.

Le second chantier permet de rapprocher les deux réseaux de documentations générale et patrimoniale afin de travailler sur des sujets qui concrétisent ce

rapprochement, méthodes de travail ou encore outils communs.

22 régions étaient représentées ainsi que le DIC, le DEP, la DDAT, la DAPA et la MCI.

### **Relevé de décisions**

Deux nouveaux sujets de travail :

#### **• Aide à la décision**

Il s'agit de préciser le contenu de la première des missions énoncées par la circulaire, en lien avec les travaux initiés par le DEP sur l'observation culturelle : le réseau des CID engage en 2000 une réflexion à partir des expériences en cours en DRAC et des travaux du groupe réuni par le DEP.

#### **• Documentations générale et patrimoniale**

Pour accompagner la recommandation de regroupement des documentations générale et patrimoniale, un groupe composé de membres des deux réseaux travaillera sur les questions touchant à un regroupement fonctionnel : logiciel documentaire, organisation, etc...

### **Travaux en cours**

#### **• Bilans d'activités des CID**

Un cahier devra être rédigé avant l'été pour expliciter les indicateurs devant figurer dans les bilans des DRAC : chaque indicateur sera décrit par sa finalité, sa définition précise et le mode de comptage, de sorte que les CID puissent effectuer à partir de l'été des comptages plus homogènes que ceux de 1999.

#### **• Relations drac-administrations centrales : enquête sur les attentes des DRAC en matière d'information**

La réflexion conduite par M. Bélaval sur le déménagement des centres de documentation d'administration centrale aux Bons-Enfants a montré que les évolutions du contexte dans lequel s'inscrivent ces centres devaient être mieux prises en compte. Une enquête sur les attentes des DRAC a été suggérée.

#### **• Journées d'étude**

La demande d'information concernant le spectacle vivant ayant beaucoup évolué ces dernières années, une journée d'étude «spectacle vivant» sera organisée en 2000, avec deux sessions : juin et automne, afin de mieux connaître les services d'information parisiens de la musique, de la danse et du théâtre. Des rencontres avec des experts permettront de faire le point sur des questions récurrentes posées par les artistes et les compagnes, ou sur la politique d'information des services.

#### **• Thésaurus, fiches pratiques, sites web**

Les travaux se poursuivent sans modification significative.

## Ordre du jour

### jeudi 6 avril

- Ouverture des travaux : Mme Elisabeth Gautier-Desvaux, directrice régionale
- La circulaire du 31.12.99 dans le contexte actuel : réforme de l'Etat, organisation des DRAC et relations entre administrations centrales et DRAC. Echange avec les participants : Jean-Marc Auvray, chef de la mission de la déconcentration
- présentation du guide de la documentation du patrimoine : Béatrice Berchon
- groupe «documentation d'administration centrale» : Jacques Vincent
- l'observation culturelle : Marie-Christine Sêtre
- Bilans des CID (bilans des DRAC) : Jean-Christophe Brochard
- Fiches pratiques : Catherine Marco
- Outils partagés (bourse de réponses) : Nicole Moussarie
- Thésaurus : Alain Jenouvrier

Visite du CID de Basse-Normandie

### vendredi 7 avril

- Internet / Intranet :
  - usages du web pour la réponse aux questions des utilisateurs
  - usages du web dans la développement de l'offre d'information des DRAC : Texte de Raymond Leduc.
- Présentation de la base «acteurs culturels» de Rhône-Alpes (Michel Kneubühler et Claude Niski)
- présentation du test MCI-DIC sur la revue de presse sur Intranet
- Relevé de décisions et établissement du calendrier de travail de l'année

Accueil des participants par Mme Elisabeth Gautier-Desvaux, directrice régionale.

La direction régionale de Basse-Normandie, petite région rurale avec deux grandes agglomérations (Caen et Cherbourg) s'est développée dans un contexte stable. La DRAC, qui gère avec 60 agents un budget de 125 MF, est un service équilibré, qui porte quelques grands dossiers au nombre desquels le Mémorial de la seconde guerre mondiale, la Cité de la mer, le centre culturel de rencontre d'Ardenne et le rétablissement du caractère maritime du Mont Saint-Michel.

La fonction information-documentation, incarnée dans le CID, a été conçue comme un des éléments majeurs du développement d'une culture commune, indispensable dans un organisme où se côtoient des métiers divers mais aussi des agents amenés à

travailler ensemble sur les dossiers transversaux. La mise en place du CID a permis d'agréger plusieurs cultures, celles du patrimoine et des arts vivants.

Mme Gautier-Desvaux a souhaité placer le CID dans un espace central, , au carrefour des déplacements des agents dans le bâtiment de la direction, afin de décroïsonner à la fois les publics et les collections de documents : des collections réputées très sectorisées telles que celles de l'Inventaire ou de l'archéologie sont aujourd'hui rassemblées. Cette réalisation a été très soutenue par M. Melot, quia conforté le service régional de l'Inventaire dans sa démarche. Les archives de la DRAC sont gérées par le CID.

Placé sur deux niveaux, le CID accueille le grand public (qui vient essentiellement au moments des grandes manifestations telles les journées du patrimoine), mais surtout les acteurs culturels et les partenaires de la DRAC.

Il reste à développer aujourd'hui la dimension d'aide à la décision de la documentation, sous utilisée par les agents. La première action sera la mise en forme de données statistiques et cartographiques en collaboration avec le service coordination. Viendront ensuite la création d'un comité d'achat, constitué non pas de représentants des services mais des grands domaines d'intervention (patrimoine, arts vivants, musées, livre, archives et ethnologie), et la valorisation des ressources avec les partenaires de la région.

La circulaire du 31.12.99 dans le contexte actuel : réforme de l'Etat, relations entre administrations centrales et DRAC, et organisation des DRAC. Jean-Marc Auvray

Premier document d'une série à venir - la circulaire sur les missions des CID est à replacer dans le contexte des derniers textes sortis sur la déconcentration, et notamment la circulaire du 20 octobre 1999 (premier ministre) qui donne aux préfets un pouvoir accru en matière d'organisation de ses services. Un préfet peut, en fonction de sujets d'actualité, créer une délégation inter-services, c'est-à-dire choisir un chef de service et composer une équipe avec des responsables de différents services déconcentrés : on peut imaginer une telle logique pour des sujets comme la politique de la ville par exemple ou encore la communication.

Le décret de 1992 portant charte de la déconcentration dispose que l'administration ordinaire de la France doit s'effectuer au niveau préfectoral. Renforcé par la circulaire de 1999 qui donne pouvoir aux préfets d'organiser leurs services, il devient évident que les services centraux ne peuvent plus organiser les DRAC depuis Paris.

En 2000 de nouveaux textes gouvernementaux concernant la déconcentration sont attendus : chaque ministère devra établir un rapport d'activité (celui de la culture sera probablement confié au DIC), des directives nationales d'orientation établies, à l'image d'une circulaire d'emploi des crédits déconcentrés fortement restructurée : la commande politique sera renforcée, des indicateurs de résultat introduits et les procédures allégées.

La DAG a reçu du directeur de Cabinet commande d'une charte fixant les relations entre administration centrale et DRAC au sein du ministère de la Culture et de la Communication. D'autre part une circulaire d'organisation des DRAC sera rédigée dans le courant de l'année. Ce mouvement, engagé mais dont on n'a pas encore toutes les clés, amènera une augmentation des flux d'information entre DRAC et services centraux, et l'une des préoccupations de la mission de la déconcentration sera d'éviter l'accumulation de commandes provenant des administrations centrales, notamment en ce qui concerne les bilans d'activités qui devront être revus.

La réflexion sur l'organisation des DRAC, engagée en 1999, se poursuivra en 2000 pour aboutir à un cadre général avec quatre grandes orientations : secrétariat général, coordination intersectorielle, coordination patrimoniale, information-documentation. La circulaire du 31 décembre 1999, qui demeure légitime en termes de missions assignées à des services qui n'avaient plus depuis plusieurs années de texte de référence, sera renforcée dans ce nouveau texte.

### **Présentation du guide de la documentation patrimoniale (Béatrice Berchon)**

Béatrice Berchon, tête de réseau de la documentation patrimoniale, a présenté le document sur la documentation patrimoniale, qui a connu plusieurs versions du fait des modifications de contexte intervenues ces deux dernières années. Le document fait le point sur ce qu'une documentation patrimoniale doit «avoir et savoir», sur les documents que l'on acquiert et ceux que l'on produit, et sur des questions aussi diverses que les fonds photographiques, les droits ou encore les services éducatifs. D'autre part, la DAPA lance à l'heure actuelle une étude sur la bibliographie dans les services de l'Inventaire, et une réflexion sur les logiciels documentaires dans le cadre du schéma directeur informatique.

#### Echange avec les participants :

L'échange s'est concentré autour de plusieurs points de la circulaire, comme :

- la responsabilité du CID : profil du responsable et

statut. Le chef du CID sera un chef de service de même niveau que les trois autres, et donc un cadre A, même s'il ne s'agit pas obligatoirement d'un chargé d'études documentaires.

- la politique éditoriale et les éditions scientifiques : il s'agit pour le CID d'un rôle de coordination, de filtre unique, même si à priori les publications strictement scientifiques n'entrent pas dans ce champ. Concernant les publications de l'Inventaire la question est rendue plus complexe avec la circulaire du premier ministre sur les données publiques. L'ADIG ne pouvant plus être le prestataire de services de l'Inventaire. Les DRAC sont à l'heure actuelle en recherche d'éditeurs régionaux.

- plusieurs questions ont porté sur les contenus des missions d'aide à la décision et de «capitalisation des expériences» : le CID sera amené à travailler avec le service «coordination» de la DRAC; les contours de ces nouvelles collaborations seront à définir. Le CID joue un rôle important en matière de culture commune au sein de la DRAC, mais il ne se substitue pas aux autres services. La mission d'aide à la décision, qui oriente l'activité du CID vers un soutien à l'équipe de direction devra trouver un équilibre avec l'accueil du public, qui demeure une activité importante.

- le rapprochement des documentations patrimoniale et générale : proposition est faite d'un travail en commun, entre les deux réseaux (une seule liste de diffusion ? un seul réseau ?), afin de capitaliser les expériences déjà menées, d'examiner les problèmes actuels et d'envisager les solutions qui peuvent se faire jour. La logique du rapprochement établie par la circulaire est fonctionnelle ; il est opportun en ce sens d'utiliser au mieux le comité de pilotage qui permet au directeur régional, à partir de l'expression des besoins des services, d'établir les priorités du service.

Le rapprochement par les outils est à privilégier : une demande est formulée d'étude pour le remplacement de Texto, et de négociation globale pour l'achat d'un nouveau logiciel, Cindoc ou un autre.

- la formation : les agents qui seront, et sont déjà amenés à prendre en charge un CID auront besoin de formation à la communication ; une demande est formulée pour l'organisation de formations à la communication institutionnelle. De même, les agents chargés de communication qui seront amenés à prendre en charge un CID auront besoin d'une telle formation à la documentation.

### **Groupe documentation de centrale (Jacques Vincent)**

Dans le cadre du groupe de travail sur le déménagement aux Bons-Enfants, il est apparu important de connaître les échanges entre DRAC et

services documentation des administrations centrales : une enquête a été menée auprès des services documentation d'administration centrale.

Il a semblé nécessaire, au moment où de nouvelles relations s'établissent peu à peu entre services centraux et régionaux, de connaître aujourd'hui les attentes des DRAC ; une enquête est proposée.

### Observation culturelle (M.-C. Sêtre)

8 régions (Alsace, Aquitaine, Bretagne, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Limousin, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes) ayant commencé ces dernières années à mettre en place des dispositifs d'observation culturelle, le DEP a souhaité la création d'un groupe de travail afin de développer un système d'information cohérent qui permette les comparaisons au niveau national.

Constitué de cinq directeurs régionaux (Pays de la Loire, Provence, Lorraine, Centre, Midi-Pyrénées) du DEP, de la DDAT et de la MDD, le groupe s'est donné pour objectifs de : construire une vision commune de l'observation, identifier les enjeux, objectifs et éléments, préciser les relations administration centrale DRAC, préciser les rôles des partenaires, et enfin d'élaborer un plan d'action pour construire et améliorer l'observation culturelle régionale.

La mise en œuvre des politiques (priorités, décision, évaluation) en constitue l'enjeu. En termes de besoins, il s'agit de mémoriser l'information, d'aider à la décision, de rendre compte et de communiquer.

Le groupe de travail a identifié les multiples sources d'information, parmi lesquelles les études commandées ou non par le ministère ; la connaissance de ces études a fait l'objet de plusieurs discussions (MRT, DEP, MDD) sans voir encore d'aboutissement (un catalogue ?).

Le plan d'action comprend 6 grandes propositions : connaissance des données internes à la DRAC (inventaire des données, définition du rôle de CID et des autres services dans la gestion de la documentation), relations administration centrale-DRAC, mission d'observation des DRAC, établissement d'un tableau de bord DRAC, exploitation des ressources du DEP, relations avec les autres organismes détenteurs d'information.

### Débat

Il serait utile de travailler avec d'autres ministères comme Jeunesse et Sports par exemple pour bénéficier de données générales déjà organisées. Il y a là un travail à mener au sein des SIT (Systèmes d'Information

Territoriaux). A titre d'exemple, le préfet de Basse-Normandie a demandé aux quatre chargés de communication de ses services d'élaborer pour le mois de septembre un inventaire des ressources de la région.

Les CID devront veiller à l'équilibre de leurs activités : seul service dans la DRAC à incarner réellement à ce jour la transversalité, il est tentant de lui demander beaucoup.

Bilan des CID (in bilan des DRAC) (Jean-Christophe Brochard)

L'activité documentaire ne figurait, dans les bilans d'activités des DRAC, que par un seul chiffre (nombre de demandes d'information) peu explicite. Le groupe de travail a établi un formulaire avec 5 critères et 12 indicateurs, mais n'a pas eu le temps, fin 1999, d'établir avec précision les règles de comptage.

Proposition est faite d'établir deux séries d'indicateurs : une série succincte pour le bilan des DRAC, et une plus complète, pour le réseau.

L'ambiguïté de certains indicateurs doit être réduite. Par exemple le nombre de documents diffusés signifie-t-il forcément un bon travail ? Faut-il par ailleurs créer des ensembles comme « patrimoine » ?

Afin de compléter le premier travail effectué, un cahier, sur le modèle du cahier de normalisation des données bibliographiques devra être établi avant l'été, précisant pour chaque indicateur, sa définition précise, la finalité, le mode de comptage. Les responsables de CID pourront ainsi collecter des données dans le courant des deux derniers trimestres et les rapporter à l'ensemble de l'année.

### Les fiches pratiques (Catherine Marco)

L'édition des fiches pratiques se répartit en deux types de travaux :

*Nouvelles parutions* : deux nouvelles fiches sont prêtes et en cours de parution (parution prévue en juin) :

- ZPPAUP (n° 14)
- gestion d'une association (n° 15)

Rééditions :

- obtenir la licence d'entrepreneur de spectacles (n° 5) : actuellement en attente des textes juridiques
- archéologie et réglementation (n° 6) : actuellement en attente des textes juridiques
- Protéger un édifice au titre des MH (n° 1) : stock épuisé, actuellement en relecture
- Exécuter des travaux sur MH (n° 10) : stock épuisé,

actuellement en relecture

- Considérer les abords de MH (n° 11) : stock épuisé, actuellement en relecture Le groupe rencontre depuis l'origine de ce travail la même difficulté à trouver des rédacteurs. Il sera fait appel au réseau afin de repérer des rédacteurs pour les fiches à venir.

Enfin, il sera nécessaire en 2000 d'actualiser l'enquête sur les questions posées en DRAC.

### **Thésaurus ( Alain Jenouvrier)**

La phase de test touche à sa fin. La première réunion de la période de mise à jour aura lieu les 18 et 19 mai. Les fiches de mises à jour devront être envoyées à Alain et Marie-Christine avant le 12 mai afin de préparer la séance de travail. La saisie des définitions du glossaire est presque achevée : plusieurs problèmes techniques se sont présentés, qui ne trouveront pas facilement de solution du fait de l'arrêt du développement de DIXIT par Cindoc. La récupération des fichiers se fait sur le serveur de la DRAC Bretagne.

Le glossaire est en relecture par MM Pattyn et Charpillon ainsi que Mme Dardy, du comité d'histoire du ministère.

### **Sites Internet des DRAC et Intranet**

#### **La veille Internet (Raymond Leduc)**

Le CID des Pays de la Loire bénéficie d'une connexion depuis 1996. Très occasionnel au début, le recours aux ressources du web s'est peu à peu généralisé jusqu'à devenir quotidien en 1999, du fait de la croissance considérable (exponentielle ?), pendant la même période, du nombre des sites ouverts et du nombre des pages mises en ligne sur ces sites.

Le CID des Pays de la Loire utilise la toile pour y chercher, à la demande de ses usagers:

- des informations pratiques (adresses postales, coordonnées téléphoniques et électroniques, dates de manifestation, nom d'un contact),
- des informations d'actualités (discours et dossiers de presse, texte d'un appel à projet, programme d'un festival),
- des informations pérennes [textes législatifs et réglementaires (lois et décrets du JO mais aussi Charte de l'ICOMOS), organigrammes non nominatifs (en particulier des institutions), dossiers de procédure ou thématiques (les «Pays» sur le web de la DATAR, l'intercommunalité sur le web de l'Intérieur), bibliographies et dossiers documentaires (le développement durable sur le web du Centre de documentation de l'urbanisme)],
- des informations non disponibles au centre de documentation et qu'il n'a pas vocation à conserver (sur

un artiste (Découflé, Barasc), sur un site, un monument, un musée (Agropolis-Museum), sur une ville ou une institution (le PNR de Brière, le district de Nantes)

Ces usages permettent de dresser un palmarès des web les plus utilisés :

Celui du ministère de la culture, ceux de ses partenaires (IRMA, musée du Louvre, Hors les murs), des autres ministères et institutions de l'Etat et de l'Union, des partenaires des autres ministères et institutions (DATAR, CRIJ, EUROFUNDING), des autres grandes institutions (Assemblée nationale,...), de la région, et enfin les moteurs de recherche.

Ce type d'usage nécessite un bon répertoire de signets et une triple veille :

- pour vérifier régulièrement la validité des URL répertoriées dans le bookmark, (au moins celle de la page d'accueil, et, quand c'est possible, celle des pages principales du site),
- pour contrôler la mise à jour des portails de ces sites, quand ils en ont (validité des liens, ajouts de liens nouveaux),
- pour visiter les liens suggérés par des collègues (du réseau des CID par exemple), des listes de discussions (biblio.fr, ADBS, AIT), d'autres partenaires (Abondance, dans le cadre de sa lettre électronique à laquelle le CID s'est abonné).

Est-il possible d'aller plus loin en augmentant l'offre d'informations sur notre propre web?

Oui sans doute, mais les gains possibles (organigrammes détaillés, plannings, programmes spécifiques à notre régions, listes à jour d'opérateurs culturels publics et privés sous réserve de leur accord, moteur francophone de recherche interne actuellement en cours d'installation) resteront modestes : nos outils de documentalistes quels que soient leur support ne sont pas si variés que cela.

Il en va différemment de tout ce qui est «matière première» pour la recherche d'un étudiant, d'un professionnel en quête d'un éclaircissement sur un point de droit, ou économique, ou sociologique, etc, en particulier la littérature grise. Le ministère (pas les CID spécifiquement mais chaque direction pour son propre compte) doit considérer comme un devoir la mise en ligne d'études, de rapports, de catalogues, tout résultat final d'un travail... payé avec de l'argent public et qui doit par conséquent être mis à la disposition du citoyen s'il ne contient pas d'informations personnelles ou politiquement «sensibles» (jugement de valeur sur l'action d'une équipe par exemple).

la «Lettre d'information», «Développement culturel», mais aussi des rapports au ministre et expositions

virtuelles sont disponibles sur notre web ou d'autres web publics. Mais nous sommes très loin du compte, même avec le plan de numérisation (centré quasi exclusivement sur l'iconographie patrimoniale).

Par conséquent, chaque DRAC devrait faire un effort conséquent dans ce domaine et peut-être (sur la suggestion du CID à chaque fois) exiger que tout rapport ou évaluation ou contrat de ou avec un tiers extérieur (cabinet d'étude, collectivité locale) soit rendu aussi sur disquette pour être mis en ligne très rapidement et donc être consultable de n'importe où par le plus grand nombre, et non exclusivement au CID par un seul lecteur à la fois. Bien sûr, la même demande peut être formulée auprès d'auteurs (en particuliers les étudiants) non liés à la direction, qui accepteront (sous condition évidemment) où refuseront...

Exemples : L'économie touristique en pays d'Ancenis et Mauges, Etudes sur les pratiques culturelles des Herbliinois 1<sup>ère</sup> partie, Le diagnostic culturel du pays segréen, état des lieux et perspectives; rapport final...

### Débat

L'intérêt de la veille Internet effectuée par Raymond Leduc, diffusée sur la messagerie à l'ensemble du réseau est souligné, et en particulier le fait que peu de sites sont signalés. La sélection est jugée très pertinente.

Suggestion est faite d'intégrer dans le portail du site web du ministère des sites non directement culturels, comme ceux qui peuvent exister sur l'intercommunalité, la politique de la ville, etc...

Plusieurs CID (Centre, Champagne-Ardenne, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais...) ont organisé à l'attention des agents de la DRAC des séances de formation à l'Internet.

Proposition est faite de créer sur le site web du ministère un «portail région».

### La base de données «acteurs culturels» de Rhône-Alpes (Michel Kneubühler et Claude Niski)

La DRAC a développé en 1999, grâce au concours du fonds pour la Réforme de l'Etat et à ses précédents contacts - dans le cadre des Journées du patrimoine - avec de jeunes sociétés informatiques une base de données sur les acteurs culturels de la région.

1557 références sont accessibles dans cette base, réalisée par la DRAC et portée sur son web par la société Compilo. C'est une start-up (soutenue par

LVMH de Bernard ARNAUD) qui développe un système d'information géographique en ligne. Sa préoccupation est l'information de proximité. Son objectif est, à terme, de procurer de l'information de proximité tous azimuts sur toutes les communes françaises.

La DRAC Rhône-Alpes est parmi les premières structures à fournir des informations à cette société, qui a construit le site pour «seulement» 100 000 F. Le renouvellement de «l'abonnement» est prévu par la convention à seulement 3.000 F.

Ce fut l'occasion, pour le service, d'arrêter la publication de listes sur son site web, en les remplaçant par quelque chose de plus performant. Cela a allégé le travail de la Communication et suscité l'intérêt des conseillers, qui en manifestaient peu jusque là pour les listes. Désormais ils en voient l'intérêt dans la mesure où cette innovation offre un accès unique à un ensemble de données jusque là réparties dans les services et organisées de façon diverses. Le SIG (système d'information géographique) permet d'obtenir, par commune ou zone géographique, une représentation de toutes les ressources culturelles.

### Outil d'aménagement du territoire

Ce système peut être orienté ultérieurement vers un outil d'aménagement du territoire : la répartition des subventions sur telle zone, le potentiel fiscal des communes, etc... il pourra être un des éléments d'élaboration d'argumentaires pour les relations avec les élus.

Internet agit comme un révélateur des compétences : qui d'autre que la DRAC, que le CID, pouvait faire ce type de base ? La transversalité de la mission du CID accentue cette capacité et joue comme un accélérateur de coopérations inter services : on se rend compte avec de telles réalisations de l'intérêt de mutualiser les savoirs et les compétences.

### Débat

Suggestion est faite d'une négociation du ministère de la Culture avec la société Compilo pour permettre la couverture de l'ensemble du territoire, d'ici trois ans par exemple.

Ce site montre que le débat «information interne - information externe» est souvent vain, de même que le débat «communication-documentation» : la coopération entre les deux métiers s'avère ici indispensable.

La DRAC Bourgogne va peut-être travailler bientôt avec Compilo.

**Revue de presse sur Intranet (Jean-Christophe Brochard)**

Le DIC et la MCI se sont associés pour étudier la faisabilité d'une revue de presse hebdomadaire sur Intranet : on se souvient qu'à la demande des DRAC, le DIC réalise une fois par semaine une revue envoyée dans chaque CID. Un premier test a eu lieu pour deux DRAC et le comité éditorial intranet.

Un sommaire présente les titres des articles (date et source) et l'accès se fait par Acrobat Reader. On peut faire sa propre sélection pour re-diriger sur les

agents de la DRAC. Pourra-t-on utiliser TEXTO GED afin de constituer une base ?

Une seconde étape débutera dans quelques semaines, et la revue de presse sur Intranet sera accessible à toutes les DRAC.

Ce produit pose des problèmes de droits : une négociation globale avec le CFC n'étant pas possible du fait du support, il faut donc négocier avec l'ensemble des éditeurs. Chantal Jaudon est en contact avec la SDAJ sur ce sujet.

**Calendrier de travail 1999 / 2000**

<i>Travaux en cours</i>	<i>Dates de réunion</i>	<i>Composition du groupe de travail</i>
<b>1 - Aide à la décision</b>	- 26.05.2000	S Grenet, J Girot, Y Ledun, J Vincent, N Xerri, J-C Brochard, M Kneubühler, H Musse, C Marco, S Duvigneau, R Leduc, mcs.
<b>2 - doc g / doc p</b> (problématique du rapprochement cire. 31.12.99)	- 22.06.2000	J-P Bouguier, E Luis, F Fillon, B Bardoux, S Husson, M-H Lemoine, P Delmotte, S Grenet, J-P Commun, M-J Brunet, M François, M Eme, Béatrice Berchon, mcs
<b>3 - Outils partagés</b> (veille sur les circulaires, bourse de réponses...)	- 11.06.99 / 15.10.99 - 2000 : à préciser	D Ledoux, A-F Kowalewski, E Harland, N Moussarie, G Louismet, C Catinus, I Amouroux, J-M Schill, M Basile, mcs
<b>4 - Bilans d'activités cid</b>	- 2.07.99 / 30.11.99 - 25.05.2000	J Girot, J-C Brochard, M Kneubühler, J-P Bouguier, C Marco, mcs
<b>5 - Fiches pratiques</b>	- 20.10.99 - 30.03 / 29.06.2000.	D Paillarse, C Marco, J-C Brochard, S Duvigneau, I Wagner, C Occuli, C Georges-François, mcs
<b>6 - Thésaurus</b>	- 26.01.2000 / 18 et 19.05.2000 / automne / hiver	B Jourdan, E Harland, A Jenouvrier, D Ledoux, G Cathala, I Amouroux, F Talon, P Fort, mcs
<b>7 - Sites web</b> mcs	- 10.06.99 / 3.12.99 - 10.03.2000 /	D Ledoux, S Duvigneau, C Niski, J Eid, E Hodebourg, B Hautier, S Humbert, M-H Lemoine, M Maunier, R Loison, H Kerjean, A Fressanges, mcs
<b>8 - Base «actions» sujet en attente</b>	- 28.05.99 / 15.06.99 / 10.09.99	J Vincent, A Deshayes, F Morio, R Parada Lillo, Y Ledun, J-M Auvray, mcs

<i>Formations</i>	<i>1<sup>re</sup> session</i>	<i>2<sup>e</sup> session</i>	<i>3<sup>e</sup> session</i>	<i>4<sup>e</sup> session</i>	<i>5<sup>e</sup> session</i>
<b>Thésaurus</b>	4 - 5 mai	10 - 11 juillet	16 - 17 octobre		
<b>Rech. Doc. Internet</b>	9 - 10 mars	6 - 7 avril	8 - 9 juin	27 - 28 sept.	5 - 6 octobre

**Post recrutement doc.** Deux sessions 1999 / 2001 : à revoir avec le bureau de la formation

<i>Journées d'étude</i>	<i>1<sup>re</sup> session</i>	<i>2<sup>e</sup> session</i>	<b>Bureau permanent</b>	<b>dates</b>
<b>Journées spectacle vivant</b>	septembre	novembre	Jocelyne Girot	01.10.1999
<b>Musique</b> (CIMD, médiathèque pédag.)			Michel Kneubühler	25.05.2000
<b>Danse</b> (CND, département des métiers)			Jean-Christophe Brochard / mcs	
<b>Théâtre</b> (CNT)				

**DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE****Note AD/DEP 966 du 20 juin 2000 : Code général des collectivités territoriales : partie réglementaire**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et messieurs les préfets

Mesdames et messieurs les présidents des conseils régionaux (Archives régionales)

Mesdames et messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)

Mesdames et messieurs les maires (archives communales)

Le *Journal officiel* du 9 avril 2000 a publié le décret n° 2000-318 du 7 avril 2000 relatif à la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Venant après la publication de la partie législative (loi n° 96-142 du 21 février 1996) qui avait abrogé les trois premiers livres du code des communes et environ 150 lois, la partie réglementaire reprend - sauf quelques menues modifications - le plan de la partie législative et abroge à son tour les articles réglementaires des trois premiers livres du code des communes ainsi que 176 décrets s'étageant de 1962 à 2000.

Les dispositions concernant les archives territoriales figurent dans la première partie (« Dispositions générales », livre IV (« Services publics locaux »), titre II (« Dispositions propres à certains services publics locaux ») et constituent un chapitre premier (« Archives »), divisé en 4 sections :

R 1421 – 1-8 Section 1 : règles générales en matière de propriété, conservation et mise en valeur

R 1421 – 9-13 Section 2 : règles particulières aux archives communales

R 1421 – 14-15 Section 3 : règles particulières aux archives départementales

R 1421 – 16 Section 4 : règles particulières aux archives régionales.

Les articles codifiés ont trois origines :

- les articles déjà codifiés dans le code des communes

(R\* 317-1 à 4), relatifs au modalité du dépôt des archives communales aux archives départementales ;  
- le décret n°88-849 du 28 juillet 1988 relatif au contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives des collectivités territoriales ;

- les articles 6, 7 et 8 du décret n°79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques. Ces articles définissent le champ de compétences des archives départementales et communales.

L'article R 1421-16, définissant le champ de compétence des archives régionales, est nouveau, l'article 67 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 (codifié depuis dans l'article L 1421-1 du CCT) n'ayant pas fait l'objet jusqu'à présent d'application réglementaire.

Le décret n°2000-318 du 7 avril 2000 abroge :

- les articles déjà codifiés dans le code des communes (R\* 317-1 à 5)

- l'article 6 (en ce qu'il concerne le CGCT) et les articles 7 et 8 du décret n°79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques ;

- le décret n°88-849 du 28 juillet 1988 relatif au contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives des collectivités territoriales ;

- le décret n° 90-492 du 13 juin 1990 relatif au titre des fonctionnaires placés, dans chaque département, à la tête du service des archives. Les titres de « directeurs des services d'archives » employé dans le décret de juillet 1988 (résultant du décret n° 57-1173 du 17 octobre 1957) ou de « directeur des Archives départementales » institué par le décret de juin 1990 sont donc remplacés par le titre, que l'on s'est efforcé d'unifier, de « directeur du service départemental d'archives ».

Vous trouverez ci-joint les dispositions concernant les archives dans les parties législatives et réglementaires du code général des collectivités territoriales.

Pour la ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,  
le directeur des archives de France  
Philippe Bélaval



**Code général des collectivités territoriales****partie législative****(loi n° 96-142 du 21 février 1996)****Première partie. Dispositions générales****Livre IV. Services publics locaux****Titre II. Dispositions propres à certains services publics locaux****chapitre I<sup>er</sup>. Archives****section première. Règles générales en matière de propriété, conservation et mise en valeur**

Art. L. 1421-1. Les régions sont propriétaires de leurs archives. Elles en assurent elles-mêmes la conservation ou la confient, par convention, au service d'archives du département où se trouve le chef-lieu de la région.

[Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, art. 67]

Art. L. 1421-2. Le conseil régional ou, en dehors de ses sessions, sa commission permanente, se prononce sur l'opportunité de faire jouer au profit de la région le droit de préemption prévu par la législation sur les archives.

[Loi n° 72-619 du 5 juillet 1972, art. 12, al. 2, découlant de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives, art. 36-I]

Art. L. 1421-3. Les départements et les communes sont propriétaires de leurs archives. Ils en assurent la conservation et la mise en valeur.

[Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, art. 66, al. 1]

Art. L. 1421-4. Le conseil général statue sur l'exercice du droit de préemption prévu par la législation sur les archives.

[Loi du 10 août 1871, art. 46-31°, découlant de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives, art. 36-II]

Art. L. 1421-5. Les collectivités territoriales continuent de bénéficier des concours financiers de l'Etat dans les conditions en vigueur au 1er janvier 1986.

Les services départementaux d'archives sont financés par le département. Ils sont tenus de recevoir et de gérer les archives des services déconcentrés de l'Etat ayant leur siège dans le département. Ceux-ci sont tenus de les y verser. Il en va de même des autres archives publiques constituées dans leur ressort ainsi que des archives que les communes sont tenues, ou décident, de déposer aux archives départementales. Les services départementaux d'archives peuvent également recevoir des archives privées.

[Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, art. 66, al. 2 et 3]

Art. L. 1421-6. La conservation et la mise en valeur des archives appartenant aux communes, aux départements et aux régions, ainsi que de celles gérées par les services départementaux d'archives en application de la seconde phrase de l'article L 1421-1 et du second alinéa de l'article L 1421-5 sont assurées conformément à la législation applicable en la matière sous le contrôle scientifique et technique de l'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles les conservateurs d'archives, appartenant au personnel scientifique de l'Etat, mis à disposition du président du Conseil général ou régional, peuvent assurer le contrôle scientifique et technique prévu à l'alinéa précédent.

[Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, art. 67-1]

**section 2. Règles particulières aux Archives communales**

Art. L 1421-7. Les documents de l'état civil ayant plus de cent cinquante ans de date, les plans et registres cadastraux ayant cessé d'être en service depuis au moins trente ans et les autres documents d'archives ayant plus de cent ans de date, conservés dans les archives des communes de moins de 2 000 habitants, sont obligatoirement déposés aux archives du département, sauf dérogation accordée par le représentant de l'Etat dans le département sur la demande du maire.

[Code des communes, art. L 317-2]

Art. L. 1421-8. Les documents mentionnés à l'article précédent, conservés dans les archives des communes de plus de 2000 habitants, peuvent être déposés par le maire, après délibération du conseil municipal, aux archives du département.

Ce dépôt est prescrit d'office par le représentant de l'Etat dans le département, après une mise en demeure restée sans effet, lorsqu'il est établi que la conservation des archives d'une commune n'est pas convenablement assurée.

[Code des communes, art. L 317-3]

Art. L. 1421-9. Lorsqu'il s'agit de documents présentant un intérêt historique certain et dont il est établi que les conditions de leur conservation les mettent en péril, le représentant de l'Etat dans le département peut mettre en demeure la commune de prendre toutes mesures qu'il énumère.

Si la commune ne prend pas ces mesures, le représentant de l'Etat dans le département peut prescrire le dépôt d'office de ces documents aux archives du département, quelles que soient

l'importance de la commune et la date du document.  
[Code des communes, art. L 317-4]

Art. L. 1421-10. Les documents mentionnés aux articles précédents, déposés par le maire, restent la propriété de la commune.

La conservation, le classement et la communication des documents d'archives communales déposés sont assurés dans les conditions prévues pour les archives départementales proprement dites.

Il n'est procédé, dans les fonds d'archives communales déposés aux archives du département, à aucune élimination sans l'autorisation du conseil municipal.

[Code des communes, art. L 317-5]

art. L. 1421-11. Le conseil municipal peut émettre des vœux tendant à ce qu'il soit fait usage par l'Etat, au profit de la commune, du droit de préemption établi par la loi sur les documents d'archives classés et non classés.

Il peut déléguer l'exercice de cette compétence au maire dans les conditions prévues à l'article L 2122-23.

[Code des communes, art. L 317-7, découlant de la loi n°79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives, art. 36-IV]

## **Deuxième partie. La commune**

### **Livre III. Finances communales**

#### **Titre II. Dépenses**

##### **Chapitre I<sup>er</sup>. Dépenses obligatoires**

art. L. 2321-2. Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

1° L'entretien de l'hôtel de ville ou, si la commune n'en possède pas, la location d'une maison ou d'une salle pour en tenir lieu ;

2° Les frais de bureau et d'impression pour le service de la commune, les frais de conservation des archives communales et du recueil des actes administratifs du département et, pour les communes chefs-lieux de canton, les frais de conservation du Journal officiel ;

#### **partie réglementaire**

### **Décret n°2000-318 du 7 avril 2000**

#### **chapitre I<sup>er</sup>. Archives**

##### **section 1. Règles générales en matière de propriété, conservation et mise en valeur**

Art. R. 1421-1. Le contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des régions, des départements et des communes, mentionné à l'article L 1421-6, porte sur les conditions de gestion, de collecte, de tri,

d'élimination des documents courants, intermédiaires et définitifs et sur le traitement, le classement, la conservation et la communication des archives. Il est destiné à assurer la sécurité des documents, le respect de l'unité des fonds et de leur structure organique, la qualité scientifique et technique des instruments de recherche la compatibilité des systèmes de traitement, la mise en valeur du patrimoine archivistique.

Il s'exerce sur pièces ou sur place.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988 relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, art. 1<sup>er</sup>]

Art. R. 1421-2. Le contrôle scientifique et technique sur les archives des collectivités territoriales est exercé au nom de l'Etat par la direction des archives de France, sous l'autorité du ministre chargé de la culture, dans les conditions suivantes.

Le directeur des Archives de France et les inspecteurs généraux des archives assurent le contrôle sur l'ensemble des archives des collectivités territoriales.

Les directeurs des services départementaux d'archives des départements chefs-lieux de régions assurent le contrôle sur les archives régionales telles qu'elles sont définies à l'article L 1421-1.

Les directeurs des services départementaux d'archives assurent le contrôle sur les archives des établissements départementaux et sur les archives communales dans les limites du département.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, art. 2]

Art. R. 1421-3. Le visa du ministre chargé de la culture ou de son représentant est requis pour l'élimination des documents des collectivités territoriales.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, art. 3]

Art. R. 1421-4. Les fonctionnaires mentionnés à l'article R 1421-2 s'assurent que les collectivités territoriales conservent leurs archives dans un bâtiment public et que la consultation par le public s'exerce exclusivement dans ce bâtiment.

Ils s'assurent également des mesures prévues par les collectivités territoriales pour la préservation de leurs archives en cas de péril. Ils leur notifient les conclusions de ces contrôles.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, art. 4]

Art. R. 1421-5. Les collectivités territoriales informent le préfet de tout sinistre, soustraction ou détournement d'archives.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, art. 5]

Art. R. 1421-6. Les collectivités territoriales informent le préfet de tout projet de construction, d'extension ou d'aménagement de bâtiments à usage d'archives ainsi que des projets de travaux dans ces bâtiments.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois pour faire connaître son avis à la collectivité territoriale concernée. Les travaux ne peuvent commencer avant la transmission de cet avis.

Toute attribution de subvention en application de l'article L 1421-5 est subordonnée au visa technique de la direction des archives de France.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, art. 6]

Art. R. 1421-7. Dans l'année suivant son entrée en fonctions, l'archiviste de chaque collectivité territoriale dresse un procès verbal de récolement topographique des fonds d'archives qui tient lieu d'inventaire de prise en charge. Ce document, contresigné par l'autorité territoriale, est transmis au préfet.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, art. 7]

Art. R. 1421-8. Les collectivités territoriales remettent chaque année au préfet un rapport relatif à la situation, à l'activité et au fonctionnement de leur service d'archives, accompagné des éléments statistiques nécessaires à l'élaboration du rapport annuel sur les archives publiques en France, ainsi qu'un programme de travail pour l'année à venir.

Elles adressent au préfet les instruments de recherche élaborés par leur service d'archives. Ces instruments de recherche sont mis à la disposition du public.

[Décret n° 88-849 du 28 juillet 1988, art. 8]

## **Section 2. Règles particulières aux archives communales**

Art. R. 1421-9. Les archives communales conservent, trient, classent, inventorient et communiquent, sous réserve des dispositions des articles L 1421-7 à 9 :

- 1° Les documents provenant des assemblées, administrations et établissements publics municipaux ;
- 2° Les documents qui leur sont remis à titre onéreux ou gratuit, temporaire ou définitif.

[Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, art. 8]

Art. R. 1421-10. Le directeur du service départemental d'archives remet à la commune, dans les plus brefs délais, un état sommaire et, ultérieurement, un répertoire détaillé des documents déposés par le maire.

Le directeur du service départemental d'archives assure la conservation, le classement et la communication de ces documents.

[Code des communes, art. R 317-4]

Art. R. 1421-11. La dérogation prévue à l'article L 1421-7 est accordée par le préfet après avis du directeur du service départemental d'archives.

[Code des communes, art. R 317-5]

Art. R. 1421-12. Le dépôt d'office prévu au deuxième alinéa de l'article L 1421-8 est prescrit par le préfet, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la mise en demeure restée sans effet, lorsque le directeur du service départemental d'archives établit, par un rapport écrit, que la conservation des archives d'une commune n'est pas convenablement assurée.

[Code des communes, art. R 317-2]

Art. R. 1421-13. Dans le cas prévu à l'article L 1421-9 la mise en demeure est adressée à la commune par le préfet lorsque le directeur du service départemental d'archives établit, par un rapport écrit, que les conditions de conservation des documents mentionnés à cet article les mettent en péril.

Le dépôt d'office prévu par le même article peut être prescrit par le préfet si, à l'expiration d'un délai de six mois après la mise en demeure, celle-ci est restée sans effet.

[Code des communes, art. R 317-3]

## **Section 3. Règles particulières aux archives départementales (R)**

Art. R. 1421-14. Les archives départementales conservent, trient, classent, inventorient et communiquent :

- a. Les documents provenant des administrations, tribunaux, établissements et organismes de toute nature, antérieurs à la Révolution française, qui leur ont été attribués par la loi ;
- b. Les documents provenant des assemblées, administrations et établissements publics départementaux depuis 1789 ;
- c. Les documents provenant des services déconcentrés de l'Etat et des établissements publics nationaux fonctionnant ou ayant fonctionné sur le territoire du département depuis 1789 sous réserve des dispositions de l'article R 1421-15 ci-dessous ;
- d. Les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels exerçant ou ayant exercé sur le territoire du département ;
- e. Les documents mentionnés par l'article L 1421-7 du présent code, sous réserve de la dérogation prévue audit article, et par les articles L 1421-8 et 9 ;

f. Tous autres documents qui leur sont remis à titre onéreux ou gratuit, temporaire ou définitif.

[Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, art. 7]

Art. R. 1421-15. Les documents visés à l'article 5 du décret n° 79-1037 du 3 janvier 1979 et provenant des services, organismes et établissements sis hors de Paris peuvent être déposés par les archives nationales aux archives départementales avec l'accord du conseil général du département.

[Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, art. 6]

#### **Section 4. Règles particulières aux archives régionales (R)**

Art. R. 1421-16. Les archives régionales conservent, trient, classent, inventorient et communiquent, sous réserve des dispositions de l'article L 1421-1 :

- 1° Les documents provenant des assemblées, administrations et établissements publics régionaux ;
- 2° Les documents qui leur sont remis à titre onéreux ou gratuit, temporaire ou définitif.

#### **Note AD/DEP 999 du 29 juin 2000 : Application par les services d'archives publiques des dispositions de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et messieurs les préfets

Mesdames et Messieurs les chefs de centre des Archives nationales

Mesdames et Messieurs les présidents des conseils régionaux (archives régionales)

Mesdames et Messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)

Mesdames et Messieurs les maires (archives communales)

Le Journal officiel du 13 avril dernier a publié la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (loi «DCRA»). Ce texte comprend des dispositions modifiant les lois du 6 janvier 1978 sur l'informatique, les fichiers et les libertés, du 17 juillet 1978 sur l'accès

aux documents administratifs, et du 3 janvier 1979 sur les archives. Vous trouverez en annexe les versions actualisées des lois du 17 juillet 1978 et du 3 janvier 1979. Je souhaite plus particulièrement attirer votre attention sur un certain nombre de dispositions de cette nouvelle loi.

### **1. MODIFICATIONS DE LA LOI DU 17 JUILLET 1978**

La loi du 12 avril procède à une réécriture de plusieurs points de loi du 17 juillet 1978 :

#### **1.1 Précisions apportées à la définition des documents administratifs**

L'article 1 de la loi du 17 juillet 1978 modifiée énumère désormais les autorités soumises à la loi (Etat, collectivités territoriales, établissements publics ou organismes de droit public ou privés chargé de la gestion d'un service public). Il va de soi que les services publics d'archives sont comprises dans ces autorités. Ce même article définit les documents administratifs. On notera qu'il inclut dans cette définition les documents sur support informatique.

En revanche, le nouveau texte exclut du champ d'application de la loi du 17 juillet 1978 les documents suivants : actes des assemblées parlementaires, avis du Conseil d'Etat et des juridictions administratives, documents de la Cour des comptes mentionnés à l'article L. 140-9 du code des juridictions financières et ceux des chambres régionales mentionnés à l'article L. 241-6 du même code, documents d'instruction des réclamations adressées au Médiateur de la République et documents préalables à l'élaboration du rapport d'accréditation des établissements de santé. Ces exclusions résultent pour partie de la jurisprudence de la CADA, pour partie d'amendements parlementaires.

De plus, le droit à communication prévu par loi du 17 juillet 1978 ne s'applique pas aux documents réalisés dans le cadre d'un contrat de prestation de service exécuté pour le compte d'une ou de plusieurs personnes déterminées.

#### **1.2 Les documents non communicables ou communicables aux seuls intéressés**

L'article 6 de la loi du 17 juillet fait l'objet d'une nouvelle rédaction. Le texte ajoute à la liste des documents administratifs non communicables les documents dont la communication porterait atteinte à la sécurité des personnes. En ce qui concerne le secret de la vie privée et le secret médical, il est précisé expressément que les documents administratifs dont la communication ou la consultation porterait atteinte au secret de la vie privée et les dossiers personnels,

portant une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physique, nommément désignée ou facilement identifiable, faisant apparaître le comportement d'une personne, dès lors que la divulgation de ce comportement lui porterait préjudice, ne sont communicables qu'à l'intéressé.

Enfin, il est rajouté un alinéa à l'article 13 qui instaure une articulation entre les lois du 17 juillet 1978 et du 3 janvier 1979, soumettant clairement les documents administratifs non communicables en vertu de l'article 6 de la première loi aux délais de communicabilité prévus par la seconde

### 1.3 Des documents détenus et achevés

L'article 2 précise que les administrations doivent communiquer les documents qu'elles *détiennent* (et non pas uniquement ceux qu'elles ont produits). Le même article donne un fondement légal aux refus de communiquer des documents préparatoires ou inachevés.

### 1.4 Modalités d'accès

L'accès aux documents administratifs se fait par consultation sur place ou par remise d'une copie. Il convient de souligner ici la nouvelle rédaction de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1978 qui offre la possibilité de délivrance d'une *copie sur support numérique* d'un document administratif.

### 1.5 Conservation des fichiers informatiques de données nominatives

L'article 9 de la loi du 12 avril 2000 ajoute un article 4.1 à la loi sur les archives, article qui donne un fondement légal à la conservation, après tri, effectué en accord avec l'administration des archives, des informations nominatives collectées dans le cadre de traitements automatisés régis par la loi du 6 janvier 1978 et présentant un intérêt scientifique, statistique ou historique.

L'article 28 de la loi du 6 janvier 1978 sur l'informatique, les fichiers et les libertés est modifié en conséquence (article 5-1 de la loi du 12 avril 2000).

On notera de plus, que la conservation, à des fins historiques, des données nominatives visées à l'article 31 de cette loi, à savoir celles concernant les opinions philosophiques ou religieuses ou les origines raciales d'une personne, est expressément autorisée (article 5-2 de la loi du 12 avril 2000).

## **2. EXTENSION DU CHAMP D'INTERVENTION DE LA CADA**

### 2.1 Dans le domaine des archives

L'article 5 de la loi du 17 juillet modifiée rend désormais

la Commission d'accès aux documents administratifs compétente pour émettre un avis lorsqu'elle est saisie par une personne *«qui rencontre des difficultés (...) pour consulter des documents d'archives, à l'exception des documents mentionnés au 3° de l'article 3 de la loi du 3 janvier 1979 [c'est-à-dire les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels] (...)»*. Cette disposition, d'application immédiate, fait de la CADA une instance de recours en cas de refus de communication ou de dérogation.

La CADA a également un rôle de conseil sur toute question relative à l'application des deux lois. Elle peut proposer, à la demande de l'autorité compétente ou à son initiative, toute modification de ces textes et toute mesure de nature à faciliter l'exercice du droit d'accès.

### 2.2 Par rapport à la loi du 6 janvier 1978

La loi du 6 janvier 1978 est modifiée de façon à permettre l'accès aux fichiers informatiques contenant des données nominatives sur la base des lois du 17 juillet 1978 et du 3 janvier 1979 : *«(...) ne peut être regardé comme un tiers non autorisé [au sens de la loi du 6 janvier 1978] (...) le titulaire d'un droit d'accès aux documents administratifs ou aux archives publiques exercé conformément aux lois n° 78-753 du 17 juillet 1978 du 17 juillet 1978 précitée et 79-18 du 3 janvier 1979 précitée.»* (article 29-1 de la loi du 6 janvier 1978, créé par l'article 5-2 de la loi du 12 avril 2000). Ce point est essentiel, car, jusqu'à présent, la loi du 17 juillet 1978 n'était pas applicable aux documents régis par celle du 6 janvier 1978.

### 2.3 Par rapport à d'autres textes organisant des procédures particulières

La loi du 12 avril fait entrer dans le champ de compétence de la CADA l'interprétation de divers textes qui organisent des procédures particulières d'accès à certains documents administratifs. La liste de ces textes est fixée par le nouvel article 5-1 de la loi du 17 juillet 1978 modifiée.

## **3. QUELQUES RAPPELS PRATIQUES**

### 3.1 La procédure de recours devant la CADA

En vertu du décret 88-465 du 28 avril 1988 relatif à la procédure d'accès aux documents administratifs, procédure désormais élargie à l'accès aux archives publiques, toute personne qui se voit opposer un refus exprès ou tacite de communication dispose d'un délai de deux mois pour saisir la CADA(1).

La direction des Archives de France, pour sa part, informe désormais ses correspondants de cette possibilité lors des notifications de refus de dérogation.

Il vous appartient, pour votre part :

- d'informer de cette possibilité et du délai de recours les lecteurs auquel est opposé un refus de communication.
- de rappeler aux services d'origine la nouvelle compétence de la CADA en matière de difficulté d'accès aux archives publiques lorsque vous leur transmettez une demande de dérogation.

### 3.2 Textes à venir

La loi nouvelle est entrée en vigueur immédiatement pour ce qui a trait à l'accès aux documents administratifs. Des décrets d'application seront pris pour la tarification des frais de reproduction prévus à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1978 modifiée et sur les délais de procédure, décrets prévus par les articles 19 à 24 de la loi du 12 avril 2000.

En raison de l'importance de ces textes et de leurs conséquences pour les relations entre les citoyens et l'administration, j'attache le plus grand prix à ce que l'information sur ces nouvelles dispositions soit largement diffusée et explicitée auprès de l'ensemble des agents de vos services(2).

La ministre de la culture et de la communication, et par  
délégation  
le directeur des archives de France  
Philippe Bélaval

(1) *L'adresse de la CADA est : 61 rue de Bellechasse 75700 Paris*

(2) *Des ouvrages de référence doivent être rappelés : le Guide de l'accès aux documents administratifs, 3ème édition, Paris 1997, les rapports d'activité de la CADA (le 9ème rapport, en 1999, porte sur la communication des documents administratifs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics).*

---



---

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

### Circulaire n° 2000/022 du 31 mai 2000 relative à la protection des tombes et cimetières au titre des monuments historiques et gestion des tombes et cimetières protégés

La ministre de la culture et de la communication  
à

Messieurs les préfets de région (Directions régionales des affaires culturelles)

Messieurs les préfets de département (Services

départementaux de l'architecture et du patrimoine)

Plusieurs services régionaux ou départementaux ont récemment appelé mon attention sur les difficultés rencontrées pour protéger des tombes et des cimetières en application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et pour assurer la conservation des tombes et des cimetières protégés. Ces difficultés ne sont pas nouvelles et suscitent depuis plusieurs années des interrogations de votre part sur vos capacités d'intervention dans ce domaine.

De plus, les tempêtes de la fin de l'année 1999 n'ont pas épargné les cimetières. Beaucoup ont été touchés par les intempéries et leur remise en état, pour ce qui concerne les parties protégées, doit être effectuée avec votre appui et sous votre surveillance.

Plus de 400 cimetières ou parties de cimetières sont en effet aujourd'hui protégés au titre des monuments historiques. Il me paraît donc opportun de clarifier les procédures de protection des tombes et des cimetières et leurs conséquences juridiques, et de dégager des orientations opérationnelles pour assurer la conservation des parties protégées en liaison avec les communes et les ayants-droit.

### 1) Les procédures de protection et leurs conséquences juridiques :

Les tombes sont composées de trois éléments constitutifs distincts :

- Le fonds, immeuble par nature, est propriété de la commune qui peut le concéder.
- Le caveau et le monument funéraire, également immeubles par nature, sont des constructions incorporées au fonds par le concessionnaire et qui lui appartiennent. Le concessionnaire bénéficie d'un droit d'occupation du domaine public, qui est incessible à titre onéreux et n'a pas le caractère précaire et révocable attaché généralement aux occupations du domaine public. La commune ne peut donc résilier ce contrat de concession. Cependant, conformément à l'article L 361.17 du Code des Communes, une concession perpétuelle dont l'état d'abandon est constaté par le maire, après une période de trente ans, peut être reprise par la commune si cet état n'a pas cessé dans un délai de trois ans à dater du constat.

La procédure de reprise prévue par les articles R 361.22 à R 361.31 du Code des Communes ne peut être engagée que dix ans après la dernière inhumation faite dans le terrain concédé. Par ailleurs, pour les autres concessions temporaires, trentenaires ou cinquantenaires, le terrain concédé fait retour à la commune dans un délai de deux ans à dater de l'échéance si le paiement de la redevance n'a pas été renouvelé (article L 361.15 Code des Communes).

- Les signes et emblèmes funéraires, (statues, pierres tombales, stèles funéraires), immeubles par destination, appartiennent aux concessionnaires. En cas de reprise de concession par la commune, le maire peut faire enlever ces emblèmes, de même que les vestiges du monument funéraire abandonné (article R 361.29 Code des Communes). Le Conseil d'Etat a estimé que ceux-ci rentrent alors dans le domaine privé de la commune. En conséquence, elle peut en disposer librement et notamment les vendre sous réserve du respect dû aux morts qui interdit toute aliénation de restes de monuments ou emblèmes permettant l'identification des personnes ou de la sépulture et toute utilisation contraire à ce principe.

Ces trois éléments constituant la tombe peuvent, s'ils présentent un intérêt historique ou artistique, être protégés au titre des monuments historiques suivant les procédures habituelles définies dans la loi du 31 décembre 1913 et ses décrets d'application :

- Les fonds, les caveaux et monuments funéraires relèvent de la procédure régionale de protection des immeubles, conduite par le Préfet de région, le dossier étant soumis à l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites.

- Les signes et emblèmes funéraires relèvent de la procédure départementale de protection des objets mobiliers et immeubles par destination, conduite par le Préfet de département, le dossier étant soumis à l'avis de la commission départementale des objets mobiliers.

Il est évidemment souhaitable que, lors de l'instruction de nouvelles protections, les deux procédures soient coordonnées et, dans la mesure du possible, menées parallèlement.

Si l'on excepte les tombes antiques, dont la problématique ne relève pas de la présente circulaire, les tombes et cimetières protégés peuvent être distingués en trois catégories :

- les tombes simples et isolées ne comportant pas de construction: ce cas est très rare. La protection a été entreprise en raison de la seule personnalité du défunt et le qualificatif de lieu de mémoire peut alors être utilisé, comme par exemple pour la tombe de Chateaubriand sur l'îlot du Grand Bé à Saint-Malo, classée en 1954.

- les cimetières militaires. La protection vise alors la préservation d'un aménagement d'ensemble remarquable lié aux souvenirs des deux guerres mondiales. Ces cas sont également rares, on peut citer le cimetière militaire allemand de Veslud (Aisne), créé en 1917, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1999.

- les tombes, groupes de tombes, parties de cimetières

ou cimetières entiers protégés en raison de l'intérêt historique ou artistique des ouvrages funéraires sculptés.

C'est le cas le plus général et qui pose les plus grandes difficultés. En effet, la protection porte alors sur le sol, propriété communale mais aussi sur les monuments funéraires dont les ayants-droit sont très nombreux si cette protection est étendue. Une partie importante d'entre eux sont difficiles à identifier et restent même souvent inconnus car la transmission à titre gratuit de la concession pour les descendants ou successeurs ne nécessite pas obligatoirement un acte notarial. Dès lors se pose la question de l'opposabilité à ces ayants droit de la mesure de protection.

Le Conseil d'Etat a estimé de façon constante que les mesures de protection d'immeubles au titre des monuments historiques, classement ou inscription, ne sont pas des décisions individuelles. Comme elles n'ont pas non plus le caractère d'actes réglementaires, on en déduit qu'elles sont des actes particuliers, appartenant à la même catégorie que les mesures de protection de sites ou les déclarations d'utilité publique.

Or le Conseil d'Etat a rejeté plusieurs recours contre des décrets de classement de sites ou d'autres actes particuliers, alors que seule la formalité de publication au journal officiel avait été effectuée, mais pas la notification. Il en résulte que, si une mesure d'inscription à l'inventaire supplémentaire est envisagée pour une partie étendue de cimetière ou sur le cimetière dans sa totalité et alors que cette mesure ne nécessite ni consultation préalable, ni accord des propriétaires, on peut considérer que la formalité de publication au journal officiel suffit à rendre l'arrêté opposable aux ayants-droit.

Je recommande dans ce cas de rédiger ainsi l'article 3 de l'arrêté d'inscription qui sera soumis à la signature du préfet de région :

«Le présent arrêté sera notifié au préfet du département et au maire de la commune qui procédera à son affichage à la mairie. Le préfet, le maire et les ayants droit intéressés seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.» L'affichage en mairie se substituera ainsi à la notification aux ayants droit et complètera la publication au journal officiel.

Bien entendu, si la protection ne porte que sur une tombe ou un petit groupe de tombes, les deux formalités de publication au journal officiel et de notification aux ayants-droit restent indispensables.

S'il s'agit d'une mesure de classement, l'accord de la commune et des ayants droit est nécessaire. Dans ce

domaine, le classement par décret n'est en effet pas approprié. Lorsque le classement envisagé est étendu, il conviendra donc d'obtenir l'accord de la municipalité pour le classement du sol et de limiter le classement des monuments funéraires à ceux qui sont les plus remarquables et dont les ayants droit pourront être identifiés et contactés pour donner leur accord. L'arrêté de classement sera publié au journal officiel et notifié au maire et aux ayants droit.

## **2) La gestion des tombes et cimetières protégés :**

En matière de constructions funéraires, le droit commun reconnaît aux concessionnaires une liberté très grande :

- d'une part, les travaux n'entrent pas dans le champ du Code de l'urbanisme et ne sont donc soumis ni au permis de construire, ni au permis de démolir,
- d'autre part, la jurisprudence du Conseil d'Etat considère comme excédant les pouvoirs de police du maire un arrêté comportant des dispositions limitant la hauteur des dalles, des encadrements et monuments funéraires et soumettant à autorisation préalable tout projet de construction de tombe ou de caveau à des fins esthétiques. Le maire peut seulement prescrire que les terrains seront entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté et de solidité. En cas de méconnaissance de ces prescriptions, il est tenu d'en dresser un procès-verbal mais il ne peut en revanche, sauf urgence ou péril imminent, procéder d'office à l'exécution des mesures nécessaires.

La loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est dérogatoire au droit commun : les travaux sur les monuments funéraires protégés sont ainsi soumis soit au régime de la déclaration préalable de l'article 2 de la loi si le monument est inscrit, soit au régime de l'autorisation de l'article 9 de la loi si le monument est classé.

Par ailleurs lorsque les travaux sont envisagés sur des tombes ou un cimetière situés aux abords d'un édifice protégé, que cet édifice se situe à l'extérieur du cimetière ou qu'il s'agisse d'un monument funéraire à l'intérieur de celui-ci, ces travaux sont soumis au régime de l'autorisation préfectorale, après avis simple de l'architecte des bâtiments de France, prévue à l'article 13 ter de la loi.

Lorsque des cimetières ou parties de cimetières sont protégés ou situés aux abords de monuments historiques, les dispositions de la loi de 1913 peuvent donc permettre aux services de l'Etat (directions régionales des affaires culturelles ou services départementaux de l'architecture et du patrimoine) d'apporter leur appui aux communes pour la mise en œuvre de règles qui ne peuvent être imposées dans le droit commun. En effet les maires sont en général démunis pour résister aux projets de

construction parfois fantaisistes des ayants-droit, alors qu'ils souhaiteraient pouvoir exercer un encadrement minimum.

L'intérêt pour l'Etat de la protection patrimoniale semble donc pouvoir rejoindre dans bien des cas l'intérêt pour la commune d'un contrôle accru sur les travaux funéraires. Dans ces conditions, le moyen le plus approprié d'une collaboration à privilégier est la conclusion de conventions de gestion Etat-commune.

Si le cimetière ou une partie étendue de cimetière sont protégés, la convention sera conclue entre le Préfet de région et le maire et comprendra :

- les dispositions du plan d'aménagement d'ensemble du cimetière.
- les prescriptions architecturales et paysagères à respecter par les ayants droit, celles-ci étant reprises par le maire dans le règlement intérieur du cimetière.
- l'engagement par la commune de poursuivre un programme de restauration des monuments funéraires lui appartenant, et l'engagement corrélatif de l'Etat de participer financièrement à la réalisation de ce programme.
- l'engagement par la commune d'informer périodiquement la direction régionale des affaires culturelles de son programme de reprise de concessions et l'engagement corrélatif par la direction régionale des affaires culturelles d'indiquer à la commune, au vu de ce programme, les tombes de moindre intérêt qu'elle pourra en conséquence concéder de nouveau après enlèvement du matériel funéraire ainsi que celles, les plus intéressantes, dont le monument et les emblèmes funéraires devront rester en place et le cas échéant, faire partie du programme de restauration.
- l'engagement par la commune, dans les limites déterminées en fonction des moyens qu'elle peut consacrer et de l'étendue de la protection, d'entretenir à ses frais les monuments funéraires abandonnés, construits sur des concessions non encore reprises.

Si le cimetière ou une partie du cimetière sont soumis au régime des abords, la convention sera conclue entre le préfet du département et le maire et ne comprendra alors que les dispositions du plan d'aménagement d'ensemble du cimetière et les prescriptions architecturales et paysagères à respecter par les ayants droit et à intégrer par le maire dans le règlement intérieur du cimetière.

Les autorisations de l'Etat prévues par la loi de 1913 seront données conformément aux dispositions de ces conventions.

La présente circulaire abroge la circulaire du 21 juillet 1976 sur la protection esthétique des cimetières.



Je ne verrai que des avantages à ce que vous la diffusiez aux maires des communes dont le cimetière est protégé ou soumis au régime des abords. Je la communique par ailleurs au ministre de l'intérieur.

Je vous prie de m'indiquer les difficultés que vous pourriez rencontrer dans son application.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine  
François Barré

**Décision du 14 juin 2000 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de l'association «Patrimoine photographique»**

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement, modifié par le décret n° 98-249 du 2 avril 1998 ;

Vu les statuts de l'association «Patrimoine photographique» et notamment ses articles 5 et 15 ;

Sur proposition du directeur de l'architecture du patrimoine,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Michel Ricard, chef du service des enseignements, des ressources des publics et des réseaux, est nommé commissaire du Gouvernement de l'association «Patrimoine photographique» pour une durée de cinq ans, en remplacement de M. Michel Rebut-Sarda, appelé à d'autres fonctions.

**Art. 2.** - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication  
Catherine Tasca

**Décision du 14 juin 2000 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de «l'association des amis de Jacques-Henri Lartigue»**

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement, modifié par le décret n° 98-249 du 2 avril 1998 ;

Vu les statuts de l'association des amis de Jacques-Henri Lartigue et notamment ses articles 5 et 16 ;

Sur proposition du directeur de l'architecture du patrimoine,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Michel Ricard, chef du service des enseignements, des ressources des publics et des réseaux, est nommé commissaire du Gouvernement de «l'association des amis de Jacques-Henri Lartigue» pour une durée de cinq ans, en remplacement de M. Michel Rebut-Sarda, appelé à d'autres fonctions.

**Art. 2.** - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication  
Catherine Tasca

**Circulaire n° 2000/026 du 27 juin 2000 relative aux conditions dans lesquelles les architectes des bâtiments de France peuvent être autorisés à effectuer, au titre du cumul, des missions de conception et de maîtrise d'œuvre libérale**

La ministre de la culture et de la communication  
à

- Mesdames et messieurs les préfets de région et de départements
- Mesdames et messieurs les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine
- Mesdames et messieurs les architectes des bâtiments de France
- Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles

Comme tous les fonctionnaires et agents de l'Etat, les architectes des bâtiments de France ont l'obligation de consacrer l'intégralité de leur activité professionnelle, de manière permanente et exclusive, aux fonctions inhérentes à l'administration dans laquelle ils servent.

Leurs missions statutaires, définies à l'article 2 du décret n° 84-145 du 27 février 1984, sont les suivantes : «Les architectes des bâtiments de France veillent à l'application des législations sur l'architecture, l'urbanisme, les sites, les monuments historiques et leurs abords. Les intéressés apportent leur concours aux architectes en chef des monuments historiques dans la surveillance de l'état des immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire, situés dans leur circonscription. Ils déterminent et dirigent, après accord des propriétaires et des affectataires, les travaux d'entretien et de réparations ordinaires à exécuter sur les immeubles classés parmi les monuments historiques lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par les services relevant du ministère

chargé de la culture ou que les propriétaires ou affectataires reçoivent une aide financière de l'Etat au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. Ils sont chargés des travaux d'entretien et de réparations ordinaires dans les palais nationaux et les bâtiments affectés au ministère de la culture. Ils sont conservateurs des monuments historiques appartenant, dans leur circonscription, à l'Etat et affectés au ministère de la culture sous réserve des exceptions fixées par le ministre chargé de la culture».

La plupart d'entre eux exercent les fonctions de chef ou de collaborateur des services départementaux de l'architecture et du patrimoine, organisés par le décret n° 79-180 du 6 mars 1979 modifié par le décret n° 96-492 du 4 juin 1996.

En dehors de leur activité de service, et de manière partiellement dérogatoire aux règles générales du cumul d'emploi et de rémunération des fonctionnaires, la loi et le règlement autorisent qu'ils assurent l'exercice de la conception et de la maîtrise d'œuvre libérale en architecture à titre exceptionnel.

En effet, pendant longtemps, la qualification particulière des architectes des bâtiments de France, demeurée rare dans la restauration du patrimoine immobilier ancien et méritant éventuellement une protection au titre des monuments historiques, a permis, malgré les faibles moyens de maîtrise d'ouvrage de tels travaux d'architecture par de nombreux propriétaires publics et privés, la réalisation d'opérations de sauvegarde grâce à leur intervention dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre libérale.

Le contexte contemporain est marqué par un fort développement des capacités de maîtrise d'ouvrage et de conduite d'opération par les collectivités publiques, d'une part, et, d'autre part, par la présence de nombreux architectes libéraux susceptibles d'assurer la conception et la maîtrise d'œuvre afférentes au patrimoine immobilier ancien, alors que les propriétaires publics sont à juste titre soucieux de la parfaite mise en œuvre des règles de la concurrence dans les commandes publiques de maîtrise d'œuvre et de travaux qui leur incombent, et en particulier du respect des prescriptions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Il rend nécessaire d'interpréter de la manière la plus stricte les prescriptions anciennes, et notamment celles fixées dans le décret n° 81-420 du 27 avril 1981 relatif au cumul de missions de conception et de maîtrise d'œuvre par certaines catégories d'architectes fonctionnaires et salariés de l'Etat ou des collectivités publiques.

La présente circulaire se réfère à la circulaire du

13 mai 1981 du ministre de l'intérieur et du ministre de l'environnement et du cadre de vie, relative aux activités de cumul des architectes fonctionnaires ou agents publics autorisées par le décret précité du 27 avril 1981 pris en application du dernier alinéa de l'article 14 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (Journal Officiel du 20 mai 1981, pages 4861 -4862).

Elle se substitue :

- à la circulaire du 26 août 1981 du ministre de l'urbanisme et du logement,

- et à la circulaire du 20 octobre 1989 du ministre de l'équipement, du logement et de la mer, relatives aux conditions dans lesquelles les architectes des bâtiments de France peuvent être autorisés à effectuer, au titre du cumul, des missions de conception et de maîtrise d'œuvre.

Les prescriptions de la présente circulaire sont applicables aux architectes des bâtiments de France titulaires et contractuels.

### **A - Rappel des dispositions réglementaires**

Le cumul des activités libérales des architectes et urbanistes de l'Etat assurant des missions d'architectes des bâtiments de France s'exerce dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires suivantes :

**I - La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment en son article 25, dispose que «les fonctionnaires consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées. Ils ne peuvent exercer à titre personnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit. Les conditions dans lesquelles il peut être exceptionnellement dérogé à cette interdiction sont fixées par décret en Conseil d'Etat».**

En ce qui concerne la dérogation mentionnée ci-dessus, il n'a pas été pris depuis lors de nouveaux textes réglementaires. Par conséquent, le décret-loi du 29 octobre 1936, modifié par l'ordonnance du 25 août 1944, la loi n° 481450 du 20 septembre 1948, la loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953 et le décret n° 55-957 du 11 juillet 1955 relatif aux cumuls d'emplois de rémunérations et de retraites, continue de s'appliquer.

Il convient d'en rappeler les principaux éléments, dont :

- l'interdiction aux fonctionnaires [...] de l'Etat [...] d'exercer une profession industrielle et commerciale,

d'occuper un emploi privé rétribué ou d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération ;

- l'interdiction pour ces derniers de donner des consultations, de procéder à des expertises et de plaider en justice dans les litiges intéressant l'administration à moins que ce soit dans l'exercice de leurs fonctions ;
- l'interdiction pour tous les agents publics d'exercer simultanément plusieurs emplois rémunérés sur les budgets des collectivités et organismes énumérés plus haut ;
- l'obligation de ne pas percevoir, au total et au titre du cumul, une rémunération supplémentaire supérieure à la rémunération principale ;
- la possibilité pour ces fonctionnaires de produire des œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques, et, dans certaines conditions très limitatives, de donner des consultations ou de procéder à des expertises ;
- la possibilité pour les membres du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement et de l'administration des beaux-arts d'exercer des professions libérales qui découlent de la nature de leurs fonctions.

## **II - La loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et le décret d'application n° 81-420 du 27 avril 1981 relatif au cumul de missions de conception et de maîtrise d'œuvre par certaines catégories d'architectes fonctionnaires ou salariés de l'Etat ou des collectivités publiques.**

Le dernier alinéa de l'article 14 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture dispose qu'«un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions et les limites dans lesquelles les architectes fonctionnaires ou salariés de l'Etat et des collectivités publiques peuvent être autorisés, le cas échéant, à exercer, indépendamment de leur activité à ce titre, sans que puisse être mise en cause leur indépendance d'agents publics, des missions de conception et de maîtrise d'œuvre pour le compte d'autres collectivités publiques ou au profit de personnes privées».

Le décret n° 81-420 du 27 avril 1981 précise les règles de cumul pour l'ensemble des architectes de l'Etat et des collectivités publiques. Il comporte des prescriptions directement applicables aux architectes et urbanistes de l'Etat - architectes des bâtiments de France.

Son article 2 dispose que ces architectes peuvent dans certaines conditions exercer, à titre individuel, sous forme libérale, lorsque leurs statuts ou leurs contrats ne l'interdisent pas, des missions de conception ou de maîtrise d'œuvre pour le compte de collectivités publiques autres que celles qui les emploient ou au profit de personnes privées.

C'est ainsi que le statut des architectes et urbanistes de l'Etat, qui résulte du décret n° 62-511 du 13 avril 1962 modifié notamment par le décret n° 93-246 du 24 février 1993, autorise ceux de ces fonctionnaires auxquels il confère la qualité d'architectes des bâtiments de France à exécuter, en application des dispositions du décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des bâtiments de France, des travaux autres que ceux correspondant à leurs missions de service, après autorisation du ministre «donnée dans les conditions prévues aux articles 2 et 4 du décret du 27 avril 1981 susvisé» (article 9 du décret du 27 février 1984).

En outre, le décret du 27 avril 1981 pose plusieurs principes :

### 1) L'obligation de solliciter une autorisation préalable

L'article 2 du décret du 27 avril 1981 précise que les architectes publics, pour cumuler une activité libérale, doivent solliciter au préalable, pour chaque mission, l'autorisation écrite de l'autorité hiérarchique dont ils relèvent. Ils ne peuvent accepter une mission de conception ou de maîtrise d'œuvre au titre du cumul s'ils n'ont pas obtenu l'autorisation ministérielle requise.

Il résulte de l'article 9 du décret précité du 27 février 1984 que l'autorité qui délivre l'autorisation est le ministre chargé de la culture (direction de l'architecture et du patrimoine).

### 2) Interdiction d'exercice dans le champ géographique de compétence

Le décret, dans son article 4, mentionne que les architectes en question ne peuvent pas exercer une mission de conception ou de maîtrise d'œuvre pour le compte de collectivités publiques autres que celles qui les emploient ou au profit de personnes privées «si cette mission concerne l'aire géographique où ils ont compétence en qualité de fonctionnaire ou d'agent public».

Il est à noter que lorsqu'un département est partagé de fait en plusieurs secteurs d'exercice attribués chacun à un A.B.F. au sein d'un service départemental d'architecture et du patrimoine, il y a lieu d'entendre l'aire géographique de l'article 4 comme étant le département entier, nonobstant toute répartition liée à l'organisation interne du service, l'A.B.F. étant nommé pour le département dans sa totalité (unité administrative).

Cette disposition, générale et catégorique, est toutefois assortie d'une réserve et d'une possible dérogation :

- a) La réserve concerne les architectes dont la compétence «peut s'exercer sur l'ensemble du territoire national». Dans ce cas, l'interdiction «ne concerne que le ou les immeubles nus ou bâtis dont ils

connaissent au titre de leur fonction».

b) La dérogation est ainsi formulée : «les architectes fonctionnaires ou agents publics peuvent obtenir des autorisations spéciales pour exécuter dans l'aire géographique de leur compétence ou sur les immeubles dont ils connaissent des missions de conception et de maîtrise d'œuvre liées directement à la qualification particulière requise pour l'exercice de leur fonction». Dans ce cas, ils doivent joindre à leur demande un rapport permettant d'apprécier si cette condition est remplie (article 4 du décret).

### 3) Conditions impératives de l'exercice

Le décret précise en outre les conditions dans lesquelles les missions de conception et de maîtrise d'œuvre prises en charge, dans le cadre du cumul, par les architectes concernés doivent être exécutées :

- ces missions doivent être exécutées sans incidence sur la durée du travail due à l'Etat, sans aucune utilisation des locaux ni des moyens en personnel et en matériel du service ;
- l'A.B.F. est soumis aux mêmes règles que les architectes exerçant à titre individuel sous forme libérale, particulièrement en ce qui concerne sa responsabilité ou l'obligation d'assurance, et d'une manière générale à l'ensemble des devoirs professionnels des architectes (qui résultent principalement du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes).

Il résulte clairement de l'ensemble de ces règles que l'activité de cumul de conception et de maîtrise d'œuvre libérale des architectes des bâtiments de France a un caractère exceptionnel, dérogatoire au droit commun, et doit ainsi recevoir pour chaque opération une autorisation préalable délivrée par le ministre chargé de la culture.

### **B - Les conditions d'application.**

Aux termes des dispositions de la législation en vigueur, si l'intervention à titre privé, en qualité de maître d'œuvre, n'est pas interdite aux architectes des bâtiments de France et si leurs compétences spécifiques peuvent être considérées indispensables pour un maître d'ouvrage notamment aux fins de sauvegarde ou de mise en valeur d'un édifice, cette intervention doit être suffisamment motivée pour justifier une autorisation de l'autorité compétente, tout particulièrement dans le département où ils servent en qualité d'agent de l'Etat.

En effet, les occasions sont nombreuses pour l'A.B.F., en raison même de l'importance et de la variété des fonctions qu'il assume, d'être confronté au risque, mentionné par le décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes,

de se trouver dans une situation où il serait «juge et partie», ou «d'exercer à la fois une activité de conception architecturale ou de maîtrise d'œuvre et des fonctions de contrôle ou d'expertise» (article 9).

La plus grande vigilance doit être exercée à cet égard, et le ministre chargé de la culture doit pouvoir apprécier en connaissance de cause si l'activité privée pour laquelle un A.B.F. sollicite une autorisation préalable est susceptible de recevoir éventuellement cette autorisation. En aucun cas l'architecte ne peut être à la fois juge et partie, notamment lorsqu'il s'agit d'un immeuble situé dans un territoire où il dispose d'un avis conforme (abords des monuments historiques, Z.P.P.A.U.P., plan de sauvegarde et de mise en valeur...) ou d'un avis simple (permis de construire en site inscrit par exemple). De même, les conseils que les architectes des bâtiments de France sont amenés à donner aux autorités publiques (services de l'Etat et parfois collectivités territoriales), dans le cadre de leur service, sur l'opportunité et le montant d'aides financières à toutes opérations de restauration, réhabilitation, sauvegarde ou mise en valeur (subventions aux monuments inscrits, programmes pour le patrimoine rural non protégé, labellisation de la Fondation du Patrimoine et travaux subventionnés par l'Etat en espaces protégés, programmes européens...) excluent normalement leur intervention à titre libéral auprès de maîtres d'ouvrage ainsi subventionnés.

Il convient en outre d'avoir présentes à l'esprit les règles de la déontologie applicables aux fonctionnaires qui œuvrent en dehors du service public et particulièrement celles définies par le décret n° 95-158 du 17 février 1995, pris pour l'application de la loi du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques. L'article 1 - 2° du décret de 1995 interdit «les activités libérales si, par leur nature ou leurs conditions d'exercice et eu égard aux fonctions précédemment exercées par l'intéressé, ces activités portent atteinte à la dignité desdites fonctions ou risquent de compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service». S'il traite des activités interdites aux fonctionnaires placés en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions, les principes qu'il rappelle s'appliquent à l'évidence aux fonctionnaires en activité qui exercent parallèlement une activité privée.

En conséquence, aucune opération nécessitant un avis obligatoire du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou des architectes des bâtiments de France affectés dans le service ne devrait, sauf circonstance exceptionnelle, donner lieu à autorisation de cumul. Il en est de même pour les opérations afférentes à des bâtiments au bénéfice desquels une

aide financière du budget de la culture est envisagée.

Lorsque la mission concerne l'aire géographique où s'exercent les compétences de l'A.B.F., il importe de souligner qu'il ne peut s'exonérer lui-même des avis ou des décisions qu'il doit prendre en vertu de sa fonction.

D'une manière générale, je refuserai d'autoriser à un architecte des bâtiments de France toute intervention libérale qui, par ses conditions d'exercice ou ses relations avec les fonctions exercées par l'intéressé, serait susceptible de porter atteinte à la dignité de ces fonctions ou risquerait de compromettre le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service.

Il est rappelé que lorsqu'un architecte des bâtiments de France exécute, après autorisation, une mission au titre du cumul, il agit en qualité d'architecte libéral du maître d'ouvrage qui lui a confié cette mission. Il se trouve donc soumis aux mêmes règles de responsabilité et aux mêmes obligations d'assurance que les architectes exerçant à titre individuel sous la forme libérale. D'une manière générale, l'ensemble des devoirs professionnels des architectes s'applique pour l'exécution de cette mission. Aucune responsabilité ne peut, à l'occasion de cette mission, être imputée à l'Etat et plus particulièrement à l'administration dont fait partie cet architecte.

### **C - Composition du dossier de demande**

Les instructions établies par la circulaire interministérielle du 13 mai 1981, relative aux activités de cumul des architectes fonctionnaires ou agents publics autorisées par le décret du 27 avril 1981, restent en vigueur. Elles précisait que les dispositions du décret «doivent [...] être interprétées strictement [et que] le cumul ne peut être autorisé que pour l'accomplissement d'études d'architecture ainsi que d'activités de conception de projet et de suivi d'opération», les activités autres que celles de la maîtrise d'œuvre étant exclues du champ d'application du décret, spécialement «celles relevant de la responsabilité du maître d'ouvrage» interdites, en l'occurrence, aux A.B.F.

Afin que je puisse valablement délivrer les autorisations sollicitées, il convient que le dossier de demande soit de nature à permettre le contrôle de fond par la direction de l'architecture et du patrimoine des conditions d'exercice de l'activité libérale sur les points suivants :

- la vérification matérielle du dossier de demande,
- la vérification des incompatibilités,
- la vérification des conditions d'exercice du cumul,
- la vérification des règles financières relatives au cumul.

### **1 - Vérification matérielle du dossier de demande**

Pour chaque opération projetée, les A.B.F. doivent me transmettre sous couvert du préfet du département sous l'autorité duquel ils se trouvent le dossier reproduit en annexe à la présente circulaire, comportant les informations suivantes :

- identité et implantation géographique de l'immeuble
- identité du maître d'ouvrage,
- nature précise de la mission,
- identification de l'opération (éventuellement dans le cadre d'un programme de travaux à mentionner),
- nature des travaux projetés,
- estimation de leur coût et description du montage financier,
- estimation du montant des honoraires à percevoir (H.T.),
- qualifications particulières qu'exige la mission et justification précise de l'intervention et des difficultés de la mission,
- procédure qu'il a conduit à la désignation de l'A.B.F..

La demande doit également préciser si la mission projetée concerne ou non un édifice classé ou inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ou susceptible de l'être, un site inscrit à l'inventaire, les abords d'un monument historique, un secteur sauvegardé ou une zone de protection du patrimoine urbain et paysager.

Il est rappelé que le caractère dérogatoire de la demande exige que l'A.B.F. explique en détail les qualifications particulières nécessitées par l'opération et acquises tant au Centre des Hautes Etudes de Chaillot, (autrefois dénommé «Centre d'études supérieures d'histoire et de conservation des monuments anciens»), que par une connaissance pratique, en l'occurrence de techniques spécifiques de restauration. Il y a lieu de faire état des raisons qui rendent impossible l'exécution des travaux par d'autres architectes dont les qualifications seraient identiques.

Le dossier doit comporter la motivation détaillée du caractère impératif de l'intervention de l'A.B.F. lui-même compte tenu du caractère spécifique de l'opération concernée.

Le dossier de demande d'autorisation préalable devra également comporter une copie de la proposition écrite du maître d'ouvrage concerné (propriétaire privé ou public) adressée à l'architecte des bâtiments de France, sollicitant son intervention en tant que maître d'œuvre privé (ou de se porter candidat dans une consultation organisée pour sélectionner un maître d'œuvre). L'administration de l'Etat pourra ainsi vérifier à la fois que l'A.B.F. a clairement été sollicité par le maître

d'ouvrage et que les conditions d'exercice libéral de son intervention ont bien été précisées à cette occasion.

## 2 - Vérification des incompatibilités

Les incompatibilités font déjà l'objet des paragraphes 2 et 3 de la circulaire du 13 mai 1981.

Elles sont développées au B de la présente circulaire.

Les fonctionnaires autorisés à accomplir une période de service à temps partiel sont exclus du bénéfice du cumul. Cette incompatibilité figure dans la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique de l'Etat (art. 39). Elle est mentionnée dans le décret n°81-420 du 27 avril 1981 et reprise dans les circulaires du 13 mai 1981 et du 20 octobre 1989 que remplace la présente circulaire. Elle a fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat le 20 octobre 1987.

Le maître d'ouvrage ne doit en aucun cas être l'administration dont relève l'architecte des bâtiments de France.

## 3 - Vérification des conditions d'exercice du cumul

Il est rappelé que :

- L'A.B.F. est soumis aux règles de responsabilité et d'assurance professionnelle des architectes exerçant à titre individuel sous forme libérale. Cela exclut l'exercice de la profession d'architecte en qualité de salarié ou comme membre d'une société d'architecture. Toute forme d'association, même ponctuelle, entre architectes doit être regardée avec prudence au regard de cette règle d'indépendance.
- Il doit vérifier que son inscription est faite à l'ordre des architectes.
- Il lui incombe d'observer l'obligation d'assurance de même que l'obligation de déclarer et d'acquitter les charges sociales et fiscales qui résultent de cette activité.
- Les missions doivent être effectuées sans aucune incidence sur la durée du travail dû à l'Etat et sans aucune utilisation des moyens en personnel et en matériel (locaux, voiture, téléphone...) du service.

Le contrôle hiérarchique sera fait de manière particulièrement vigilante sur le dernier point, et sur la parfaite disponibilité pour l'exercice de la fonction publique de l'architecte des bâtiments de France. En revanche, les trois premiers points ne font pas l'objet d'une vérification par l'autorité hiérarchique mais relèvent de la responsabilité individuelle et privée de l'architecture cumulant.

## 4- Vérification des règles financières relatives au cumul

L'ordonnateur principal vérifie annuellement que le montant total :

- des rémunérations consistant en primes et indemnités,
- du montant des honoraires alloués pour les missions autorisées au titre du cumul d'activité libérale de conception et de maîtrise d'œuvre,
- des rémunérations tirées des autres activités, telles qu'enseignement, autorisées par le décret de 1936, n'excède pas le montant du traitement principal tel qu'il est défini par le décret de 1936 (traitement, hors indemnités représentatives de frais, net des retenues pour pension et sécurité sociale).

Le montant des honoraires tirés de l'activité libérale privée à prendre en compte est le montant net d'impôt. L'ordonnateur principal, sauf indications contraires sur la réalité du montant net d'impôt, estimera ce montant net à 25 % des honoraires bruts perçus, par référence au montant figurant dans l'arrêté interministériel du 29 juillet 1946. Ce pourcentage forfaitaire indicatif utilisé, compte tenu de la part habituelle des remboursements de frais (assurance, déplacements, secrétariat, métré...), pour l'application de la réglementation sur les cumuls des A.B.F., est sans valeur sur le plan de la fiscalité.

Les A.B.F. doivent souscrire chaque année une déclaration sur l'honneur du montant des honoraires bruts et nets qu'ils ont perçus au cours de l'année précédente. Le formulaire de déclaration de cumul ou de non cumul leur sera transmis sous le couvert des préfets des départements et ils devront faire retour à l'administration centrale (direction de l'architecture et du patrimoine) du ministère chargé de la culture dans les mêmes formes.

Il est indispensable de fournir le détail des montants perçus, des intitulés des opérations qui les ont occasionnés et les références de chaque autorisation préalable reçue.

## D - Procédure.

Les demandes d'autorisation formulées par les architectes des bâtiments de France d'un service départemental de l'architecture et du patrimoine seront transmises par le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine au préfet du département qui me les adressera avec son avis, sous le timbre de la direction de l'architecture et du patrimoine.

Cette procédure doit être observée dans tous les cas de demande d'autorisation, que l'opération envisagée ait lieu dans le département d'exercice de l'architecte des bâtiments de France ou dans un autre département.

Il appartient aux préfets de département :

- de recueillir, et de joindre au dossier qu'ils m'adressent, l'avis motivé des directeurs régionaux des affaires culturelles dans tous les cas où les travaux prévus portent sur un monument protégé ou en cours de protection au titre de la loi de 1913 sur les monuments historiques, ou donnent lieu à subvention de l'Etat, ainsi que dans les autres circonstances où les préfets l'estiment nécessaire ;
- d'émettre un avis motivé sur l'opportunité de l'intervention de l'architecte des bâtiments de France, en tant que maître d'œuvre libéral, quel que soit le lieu de l'intervention libérale envisagée, au regard du bon fonctionnement des services de l'Etat et en fonction du bénéfice que peut apporter l'exercice libéral des activités de l'A.B.F. à la sauvegarde du patrimoine national ou des inconvénients éventuels que cette intervention pourrait présenter.

Les préfets examineront en particulier, et feront figurer dans leur avis si :

- 1° le maître d'ouvrage a été informé des conditions d'intervention de l'architecte des bâtiments de France et notamment du caractère exceptionnel et dérogatoire de son action ;
- 2° les règles de concurrence ont été régulièrement appliquées ou une carence de l'initiative et de la compétence du secteur privé a été clairement constatée.

A cet égard, des dégâts d'une exceptionnelle ampleur tels que ceux causés par les intempéries de novembre et décembre 1999 au patrimoine immobilier et l'urgence de leur traitement peuvent justifier que les propriétaires non seulement fassent appel aux architectes privés mais, au-delà, sollicitent une activité libérale en cumul des architectes publics.

Les décisions d'autorisation de cumul que je prendrai seront adressées par les préfets de département aux architectes des bâtiments de France demandeurs et communiquées par les préfets aux maîtres des ouvrages donnant lieu à activité libérale de maîtrise d'œuvre.

Il convient de rappeler qu'une pratique de cumul non préalablement autorisée serait une faute de service grave justifiant sanction disciplinaire.

Si le comportement d'un agent, dans le cadre de cette activité privée, paraissait incompatible avec les principes d'indépendance et de probité des agents publics, une procédure disciplinaire pouvant aller jusqu'à la radiation serait engagée.

Je vous remercie de me faire part des difficultés éventuelles que vous rencontrerez dans l'application de la présente circulaire qui sera publiée au Bulletin Officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication  
Catherine Tasca

*(Annexes page suivante)*

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**  
**SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE**  
**DU DÉPARTEMENT DE .....**

M.  
Architecte urbaniste de l'Etat  
Architecte des bâtiments de France  
S.D.A.P. du département de

sous-couvert de Monsieur le préfet  
du département de

au

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'architecture et du patrimoine  
8 rue Vivienne  
75002 PARIS

**OBJET** : Demande d'autorisation de cumul de rémunération.

Textes de référence

- article 9 du décret du 29 octobre 1936 modifié notamment par le décret n° 55-957 du 11 juillet 1955, relatif aux cumuls d'emplois, de rémunérations et de retraites ;
- article 14 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ;
- décret n° 81-420 du 27 avril 1981 relatif au cumul de missions de conception et de maîtrise d'œuvre par certaines catégories d'architectes fonctionnaires ou salariés de l'Etat ou des collectivités publiques ;
- circulaire du 13 mai 1981 du ministre de l'intérieur et du ministre de l'environnement et du cadre de vie (J.O. du 20 mai 1981, pages 4861-4862) ;
- décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des bâtiments de France ;
- décret n° 93-246 du 24 février 1993 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat et modifiant le décret n° 62-511 du 13 avril 1962 portant statut particulier du corps des urbanistes de l'Etat ;
- circulaire du n° 199000 du 27 juin 2000 de la ministre de la culture et de la communication relative aux conditions dans lesquelles les architectes des bâtiments de France peuvent être autorisés à effectuer, au titre du cumul, des missions de conception et de maîtrise d'œuvre libérale.



IDENTITÉ DE L'IMMEUBLE☐

Édifice

☐

Autres

- Département: ..... Commune: ..... \_

- Nature de la protection éventuelle : MH classé ☐ ISMH ☐ Abords de MH ☐ZPPAUP ☐ Sites 1930 ☐ Secteur sauvegardé ☐Label Fondation du patrimoine ☐

MAÎTRE D'OUVRAGE : .....

NATURE DES TRAVAUX : .....

ESTIMATION DU COÛT DES TRAVAUX (Hors Taxe) : .....

SUBVENTIONS SOLLICITÉES:

ÉTAT

☐

RÉGION

☐

DÉPARTEMENT

☐

COMMUNE

☐

AUTRES

☐

DÉLAI DE RÉALISATION (indiquer les tranches éventuelles) : .....

.....

ESTIMATION DU MONTANT DES HONORAIRES à PERCEVOIR: (HT)

- année en cours : .....

- années suivantes : .....

DESCRIPTION PRÉCISE DE L'OPÉRATION ENVISAGÉE

.....

.....

.....

.....

.....

.....

MOTIFS DETAILLES POUR LESQUELS CETTE MISSION EST SUSCEPTIBLE D'ETRE CONFIEE A L'ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Visa du chef du S.D.A.P.**

**Date et signature de l'intéressé**

- mention de la lettre du maître d'ouvrage invitant l'architecte des bâtiments de France à intervenir en qualité de maître d'œuvre libéral ou à se porter candidat à une consultation de maîtres d'œuvres (copie de la lettre doit être jointe au présent dossier).

**Avis du directeur régional des affaires culturelles (conservation régionale des monuments historiques)** (l'avis précise si les travaux prévus portent sur un monument historique protégé au titre de la loi de 1913, en cours de protection ou subventionné par le ministère de la culture).

.....

.....

.....

.....

.....

Date et Signature

**Avis du préfet du département :**

.....

.....

.....

.....

.....

Date et Signature

**Circulaire n° 2000/027 du 30 juin 2000 relative aux conditions d'utilisation des crédits affectés aux fouilles urgentes («sauvetages urgents») et gérés par l'Association pour les fouilles archéologiques nationales**

La Ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région  
Directions régionales des affaires culturelles  
Monsieur le chef du DRASSM  
Mme la responsable du CNAU

**FOUILLES URGENTES «FU»**

Dans les circulaires des années précédentes concernant l'attribution des crédits de fouilles urgentes (sur le chapitre 66-98 attribué par subvention à l'AFAN) aux régions, il a été toujours été précisé la nature des opérations qu'il convenait de mener avec ces crédits.

A nouveau, il convient, après les différentes remarques de la Cour des comptes, du contrôleur financier du ministère de la culture et de la communication, de rappeler le respect scrupuleux des conditions d'utilisation de ces crédits.

Vous trouverez donc ci-après à nouveau les règles essentielles pour l'utilisation de crédits de «fouilles urgentes»

**1) Opérations archéologiques possibles avec le 66-98 «fouilles urgentes»**

- les crédits «fouilles urgentes» sont réservés exclusivement aux fouilles présentant un caractère d'urgence absolue, fouilles pour lesquelles l'aménageur ne peut pas intervenir financièrement soit en raison du caractère fortuit de la découverte soit en raison de l'impossibilité de mobiliser ses capacités contributives.

Les fouilles archéologiques présentant un caractère annuel ou récurrent (par exemple sur des terrains agricoles ou forestiers) ne sauraient être considérées comme «urgentes» et doivent faire l'objet d'une autorisation de fouilles programmées et être traitées comme telles ;

- les crédits ne peuvent être utilisés pour venir en complément d'opérations préventives mal évaluées aux plans budgétaire ou des délais et faisant déjà l'objet par ailleurs d'une subvention de l'Etat (par exemple une subvention 66-20 à un aménageur) ;

- les crédits ne peuvent en aucun cas être versés directement ou indirectement à des agents du ministère

de la culture et de la communication, que ce soit à titre de rémunérations accessoires, de vacations ou de remboursements de frais de missions ou de factures d'achat de matériel ;

Les dépenses de fonctionnement des agents des services régionaux de l'archéologie participant directement à ces fouilles seront imputées sur les crédits de fonctionnement normaux des services (34-97) ;

- les crédits ne peuvent être utilisés pour l'aide à la préparation de publication ou la publication en dehors de celle du «post-fouille» ou document final de synthèse (DFS) obligatoire ;

Des crédits spécifiques (de titre IV) sont attribués par la sous-direction de l'archéologie pour l'aide aux préparations de publications.

**2) Conditions d'attribution et de gestion des crédits**

Les crédits sont gérés par les antennes de l'AFAN.

Les crédits de «fouilles urgentes» sont demandés exclusivement par le conservateur régional de l'archéologie auprès de l'antenne correspondante à partir d'un devis initial d'intervention. Aucune mise en place d'opérations ne saurait être faite sans l'avis conforme du directeur régional des affaires culturelles de la région.

La sous-direction de l'archéologie (bureau A.P.M) vérifiera régulièrement avec le trésorier de l'AFAN la nature des dépenses engagées.

**3) Crédits demandés sur la réserve centrale**

La procédure est identique mais la demande est adressée, accompagnée des devis correspondants, à la sous-direction de l'archéologie (bureau A.P.M.) sous visa du directeur régional des affaires culturelles.

Lorsque la CIRA a été saisie de l'opération, son avis sera obligatoirement joint à la demande. Après avis de l'inspection générale de l'archéologie, la sous-direction de l'archéologie autorisera la dépense dans la limite du devis de l'AFAN ou d'un autre intervenant.

Il est enfin précisé que les dispositions de la présente circulaire se substituent aux précédentes circulaires sur le même sujet et qui n'ont plus cours.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine  
François Barré

## ANNEXE 1

## Fouilles urgentes

Répartition des crédits par région

Régions	Dotation 2000
ALSACE .....	205 000
AQUITAINE.....	255 000
AUVERGNE.....	178 000
BOURGOGNE.....	239 000
BRETAGNE.....	160 000
CENTRE .....	347 000
CHAMPAGNE-ARDENNE .....	401 000
CORSE .....	10 700
FRANCHE-COMTE .....	187 000
ILE-DE-FRANCE .....	372 000
LANGUEDOC-ROUSSILLON .....	274 000
LIMOUSIN .....	205 000
LORRAINE .....	420 000
MIDI-PYRENEES .....	303 000
BASSE-NORMANDIE.....	210 000
HAUTE-NORMANDIE .....	180 000
NORD-PAS-DE-CALAIS .....	108 000
PAYS-DE-LOIRE .....	260 000
PICARDIE .....	160 000
POITOU-CHARENTES .....	264 000
PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR .....	290 000
RHONE-ALPES .....	240 000
DRASSM .....	108 000
MARTINIQUE .....	25 000
GUADELOUPE .....	25 000
GUYANE .....	55 000
<b>TOTAUX.....</b>	<b>5 481 700</b>

## ANNEXE 2

### CONVENTION DE COOPERATION POUR LA RÉALISATION DES FOUILLES URGENTES

entre :

1°) le **Ministère de la Culture et de la Communication**, désigné ci-après par «le Ministère», représenté par le directeur de l'architecture et du patrimoine

d'une part,

et

2°) l'**Association pour les fouilles archéologiques nationales (A.F.A.N.)** désigné ci-après l'A.F.A.N., représentée par son président,

d'autre part

#### PREAMBULE

Le Ministère, dans le cadre de ses missions réglementaires de protection du patrimoine résultant notamment des lois du 27 septembre 1941 validée par l'ordonnance n° 45-209 du 13 septembre 1945 et, n°89-874 du 1<sup>er</sup> décembre 1989 relative aux biens culturels maritimes souhaite voir confier à l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (A.F.A.N.) la réalisation de fouilles urgentes nécessitées par l'aménagement du territoire (fouilles ou sauvetages dits «d'urgence» ou réalisées dans «l'urgence absolue» désignées en abrégé par «F.U.») et plus généralement par toute opération menaçant la conservation des vestiges archéologiques.

Cette mission entre pleinement dans le cadre de l'article II-1 du titre II de la convention-cadre entre l'Etat et l'AFAN du 1<sup>er</sup> juillet 1992 et de ses avenants qui précise que l'AFAN agit comme «gestionnaire d'opérations archéologiques autorisées ou décidées par l'Etat ainsi que des fouilles programmées et des opérations d'archéologie préventive ou de sauvetage».

La présente convention vise en particulier la réalisation de ces dernières.

#### ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir et d'organiser les modalités de coopération dans le domaine de la réalisation de ces fouilles urgentes (dites aussi «sauvetages urgents»).

#### ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION

##### 2-1 . Définition des fouilles urgentes faisant l'objet de cette convention

Les fouilles urgentes (appelées aussi «sauvetages urgents» ou «fouilles effectuées dans l'urgence absolue») faisant l'objet de la présente convention sont définies ci-après

- les crédits «fouilles urgentes» sont réservés exclusivement aux fouilles présentant un caractère d'urgence absolue, fouilles pour lesquelles l'aménageur ne peut pas intervenir financièrement soit en raison du caractère fortuit de la découverte soit en raison de l'impossibilité de mobiliser ses capacités contributives.

Les fouilles archéologiques présentant un caractère annuel ou récurrent (par exemple sur des terrains agricoles ou forestiers) ne sauraient être considérées comme «urgentes» et doivent faire l'objet d'une autorisation des fouilles programmées et être traitées comme telles

- les crédits ne peuvent être utilisés pour venir en complément d'opérations préventives mal évaluées aux plans du budget ou des délais et faisant déjà l'objet par ailleurs d'une subvention de l'Etat (par exemple une subvention 66-20 à un aménageur) ;

## **2-2 . Utilisation des crédits**

- les crédits ne peuvent en aucun cas être versés directement ou indirectement à des agents du ministère de la culture et de la communication, que ce soit à titre de rémunérations accessoires, de vacations ou de remboursements de frais de missions ou de factures d'achat de matériel ;

Les dépenses de fonctionnement des agents des services régionaux de l'archéologie participant à ces fouilles seront imputées sur les crédits de fonctionnement normaux des services (34-97) ;

- les crédits ne peuvent être utilisés pour l'aide à la préparation de publication ou la publication en dehors de celle du «post-fouille» ou document final de synthèse (DFS) obligatoire ;

- les crédits ne peuvent être utilisés que pour des personnels de l'A.F.A.N. qui seront effectivement affectés à une opération de fouille urgente. Le compte d'emploi des personnels sera à la disposition du conservateur régional de l'archéologie pour vérifier la présence des agents faisant l'objet de la mise en place de l'opération.

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET DE GESTION DES CRÉDITS**

Les crédits sont gérés par l'A.F.A.N.. Chaque dépense doit faire l'objet de pièces justificatives.

Les crédits de «fouilles urgentes» sont demandés exclusivement par le conservateur régional de l'archéologie auprès de l'antenne correspondante à partir d'un devis d'intervention. Aucune mise en place d'opérations ne saurait être faite sans l'avis conforme du directeur régional des affaires culturelles de la région.

La sous-direction de l'archéologie (bureau A.P.M.) vérifiera régulièrement avec le trésorier de l'AFAN la nature des dépenses engagées.

Crédits demandés sur la réserve centrale.

La procédure est identique mais la demande est adressée, accompagnée des devis correspondants, à la sous-direction de l'archéologie (bureau A.P.M.) sous visa du directeur régional des affaires culturelles.

Lorsque la CIRA a été saisie de l'opération, son avis sera obligatoirement joint à la demande. Après avis de l'inspection générale de l'archéologie, la sous-direction de l'archéologie autorisera la dépense dans la limite du devis de l'A.F.A.N.

Pour l'ensemble des demandes annuelles de fouilles urgentes, un compte-rendu d'activités sera produit par chaque service régional de l'archéologie qui l'adressera à la sous-direction de l'archéologie. Une copie en sera remise à l'A.F.A.N.

## **ARTICLE 4 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de un an à dater de la signature.

La convention peut être dénoncée à tout moment par chacune des parties. Cette dénonciation ne deviendra effective que trois mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 5 - MOYENS et FINANCEMENT**

Le montant de la subvention sera imputé sur le chapitre 66-98, article 20, de la sousdirection de l'archéologie de la direction de l'architecture et du patrimoine et fera l'objet d'un versement unique après la notification et sera versé à l'ordre de

Association pour les fouilles archéologiques nationales - Paierie générale du Trésor compte 200 000 27110  
clé 37 code banque 30091, code guichet 75200

après signature de la présente convention.

Pour 2000, cette dotation s'élève à 6,993 390 M.F. T.T.C.

Les coûts horaires du personnels et les prestations diverses (locations, fournitures, etc.) pour chacune des interventions sont facturés au tarif des coûts standards d'unité d'œuvre.

## **ARTICLE 6 - MATERIEL**

Le matériel informatique et les logiciels qui seraient acquis au moyen de cette dotation devront être compatibles avec le matériel informatique et les logiciels du Ministère afin de permettre un partage des applications, l'échange des travaux réalisés et le portage sur le serveur Internet du Ministère.

## **ARTICLE 7 - PUBLICATIONS**

Toute publication concernant les résultats de recherches effectuées dans le cadre de la présente convention devra porter la mention du soutien des parties contractantes.

## **ARTICLE 8 - PROPRIETE DES RESULTATS DES RECHERCHES**

Les résultats susceptibles d'être valorisés, issus des travaux menés au sein des équipes participant à la convention sont, quel qu'en soit l'auteur, communiqués à tous les signataires de la présente convention en vue du déroulement des actions de valorisation correspondantes.

Fait en deux exemplaires, le 23/06/00

Pour l'AFAN  
Le président  
Philippe Cuvillier

Pour la ministre  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine  
François Barré

Le contrôleur financier  
près le ministre de la culture et de la communication  
Gérard Rouvery

## DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

### Décision du 28 juin 2000 instituant un comité de pilotage chargé de coordonner la politique de développement des bases documentaires nationales sur les collections

Le directeur des musées de France

Vu le décret n°82-394 du 10 mai 1982 relatif à l'organisation du ministère de la culture ;

Vu l'arrêté du 5 août 1991 relatif à l'organisation de la direction des musées de France ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est institué auprès du directeur des musées de France un comité de pilotage chargé de coordonner la politique de développement des bases documentaires nationales sur les collections.

Le comité de pilotage donne un avis sur la programmation et sur l'évaluation des bases documentaires, ainsi que sur les coopérations à engager avec les institutions externes françaises ou étrangères intervenant dans les mêmes domaines.

**Art. 2.** - Le comité de pilotage comprend :

- le directeur des musées de France ou son adjoint, président
- le chef de l'Inspection générale des musées ou son adjoint
- le chef du département des collections
- le chef du département des affaires financières, juridiques et générales,
- le chef du service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale des musées de France,
- le Président-directeur du musée du Louvre,
- trois conservateurs nommés par le directeur des musées de France
- un conseiller pour les musées nommé par le directeur des musées de France,
- les présidents des comités scientifiques des trois bases documentaires mentionnés à l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 3.** - Trois comités scientifiques sont créés auprès du comité de pilotage. Ces comités couvrent les domaines des trois bases documentaires nationales : les beaux-arts et les arts décoratifs, l'archéologie et les objets antiques, l'ethnologie et les collections des musées techniques et de société.

Chacun des comités :

- coordonne la mise au point et valide les vocabulaires et les documents d'aide à l'informatisation des collections,

- formule des propositions concernant les collections à intégrer en priorité et les actions de coopération à engager,
- rend compte de ses activités au comité de pilotage.

**Art. 4.** - Les membres des comités scientifiques sont nommés par le directeur des musées de France.

**Art. 5.** - Le comité scientifique «beaux-arts/arts décoratifs» comprend :

- un membre de l'Inspection générale des musées,
- cinq conservateurs des musées nationaux pour chacune des spécialités suivantes : arts graphiques, art contemporain, arts décoratifs, peintures Sculptures,
- six conservateurs de musées classés ou contrôlés,
- deux membres de l'enseignement supérieur.

**Art. 6.** - Le comité scientifique «archéologie et objets antiques» comprend :

- un conservateur de l'Inspection générale des musées,
- le directeur du Musée des antiquités nationales ou son représentant, membre de la conservation,
- le directeur du musée national de la Préhistoire ou son représentant, membre de la conservation,
- cinq conservateurs de musées classés ou contrôlés,
- les chefs des départements antiques du musée du Louvre ou leur représentant choisi parmi les membres de la conservation,
- un représentant d'une association d'archéologues,
- un membre de l'enseignement supérieur.

**Art. 7.** - Le comité scientifique «ethnologie et collections des musées techniques et de société» comprend :

- un conservateur de l'Inspection générale des musées,
- le directeur du Musée national des arts et traditions populaires ou son représentant, membre de la conservation,
- le directeur du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie ou son représentant, membre de la conservation,
- le conservateur en chef du Musée national des arts et métiers ou son représentant, membre de la conservation,
- quatre conservateurs de musées classés ou contrôlés,
- un membre de l'enseignement supérieur,
- un membre du Centre national de la recherche scientifique,
- un représentant de la Fédération des écomusées et des musées de société.

**Art. 8.** - Chacun des comités élit, parmi ses membres, son président.

En fonction de l'ordre du jour, toute personnalité peut



être invitée à participer aux travaux des comités par le président.

**Art. 9.** - Le bureau de l'informatique et de la recherche de la direction des musées de France est chargé de la préparation des travaux et du secrétariat des séances du comité de pilotage et des comités scientifiques

**Art. 10.** - Le directeur des musées de France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Le directeur des musées de France  
Françoise Cachin

---

---

## DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THEATRE ET DES SPECTACLES

### **Circulaire n° 2000/021 du 25 mai 2000 relative à l'inventaire national des orgues et la mise à jour et réactualisation de la diffusion**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires culturelles)

L'inventaire national des orgues, initié par la Direction de la musique et de la danse en collaboration avec les services de l'inventaire dès 1980, année du patrimoine, est parvenu dans sa phase d'achèvement. Il a bénéficié de la collaboration des services régionaux de l'inventaire, en partenariat avec de nombreuses collectivités territoriales.

A ce jour, 54 volumes sont parus et les derniers ouvrages en cours de réalisation doivent paraître prochainement.

D'ores et déjà, l'actualisation de cet inventaire apparaît comme une nécessité scientifique pour une diffusion large de la connaissance d'un patrimoine unique, tant auprès des spécialistes que des amateurs éclairés.

En effet, le ministère de la culture et de la communication au cours de ces vingt dernières années soutenu et participé au financement de la création d'un certain nombre d'instruments neufs ainsi que de nombreux projets de restauration, de réhabilitation, de reconstruction d'orgues de tribune, d'orgues de chœur, d'orgues d'accompagnement ou orgues d'études, qu'elles soient protégées ou non au titre des monuments historiques.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et des propriétaires privés ont également financé - hors aides

de l'Etat - de nombreuses opérations de création et de restauration, participant ainsi à l'effort collectif d'enrichissement, de sauvegarde et de valorisation du patrimoine organistique de notre territoire.

Afin de compléter et actualiser cet inventaire national des orgues, vous voudrez bien me faire connaître les projets de votre région et vos suggestions pour la valorisation et la diffusion des résultats de cette mise à jour.

Ces propositions seront accompagnées d'une estimation des moyens humains, financiers et techniques que vous jugez nécessaires pour la mise à jour et la valorisation de cet inventaire.

Pour la ministre et par délégation :  
La directrice de la musique, de la danse,  
du théâtre et des spectacles  
Sylvie Hubac

---

---

## DELEGATION AUX ARTS PLASTIQUES

### **Circulaire n°2000/013 du 2 mai 2000 relative à l'équipement en outils numériques des institutions relevant de la délégation aux arts plastiques : connexion au réseau national pour la technologie et la recherche (RENATER2)**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et messieurs les préfets de région

à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles

La préparation des contrats de plan entre l'Etat et les régions a porté le débat sur l'utilisation des réseaux de communication par des organismes culturels, de formation ou de recherche relevant de collectivités publiques. Ainsi, des projets d'équipement en nouvelles technologies d'information et de communication ont été inclus dans les volets «culture», «formation» ou «enseignement supérieur» des contrats de plan.

La délégation aux arts plastiques a engagé une discussion avec le groupement d'intérêt public RENATER, réseau national à haut débit connecté à des réseaux étrangers équivalents et à l'Internet, qui a vocation à relier toute entité ayant une activité dans les domaines de la recherche, de la technologie, de l'enseignement ou de la culture. Cette discussion fait apparaître l'intérêt de la transmission à haut débit pour les institutions de l'art contemporain : elle permet en effet de transmettre dans de bonnes conditions non seulement du son et de l'image, mais également de

l'image animée. Cette entrée dans le réseau RENATER2 peut s'effectuer, dans les mois qui viennent, dans des conditions financières avantageuses.

La constitution d'un réseau national ouvert des écoles d'art et de l'ensemble des acteurs de l'art contemporain - centres d'art, frac et autres organismes - me paraît être un objectif à atteindre rapidement. L'exemple des écoles d'architecture et des laboratoires habilités qui ont constitué, sans que ce réseau soit exclusif, un domaine fédérateur au sein du réseau Renater, est particulièrement intéressant.

Vous trouverez ci-joint un document présentant le réseau RENATER2 et les questions particulières qui se posent pour les institutions relevant de la délégation aux arts plastiques qui souhaitent s'y raccorder. La distance aux points d'accès du réseau régional est une des questions importantes. Il sera nécessaire d'examiner, parallèlement à la mise en œuvre de premières connexions, l'extension aux sites qui resteraient dans l'immédiat non connectés.

Dans le même temps, les usages de ces nouveaux réseaux sont en partie à inventer, notamment pour ce qui concerne l'image en mouvement, la création interactive et la diffusion que permet le haut débit de RENATER2, articulé à INTERNET2.

Afin que le réseau puisse faire l'objet d'une véritable appropriation par ses acteurs, il est nécessaire que les différentes formes de collaboration (ateliers de recherche et de création ou projets communs) se développent davantage entre les écoles d'art, les universités et qu'elles incluent d'autres lieux de recherche et de création.

L'ouverture des institutions concernées sur des démarches de collaboration a bien entendu des conséquences en terme de coûts d'équipement et de fonctionnement, dont il est nécessaire de tenir compte dans les critères d'intervention de l'Etat.

Conformément aux négociations entre la délégation aux arts plastiques et le GIP, Renater accorderait aux institutions relevant de la DAP :

- une période de gratuité pour les sites pilotes, d'octobre à décembre 2000 ;
- une «période d'essai» de quatre mois, destinée à déterminer, à partir de l'observation des niveaux de débit utilisés, le choix du débit le plus favorable à partir du minimum souscrit, les surcoûts n'étant pas facturés durant cette période ;
- une facturation (communications inter-régionales et internationales) à base forfaitaire, en fonction du débit souscrit (débit alloué), permettant de compenser les dépassements par rapport aux périodes de creux, en

relation avec le débit observé.

Chaque lieu qui sera connecté aura à prendre en charge :

- des coûts d'investissement, matériel et logiciels, mais aussi création ou mise à niveau du réseau interne et de son propre site;
- des coûts de fonctionnement résultant d'une part, d'une mutualisation des coûts de fonctionnement des réseaux régionaux facturés par l'opérateur régional, et, d'autre part, des communications inter-régionales et internationales, facturées directement par le GIP Renater. Il est important de bien noter que l'abonnement à RENATER2 permet une connexion permanente sans restriction du nombre de postes.
- la maintenance de son site et de son réseau interne.

Pour les coûts d'investissement, il vous appartient, en relation avec les collectivités concernées, de mettre en place des cofinancements incluant une part significative des crédits de l'Etat (ministère de la culture et de la communication et autres), que ce soit dans le cadre des contrats de plan Etat-régions ou selon d'autres modalités.

Pour les coûts de fonctionnement, les mesures d'augmentation globale de subvention que vous déciderez, devront tenir compte, parmi les critères, de l'effort mis en œuvre par les écoles, les FRAC et les centre d'art, pour le développement de ces nouveaux outils.

En effet, la connexion des différents sites régionaux à un réseau commun et identifié comme réseau spécifique d'enseignement, de recherche et de culture, participe de la démarche qu'il vous appartient de mener autour des contrats d'objectifs de ces institutions.

Un travail en commun entre nos services sera nécessaire pour mettre en œuvre un programme de formation, en relation avec l'ensemble des instances concernées (CNFPT, etc.).

Je vous remercie de votre contribution, décisive, à la mise en œuvre de ce projet, qui me paraît présenter un caractère à la fois exemplaire et de nécessité, au regard des enjeux actuels d'appropriation des nouvelles technologies à des fins de connaissance, de création et de diffusion.

Je vous saurai gré de me faire part, d'ici le mois de juin 2000, de l'état d'avancement des projets, tant dans leur ensemble que dans leur traduction financière. Les services de la Délégation aux arts plastiques restent à votre disposition pour ce qui concerne la mise en œuvre de cet objectif, auquel je suis particulièrement attaché.

Le délégué aux arts plastiques  
Guy Amsellem

## LA CONNEXION DES SITES D'ART CONTEMPORAIN AU RESEAU RENATER

Le développement des réseaux de transmission de données connaît aujourd'hui une évolution décisive, avec la généralisation des liaisons à haut débit, permettant en particulier la mise à disposition et l'échange de ressources numérisées quelle que soit leur forme texte, son, image, film -.

Dans ce contexte, le Ministère de la culture et de la communication et le Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie se sont engagés dans des collaborations visant à promouvoir, sur ces réseaux, les contenus et les recherches élaborés par des sites culturels et pédagogiques.

La présence de l'art contemporain dans l'espace ouvert par ces réseaux, à la fois sous forme de contenus et de recherches touchant au développement des langages de l'interactivité représente un véritable enjeu culturel pour l'avenir.

### LE CHOIX DU RESEAU RENATER2

La Délégation aux arts plastiques entend favoriser, pour l'ensemble des acteurs de l'art contemporain, l'accès à un cadre de travail qui les met en relation avec leurs partenaires naturels : universités, laboratoires de recherche, organismes culturels et de recherche.

Le réseau RENATER2 (REseau NATIONAL pour la TEchnologie et la Recherche) apparaît aujourd'hui comme le choix le plus approprié pour des organismes d'enseignement, de recherche et culturels. Créé en 1993 sous la forme d'un groupement d'intérêt public (GIP) Renater réunit le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et de nombreux organismes de recherche scientifique mais aussi l'ensemble des écoles d'architecture. Plus de 600 sites sont ainsi raccordés.

RENATER fait partie du réseau paneuropéen TEN(Trans European Network) 155 ; il est également connecté au noeud d'échange américain StarTap, où sont présents tous les grands réseaux de recherche et d'éducation (Internet2, CANARIE, APAN, NASA). L'orientation du GIP Renater, organisme public, est de promouvoir l'utilisation non commerciale des réseaux, mais aussi une logique de réciprocité et d'équilibre dans les échanges.

L'architecture de ce maillage est constituée de points d'accès (26) qui peuvent être connectés à d'autres réseaux locaux à haut débit. Le GIP Renater gère les liaisons nationales et internationales.

Ce schéma décentralisé correspond à la philosophie du réseau artistique et culturel en devenir, comme le

montre l'expérience des écoles d'architecture et de leurs laboratoires associés qui, depuis 1994, ont été progressivement connectés entre eux et à d'autres organismes nationaux ou internationaux.

### LES MODALITÉS D'INSCRIPTION DANS LE RESEAU RENATER2

Les discussions menées entre la délégation aux arts plastiques et le GIP Renater ont permis de mieux appréhender l'intérêt, pour l'ensemble des acteurs de l'art contemporain, d'une inscription dans ce réseau.

Le GIP Renater garantit, par l'adhésion de chacun aux règles communes du réseau, une bonne transmission des données entre ses membres. Chacun de ces derniers signe une charte portant en particulier sur le respect des droits liés à l'image, et à la propriété intellectuelle et artistique.

Réseau d'utilisateur, RENATER2 offre un accès privilégié à l'Internet. Un noeud d'échange, le SFINX (Service for French INternet eXchange), permet l'interconnexion entre opérateurs.

Parmi les services proposés par le GIP, la possibilité de constituer un réseau privé virtuel à la demande, ponctuellement, garantissant un débit constant des communications, a une utilisation évidente pour des manifestations organisées en collaboration entre des lieux éloignés/ expositions virtuelles, expérimentations, visioconférences et télé-enseignement...

La possibilité de constituer un réseau des acteurs de l'art contemporain, au sein de RENATER2, est un point essentiel. Les écoles d'architecture, et des organismes associés, ont ainsi pu nouer entre elles des relations suivies. Il sera nécessaire pour les acteurs de l'art contemporain de mettre en place un nom de domaine fédérateur, pour identifier des organismes dont la finalité est différente - écoles d'art, centres d'art, fonds régionaux d'art contemporain, lieux de recherche et d'expérimentation - mais qui ont déjà entre eux des relations étroites. A la suite, chaque lieu portera un nom de sous-domaine qui lui permettra de décliner son identité. Ex. : [www.villedede????ecole.art-contemporain.fr](http://www.villedede????ecole.art-contemporain.fr)

La maîtrise des informations mises en ligne et des moyens nécessaires pour le bon fonctionnement de l'ensemble d'un site repose sur quelques recommandations telles que l'hébergement du routeur et d'outils de gestion, différents contrôles d'accès au matériel et au réseau, production et réalisation des contenus par les moyens propres de l'institution.

Pour un site donné, l'accès à RENATER2 est soumis à une double contractualisation, d'une part auprès de l'opérateur régional et d'autre part auprès du GIP Renater.

La contractualisation au niveau régional repose sur le principe de mutualisation des ressources et des coûts entre les différents utilisateurs. Les opérateurs sont choisis sur des appels d'offres, et proposent donc des solutions différentes selon les régions. Le principe habituellement retenu est celui d'un coût forfaitaire, représentant une quote-part de l'entretien du réseau.

La contractualisation avec le GIP Renater repose, conformément aux discussions entre la Délégation aux arts plastiques et le Gip, sur l'adoption, lorsqu'il s'agit de contrats avec des entités soutenues par la Dap, de règles similaires :

- une période de gratuité pour des sites pilotes, d'octobre à décembre 2000 ; - une «période d'essai» de quatre mois, destinée à déterminer, à partir de l'observation des niveaux de débit utilisés, le choix du débit le plus favorable à partir du minimum souscrit, les surcoûts n'étant pas facturés durant cette période;
- une facturation (communications inter-régionales et internationales) à base forfaitaire, en fonction du débit souscrit (débit alloué), permettant de compenser les dépassements par les périodes de creux, en relation avec le débit observé.

Les tarifs des services du GIP Renater sont forfaitaires, ne dépendant que du débit nominal de la liaison souscrite : volume transmis et temps d'utilisation ne sont pas limités.

Voici les tarifs hors taxes (actualisés au 13 Décembre 1999) au niveau national. Ils incluent l'accès à l'international :

Débit de raccordement	256Kb/s	512Kb/s	1 Mbit/s	2 Mbit/s
Tarif annuel en Euros	5945,51	9146,94	16 769,39	30 489,80
Tarif annuel en Francs	39 000	60 000	110 000	200 000

Pour de plus amples informations vous pouvez consulter le site Web de Renater <http://www.renater.fr>, ou contacter directement le GIP à l'adresse électronique suivante: [info@renater.fr](mailto:info@renater.fr)

## DELEGATION AU DEVELOPPEMENT ET A L'ACTION TERRITORIALE

### Circulaire n° 2000/024 du 19 juin 2000 relative à la culture et la politique de la ville

Le ministre délégué à la ville,

La ministre de la culture et de la communication,

Le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle,

à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

### **Préparation et suivi des volets culture des contrats de ville :**

Les conventions «culture pour la ville - cultures de la ville»

La politique de la ville s'inscrit dans vos priorités d'action. Le Gouvernement a décidé d'intensifier la mise en œuvre de cette politique sous la forme de contrats de ville qui seront inclus dans les prochains contrats de plan Etat-Région (2000-2006) et qui pourront s'inscrire dans les futurs contrats d'agglomération.

Renforcer la cohésion sociale dans les villes, contribuer à l'intégration des populations d'origine étrangère, mobiliser les acteurs autour d'un projet commun, construire un nouvel espace démocratique avec les habitants et garantir le pacte républicain sur tout le territoire, tels sont les objectifs de la politique de la ville que le Comité Interministériel à la Ville a rappelés lors de sa séance du 30 juin 1998.

La culture, dans son ambition et dans sa capacité à interroger et à mettre en perspective l'ensemble des enjeux de société, est une dimension à part entière de la politique de la ville. A ce titre, et dans la suite de ce qui a déjà été engagé, elle doit prendre toute sa place dans les prochains contrats de ville. La construction, qui s'inscrit nécessairement dans la durée, d'une véritable démocratie culturelle qui prenne en compte les besoins et les aspirations des habitants aussi bien dans leur relation avec l'espace urbain et le bâti, dans leur conception et leur réalisation, qu'en ce qui concerne les pratiques artistiques et culturelles, doit y occuper une place centrale, dans un esprit de partage et de rencontre, d'élargissement et d'ouverture.

Agir pour la démocratie culturelle au sein d'un territoire, c'est favoriser la circulation des œuvres et des personnes, contribuer à la reconstitution d'un lien social, modifier sensiblement les relations entre centre et périphérie par la création de nouveaux pôles de centralité, inclure l'exigence de qualité architecturale et urbaine et donner aux réseaux de création et de diffusion une nouvelle légitimité, en les inscrivant dans les territoires urbains.

La présente circulaire a pour objet de définir, en tenant compte des acquis et de leur évaluation, les principes d'intervention commune du ministère de la culture et de la communication et du ministère délégué à la ville dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des contrats de ville.

## I. Les principes d'intervention :

En fonction de ce principe central de construction de la démocratie culturelle et de la triple démarche de qualification, de réalisation et de médiation qu'elle implique, les objectifs que vous retiendrez sont les suivants :

- favoriser l'accès de tous aux équipements culturels par une mise en réseau des institutions de référence et des structures culturelles de proximité, en vous appuyant sur la charte des missions de service public ;
- contribuer à l'aménagement culturel du territoire urbain par la qualification de ces structures de proximité qui doivent constituer des pôles de ressources de ville ou de quartier, inscrits dans un réseau d'agglomération : lieux de pratique artistique et d'appui aux initiatives locales ;
- développer les actions de soutien et de qualification des pratiques artistiques émergentes ;
- soutenir l'appropriation par des équipes artistiques de nouveaux lieux tels que les friches urbaines ;
- faciliter, par les médiations nécessaires, la réflexion et l'intervention des habitants sur l'architecture, l'espace public et l'habitat, et leur dialogue avec les professionnels ;
- ouvrir à la diversité des cultures et des modes d'expression le réseau des équipements investis d'une mission de service public ;
- impliquer les institutions de conservation et de diffusion du patrimoine et les établissements d'enseignement et de formation dans ces actions ;
- inscrire votre action dans la durée, par la mise en place de procédures partenariales.

La mise en œuvre de ces objectifs devrait contribuer à :

- redonner à la ville son rôle de creuset et lui restituer sa capacité d'intégration en favorisant la mixité sociale et la diversité culturelle ;
- mettre en place les instruments d'une meilleure compréhension de la ville par la connaissance de l'architecture et l'appropriation de l'espace urbain, avec le concours d'architectes, d'urbanistes, de sociologues et d'artistes ;
- promouvoir, dans une perspective pluriculturelle l'expression des cultures d'origine des populations issues de l'immigration, encourager leur rencontre avec la création traditionnelle et le métissage des formes et des contenus.

Vous pourrez, le cas échéant, rechercher le concours d'autres services de l'Etat, pour donner à vos interventions une efficacité accrue et mieux assurer le lien avec l'ensemble des acteurs concernés.

## II. La mise en œuvre :

Pour rendre plus lisible et plus efficiente cette politique,

il vous revient d'élaborer, avec les partenaires locaux, un programme pluriannuel, qui pourra prendre la forme d'une convention thématique du contrat de ville «culture pour la ville - cultures de la ville», propre à assurer la cohérence des actions et à fédérer, dans la diversité de leurs compétences et de leurs approches, l'ensemble des acteurs de terrain.

Il convient à cet effet :

- de procéder à une analyse de la situation partagée avec les partenaires locaux, le cas échéant, avec l'aide d'experts ;
- de concevoir un programme et de construire une stratégie de long terme, en vous appuyant sur la durée nouvelle des contrats de ville ;
- de prévoir un dispositif concomitant de formation et d'évaluation ;
- de mobiliser pour le financement du programme appréhendé dans son ensemble, outre les crédits d'Etat et ceux des collectivités territoriales signataires, les fonds structurels européens, les crédits du Fonds d'Action Sociale et les contributions de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- de prévoir avec l'ensemble des partenaires un dispositif de pilotage et de suivi animé, du côté de l'Etat, par le sous préfet chargé de mission pour la politique de la ville et le directeur régional des affaires culturelles.

Il est très important, tout en assurant le plus possible la présence de la dimension culturelle dans le maximum de contrats de ville, que vous puissiez mener complètement cette démarche stratégique de conventions thématiques «culture pour la ville - cultures de la ville» sur un certain nombre d'entre eux choisis pour présenter à vos yeux les enjeux les plus représentatifs.

vous veillerez à ce qu'un bilan de ces conventions soit établi régulièrement dans le cadre du dispositif de suivi des contrats de ville de votre région et transmis à la délégation au développement et à l'action territoriale, à la délégation interministérielle à la ville et à l'ensemble des directions et délégations de l'administration centrale. Ce bilan aura vocation à repérer les actions innovantes, à les valoriser auprès des acteurs professionnels et associatifs de la politique de la ville et des élus, à favoriser l'animation des conventions « culture pour la ville - cultures de la ville » et à contribuer à leur évaluation.

Le ministre délégué à la ville,

Claude Bartolone

La ministre de la culture et de la communication,

Catherine Tasca

Le secrétaire d'Etat au patrimoine

et à la décentralisation culturelle,

Michel Duffour

## ANNEXE

Les conventions thématiques «culture pour la ville - cultures de la ville», doivent intégrer, dans la mesure du possible, les procédures contractuelles existantes dont les objectifs sont notamment :

- Le redéploiement de la vie culturelle sur l'ensemble de l'espace urbain

La mise en réseaux des équipements culturels de proximité et leur liaison avec les grands établissements culturels devra être favorisée. La mise en œuvre de la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant et la mise en place de politiques tarifaires permettront d'élargir l'accès aux œuvres du passé et aux créations contemporaines d'artistes, photographes, metteurs en scène, plasticiens, comme aux formes émergentes issues des «cultures urbaines», des musiques amplifiées et des arts de la rue.

- Le développement de l'éducation et l'apprentissage artistique et culturel

Il conviendra de s'appuyer sur les contrats éducatifs locaux (CEL) qui contribuent au volet éducatif de la politique de la ville pour développer des projets de sensibilisation artistique en lien avec les associations et l'institution scolaire, telles que les classes de ville. Les contrats ville-lecture qui sont l'outil principal de mise en réseau de l'offre de lecture et de fédération des acteurs du livre, les conventions ville-cinéma, ainsi que l'opération «Cinéville», qui succède à «Un été au ciné» pourront être sollicités. L'ensemble des établissements culturels et des établissements d'enseignement spécialisé (écoles d'art, de musique, d'architecture) pourront être mobilisés.

- La prise en compte des réalités socio linguistiques des territoires

La question de la langue tient une place fondamentale dans la dimension culturelle. Cette question complexe et sensible fera l'objet d'une articulation entre la politique de la ville et la politique de la langue française et des langues de France dans la lutte contre les exclusions.

- Le soutien et la valorisation des pratiques artistiques en amateur et des expressions artistiques émergentes

La circulaire du 15 juin 1999 relative aux pratiques artistiques en amateur définit les conditions du soutien du ministère de la culture et de la communication aux pratiques artistiques en amateur notamment par la mise à disposition de ressources et de services. Toute action

favorisant une meilleure appropriation et compréhension de la ville relèvera de ces formes de soutien.

- L'amélioration du cadre de vie urbain

Les DRAC et les SDAP, en collaboration avec les CAUE, apporteront leur concours à toute réflexion sur la qualité architecturale et urbaine et s'impliqueront le plus en amont possible, dans les grandes opérations urbaines type «grands projets de ville» (G.P.V.). Les procédures de la commande publique et le 1 % artistique pourront également être mobilisés pour des opérations portant sur la requalification de l'espace public ou sur la création de nouveaux espaces urbains.

- La connaissance du patrimoine architectural et urbain

Il conviendra de repérer et de promouvoir des études et analyses portant notamment sur la production, les usages et l'appropriation du cadre bâti contemporain. En ce domaine, les commissions régionales du patrimoine et des sites pourront être consultées. Différents dispositifs pourront être sollicités : les conventions de ville et pays d'art et d'histoire et les conventions de ville pour l'architecture et le patrimoine ;

Deux initiatives seront prochainement lancées :

- la première aura pour objet de promouvoir la valorisation des archives municipales afin de les rendre plus accessibles à tous ceux qui veulent connaître l'histoire de la ville et de contribuer ainsi à la mise en perspective des projets urbains ;

- la seconde aura pour objet de faire travailler les professeurs et les élèves des écoles d'architecture avec des groupes de jeunes des quartiers faisant l'objet d'une opération de renouvellement urbain, notamment dans le cadre des Grands Projets de Ville.

Il vous appartiendra de vous saisir de ces deux initiatives, dont les modalités vous seront précisées ultérieurement, afin d'assurer leur mise en œuvre dans vos départements.

- Le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication

On associera en particulier les Espaces Culture Multimédia et les bibliothèques ou médiathèques municipales qui sont des lieux d'accès et de formation aux nouvelles technologies.

Des recherches et des expérimentations, tels que le travail exploratoire conduit par le ministère délégué à la ville en Seine Saint Denis autour du thème «langage, langue et lien social», pourront venir enrichir la réflexion et la mise en œuvre des contrats de ville.

## CENTRE NATIONALE DE LA CINÉMATOGRAPHIE

### **Avis du 9 mai 2000 relatif à certains aspects de la convention signée par les services de paiement à la séance avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Le directeur général

à

Monsieur Hervé Bourges, Président du CSA

Monsieur le Président,

Afin de répondre à votre demande de recueillir l'avis de la commission prévue à l'article 21 du décret câble du 1<sup>er</sup> septembre 1992, préalablement à la conclusion des conventions avec les deux services de paiement à la séance Kiosque et Multivision, j'ai réuni celle-ci le 18 avril 2000.

Comme je vous l'avais laissé entendre à différentes reprises, le temps mis pour réunir cette commission était dû au contexte particulier des négociations en cours entre Canal Plus, TPS et les différentes organisations professionnelles du cinéma qui comportent un volet pour les chaînes de paiement à la séance non encore finalisé. Cette incertitude, à laquelle s'ajoute par ailleurs le contexte de la modification de la loi de 1986 et de ses décrets d'application, dont le décret câble, a été très présente dans les discussions qui ont eu lieu au cours de cette réunion.

Deux points étaient à examiner : la part minimale du chiffre d'affaires que les services consacrent à l'acquisition de droits de diffusion d'œuvres cinématographiques et les dérogations à la grille des chaînes cinéma du câble, éléments qui sont nécessairement liés aux yeux des membres de la commission.

En ce qui concerne la part minimale du chiffre d'affaires, Kiosque et Multivision demandent que celle-ci soit assise sur les seules recettes cinéma dont l'individualisation par rapport aux autres recettes du service est techniquement possible. Ce souhait correspond d'ailleurs à l'esprit des discussions actuelles entre ces chaînes et les organisations professionnelles qui prévoient des rémunérations pour les ayants droit de 50 % de la recette réalisée par chaque œuvre. Par ailleurs, des avis divergents ont été émis au cours de la réunion quant à l'intérêt d'une obligation portant sur la totalité du chiffre d'affaires des services.

Compte tenu du contexte général évoqué en préalable, les membres de la commission préfèrent le statu quo

(obligation de 20% du chiffre d'affaire net total maintenue en l'état) en attendant que l'ensemble du régime de paiement à la séance soit réglé.

En ce qui concerne la grille, les membres de la commission font valoir là aussi que des négociations sont en cours pour assouplir éventuellement les dispositions actuelles qui imposent une interdiction de diffusion le samedi de 18H à 23H. Ils considèrent qu'appliquer – pour des raisons purement juridiques qui font abstraction de la diffusion initiale par satellite d'un des services – un régime différent aux deux chaînes ne peut être accepté. Pour les mêmes raisons que celles évoquées plus haut, les membres décident de proposer le statu quo.

Afin de compléter votre information, vous trouverez ci-joint le compte rendu de la réunion.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression des mes sentiments distingués.

Le directeur général du centre national de la cinématographie,  
Jean-Pierre Hoss

## REUNION DES MUSEES NATIONAUX

### **Décision du 15 juin 2000 relative aux tarifs de droit d'entrée et de visites-conférences**

Le directeur des musées de France, président du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 8 juin 2000 ;

Décide :

#### **Article unique**

«Les tarifs de droit d'entrée dans les collections permanentes des musées nationaux et les expositions temporaires ainsi que ceux des visites-conférences, des conférences projections pour les groupes aux Galeries nationales du Grand Palais et des ateliers sont fixés pour l'année 2001 et jusqu'à l'adoption d'une nouvelle grille tarifaire selon les tableaux ci-joints.»

Le directeur des musées de France, président du conseil  
d'administration de la Réunion des musées nationaux  
et par délégation, le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

**TARIFS : COLLECTIONS PERMANENTES**

	P T	TR
Orsay	40F	30F
	(billet musée-exposition)	

**-A-**

Fontainebleau		
(Grands Appartements et musée chinois)		
Château de Compiègne, billet général	35F	23F
Musée des arts asiatiques – Guimet		
et Galeries du Panthéon bouddhique		
(audioguide inclus)		

**-B-**

Picasso	30F	20F
Châteaux de Malmaison et Bois-Préau		
Moyen-Age, Thermes de Cluny		
Message biblique Marc Chagall		
Musée des Arts d'Afrique et d'Océanie		
Musée Fernand Léger		

**-C-**

Antiquités nationales,	25F	17F
(Saint-Germain en Laye)		
Château de Pau		
Musée de la Renaissance, Château d'Ecouen		
Musée de la Voiture, Compiègne		

**-D-**

Arts et traditions populaires	22F	15F
Maison Bonaparte, Ajaccio		
Delacroix		
Gustave Moreau		
Musée de la Céramique, Sèvres		
Musée de la Préhistoire, Eyzies de Tayac		
Adrien Dubouché, Limoges		
Musée Clemenceau et de Lattre, Mouilleron-en-Pareds		

**-E-**

Jean-Jacques Henner	16F	12F
Musée Hébert		
Château de Fontainebleau		
(Petits Appartements et musée Napoléon)		
Granges de Port-Royal, Magny les Hameaux		
Château de Blérancourt		
Musée africain, Ile d'Aix		
Musée Napoléonien, Ile d'Aix		
Musée Magnin, Dijon		
Galeries du Panthéon bouddhique		
(tarifs valables jusqu'à l'ouverture du musée des arts asiatiques – Guimet)		

	P T	TR
<b>Fontainebleau</b>		
forfait visite avec audioguide	50F	38F
<b>Arts et traditions populaires</b>		
pass-musée	40F	30F
<b>Musée napoléonien et africain de l'Ile d'Aix</b>		
billet-jumelé	24F	18F
<b>Musée des Granges de Port-Royal</b>		
visite du parc	5F par personne	

**TARIFS : EXPOSITIONS TEMPORAIRES**

	P T	TR
<b>Galerias nationales du Grand Palais</b>		
catégorie 1	55F	38F
catégorie 2	50F	35F
catégorie 3	45F	31F
catégorie 4	42F	29F
<b>Musée du Luxembourg</b>	31F	21F
<b>Autres musées</b>	25F	17F
majoration accès unique	8F	8F

**TARIFS : VISITES-CONFÉRENCES, CONFÉRENCES PROJECTIONS POUR LES GROUPES AUX GALERIES NATIONALES DU GRAND PALAIS ET LES ATELIERS**

<b>Visites-conférences</b>	1h	1h30	2h
<b>Individuel</b>			
. plein tarif	24F	36F	48F
. tarif réduit	16F	25F	32F
>2h = coefficient multiplicateur sur la base du tarif visite d'1h)			

**Groupes**

(30 personnes maximum)			
. plein tarif	520F	770F	990F
. tarif réduit	390F	570F	740F
. tarif préférentiel	340F	510F	690F

(applicable aux étudiants uniquement dans les collections permanentes)

. tarif scolaire/Ile de France	250F	300F	400F
. tarif scolaire/autres régions	200F	250F	350F

participation forfaitaire applicable uniquement dans les collections permanentes

*NB : les tarifs sont doublés pour les visites-conférences organisées en dehors des heures normales d'ouverture du musée.*

**Conférences hors musées**

Pour Paris et la région parisienne, transport non compris  
Hors région parisienne, tarif sur devis.

<b>Groupes</b>	1h30	2h	3h ou 2 conférences
. plein tarif	1320F	1650F	1980F
. tarif réduit	940F	1160F	1430F

**Conférences projections pour les groupes aux Galeries nationales du Grand Palais**

Les tarifs sont appliqués sur la base d'un module d'une heure et par tranche de 30 visiteurs.

**projection en studio avec conférencier des musées nationaux**

. plein tarif	520F
. tarif réduit	390F

**projection en studio sans conférencier des musées nationaux**

. plein tarif	360F
. tarif réduit	330F

**Ateliers**

<b>Individuel</b>	1h	1h30	2h	2h30
. plein tarif	43F	50F	57F	64F
.tarif réduit(-18 ans)	24F	31F	38F	45F

**Groupes**

(30 personnes maximum)	1h	1h30	2h	2h30
. plein tarif	800F	900F	1000F	1100F
. tarif scolaire	300F	350F	400F	450F

**Décision du 15 juin 2000 Relative aux tarifs pour prises de vue photographique et pour tournages de film.**

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 8 juin 2000 ;

Décide :

**Article unique**

«Les tarifs pour prises de vue photographique et pour tournages de film sont fixés pour l'année 2001 et



jusqu'à l'adoption d'une nouvelle grille tarifaire selon le tableau ci-après.».

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux et par délégation, le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

#### **Tarifs pour prises de vue photographique et pour tournages de film**

##### **Prise de vue photographie**

##### **■ à des fins culturelles, pédagogiques et artistiques par objet**

prise de vue simple 300F  
prise de vue nécessitant des mesures spéciales (déplacement d'œuvres, présence d'un conservateur, etc.) 600F

##### **■ à des fins publicitaires par objet**

tarif minimal 30 000F  
tarif courant (en cas de gardiennage ou d'aménagements particuliers) 50 000F  
tarif exceptionnel (en cas de mesures exceptionnelles) 100 000F

##### **Tournages de film**

##### **■ tournage documentaire**

forfait journalier 5 000F

##### **■ tournage à des fins publicitaires**

forfait journalier  
tarif minimal 30 000F  
tarif courant 50 000F  
(en cas de gardiennage ou d'aménagements particuliers)  
tarif exceptionnel 100 000F  
(en cas de mesures exceptionnelles)

##### **■ tournage de film à scénario**

forfait journalier  
tarif minimal 30 000F  
tarif courant 50 000F  
(en cas de gardiennage ou d'aménagements particuliers)  
tarif exceptionnel 100 000F  
(en cas de mesures exceptionnelles)

#### **Décision du 15 juin 2000 relative aux tarifs de la Carte Blanche du musée d'Orsay**

Le directeur des musées de France, président du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,  
Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 8 juin 2000 ;

Décide :

##### **Article unique**

«Les tarifs de la Carte blanche applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 sont fixés, pour la saison 2000/2001 et jusqu'à l'adoption d'une nouvelle grille tarifaire selon le tableau ci-dessous.»

<b><u>Tarifs carte Blanche</u></b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
<b>Tarifs individuels</b>		
Plein tarif	260 F	260 F
Tarif couple	440 F	440 F
Tarif -26 ans	150 F	150 F
<b>Tarif collectivité</b>		
Plein tarif	200 F	200 F
<b>Tarif individuels regroupés</b>		
à partir de 8 adhésions	220 F	220 F

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux et par délégation, le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

#### **Décision du 15 juin 2000 relative aux tarifs de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand Palais**

Le directeur des musées de France, président du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux,  
Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux en date du 8 juin 2000 ;

Décide :

##### **Article unique**

«Les tarifs de la carte Sésame sont fixés, pour la saison 2000/2001 et jusqu'à l'adoption d'une nouvelle grille tarifaire selon le tableau ci-dessous.»

	<b>Sésame</b>	<b>Jeune Sésame</b>	<b>Solo Sésame</b>	<b>Duo</b>
<b>Tarif grand public</b>	<b>120 F</b>	245 F	450 F	
<b>Tarif collectivité</b>	/	200 F	370 F	
<b>Tarif partenariat</b>				
formule standard	/	200 F	370 F	
avec extension	/	245 F	450 F	
d'avantages				

Le directeur des musées de France, président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux et par délégation, le directeur administratif et financier,  
Pierre Deprost

#### **DOCUMENT SIGNALÉ**

##### **Direction des archives de France**

Note AD/DEP 941 du 13 juin 2000, relative au guide des sources de l'histoire de l'environnement.

# Mesures d'information

## Décision de justice intéressant le ministère de la culture

### Arrêt de la Cour de Cassation, 3<sup>ème</sup> Chambre civile, du 8 Mars 2000, Société civile d'exploitation agricole de la Ferme de Fresnoy contre ministre de la Culture

*La Société civile d'exploitation agricole (SCEA) de la Ferme de Fresnoy est propriétaire d'une ferme composée d'un groupe de bâtiments au nombre desquels se trouvent une chapelle et une salle capitulaire des XI et XII<sup>ème</sup> siècles. Ces deux édifices ont été classés d'office par décret au titre des monuments historiques. Sur le fondement de l'article 5 alinéa 2 de la loi du 31 décembre 1913, la SCEA a sollicité l'indemnisation de son préjudice résultant de l'impossibilité, du fait de cette décision, d'aménager librement son exploitation agricole.*

*Le tribunal de Grande Instance de Troyes, puis la cour d'appel de Reims par un arrêt en date du 24 juin 1998 avaient estimé que la SCEA de la ferme de Fresnoy ne pouvait prétendre à une quelconque indemnité au motif que la mesure de classement, si elle pouvait restreindre la liberté d'aménagement des immeubles aux abords, n'entraînait pour autant «aucune modification à l'état ou à l'utilisation des lieux».*

*Cette décision est remarquable en ce qu'elle constitue la première occasion pour la juridiction suprême de se prononcer sur l'étendue exacte du droit à indemnisation de propriétaires d'immeubles classés d'office au titre des monuments historiques. L'interprétation, conforme à l'ensemble de la jurisprudence existante, que fait la Cour permet d'écarter l'indemnisation des effets indirects du classement, et particulièrement celle de ses conséquences sur les abords des bâtiments classés monuments historiques.*

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Reims, 24 juin 1998), que la Société civile d'exploitation agricole de la Ferme du Fresnoy (la SCEA) est propriétaire d'une ferme composée d'un groupe de bâtiments refermés sur une cour centrale, au nombre desquels se trouvent une chapelle et une salle capitulaire des XII<sup>ème</sup> et XIII<sup>ème</sup> siècles ; que par décret du ministre de la Culture, ces deux édifices ont été classés d'office parmi les monuments historiques, en application de la loi du 31 décembre 1913 ; que la SCEA a, sur le fondement de l'article 5, alinéa 2, de ladite loi, sollicité l'indemnisation de son préjudice résultant de l'impossibilité, du fait de cette décision de classement, d'aménager librement son exploitation agricole ;

Attendu que la SCEA fait grief à l'arrêt attaqué de la débouter de cette demande d'indemnisation, alors, selon le moyen, "1°) que la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913 n'énonce pas que le classement d'office donne droit à indemnité s'il en résulte «une modification à l'état ou à l'utilisation des immeubles classés», mais "à l'état ou à l'utilisation des lieux" ; que ce terme de "lieux" est employé exclusivement dans cette phrase, l'ensemble

des autres dispositions du chapitre 1<sup>er</sup> de la loi utilisant uniquement le terme "immeuble" et accessoirement celui d'"édifice" ; que ces dispositions ont donc nécessairement un objet distinct et plus large que l'immeuble classé lui-même ; qu'en affirmant cependant que dès l'instant où la SCEA n'invoquait pas de modification à l'état ou à l'utilisation de la chapelle et de la salle capitulaire classées, elle ne pouvait être indemnisée, la cour d'appel a violé, par fausse interprétation, l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913 ; 2°) que le terme "lieux" peut être interprété comme visant non seulement l'immeuble classé lui-même mais également les immeubles dont l'utilisation, compte tenu de leur proximité et de leur disposition par rapport à l'immeuble classé ainsi que de l'affectation des différents bâtiments, est nécessairement modifiée par la décision de classement, sans qu'une telle interprétation n'équivaille au classement de l'ensemble de la propriété immobilière, les bâtiments non classés n'étant pas assujettis aux prescriptions des articles 8 et suivants de la loi ; qu'en affirmant que toute autre interprétation autre que celle consistant à regarder le terme de "lieux" comme visant les seuls immeubles classés reviendrait à classer des bâtiments sans intérêt historique, et en refusant, par suite, de tenir compte des modifications

entraînées à l'utilisation des lieux par la décision de classement, compte tenu de l'imbrication des bâtiments entourant la cour circulaire de la Ferme de Fresnoy et de leur utilisation en fonction des besoins de l'exploitation agricole, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913 ; 3°) que l'article R 421-38-4 du Code de l'urbanisme n'est qu'un règlement d'application de l'article L 421-6 du même Code, lequel se borne à rappeler que conformément à l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913, une autorisation préalable est nécessaire pour toute construction affectant l'aspect d'un immeuble situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, et que le permis de construire tient lieu d'autorisation s'il est revêtu du visa de l'architecte des bâtiments de France ; que si la protection des abords des monuments historiques est une servitude d'utilité publique qui doit être annexée au POS en vertu de l'article R 126-1, elle découle donc de la décision de classement prise en vertu de la loi de 1913 et non de l'application du Code de l'urbanisme ; qu'en affirmant le contraire, la cour d'appel a violé, par fausse interprétation, les articles L 421-6 et R 421-38-4 du Code de l'urbanisme et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 ; 4°) que toute personne a droit au respect de ses biens et que toute ingérence dans ce droit, prise en application d'une réglementation de l'usage des biens, doit être justifiée par l'intérêt général et proportionnée au but recherché ; que la jouissance de ce droit doit être assurée sans distinction aucune, et qu'une différence de traitement entre les personnes au regard de l'application d'une telle réglementation doit donc être fondée sur une justification objective et raisonnable ; que le législateur français ayant instauré, en cas de classement d'office, un droit à indemnité pour les propriétaires qui en subissent un préjudice, l'interprétation réservant exclusivement ce droit à indemnité aux seuls cas où la mesure de classement affecte l'état ou l'utilisation du monument historique lui-même, et l'excluant lorsque

c'est l'état ou l'utilisation des bâtiments avoisinants qui est affecté par cette mesure, n'est fondée sur aucune justification objective et raisonnable ; qu'en affirmant que le terme " lieux " doit être interprété comme visant l'immeuble classé lui-même, ce dont il résulte que seuls sont indemnisés les propriétaires pour lesquels le classement modifie l'état ou l'utilisation de l'immeuble classé lui-même, à l'exclusion de ceux pour lesquels le classement affecte l'état ou l'utilisation de leurs immeubles situés aux abords d'un monument historique, sans rechercher si une telle discrimination n'était pas contraire aux dispositions combinées de l'article 1 du Protocole additionnel n°1 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, et de l'article 14 de ladite Convention, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 55 de la Constitution»";

Mais attendu qu'ayant relevé, d'une part, que l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913 prévoyait une indemnisation à la suite d'un classement d'office, s'il résultait des servitudes et des obligations en découlant, une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux et, d'autre part, que la servitude de protection des abords d'un édifice classé n'était assortie d'aucune indemnisation par les textes actuellement en vigueur, la cour d'appel qui a, abstraction faite d'un motif surabondant et sans être tenue de procéder à une recherche qui ne lui était pas demandée sur l'applicabilité de l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article 1er du protocole additionnel numéro 1, retenu, à bon droit, que cette notion de " lieux " ne se rapportait qu'à ceux visés dans la décision de classement et rejeté la demande d'indemnisation de la SCEA, a légalement justifié sa décision ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi.

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### MA1 2000

#### JO n° 103 des 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai 2000

##### Culture

Page 6623 Arrêté du 27 avril 2000 fixant la répartition géographique des postes de secrétaire administratif des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication offerts au recrutement par concours externe interministériel au titre de l'année 2000.

Page 6623 Arrêté du 27 avril 2000 fixant la répartition géographique des postes d'adjoint administratif des services déconcentrés, spécialité administration et dactylographie, du ministère de la culture et de la communication offerts au recrutement par concours externe interministériel au titre de l'année 2000.

Page 6629 Arrêté du 18 avril 2000 portant nomination au conseil du patrimoine ethnologique (M. Barbe Noël).

Page 6629 Décisions du 14 avril 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

#### JO n° 105 du 5 mai 2000

##### Culture

Page 6794 Arrêté du 18 avril 2000 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance pour une exposition d'œuvres d'art (exposition à Paris : *Les peintres de l'âme*).

Page 6794 Arrêté du 28 avril 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Page 6812 Arrêté du 25 avril 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (Mme Hubac Sylvie).

##### Conventions collectives

Page 6813 Arrêté du 25 avril 2000 portant extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### JO n° 106 du 6 mai 2000

##### Premier ministre

Page 6862 Décret du 4 mai 2000 portant nomination et titularisation (administrateurs civils).

Page 6863 Arrêté du 4 mai 2000 portant affectation (administrateurs civils) (culture : M. Roffignon Arnaud).

##### Culture

Page 6869 Arrêté du 7 avril 2000 portant nomination

du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Normandie (M. Rattez Hervé).

Page 6869 Arrêté du 7 avril 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-la-Seine.

Page 6869 Arrêté du 7 avril 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Toulouse (M. Fernandez Pierre).

##### Conventions collectives

Page 6871 Arrêté du 26 avril 2000 portant extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 6872 Arrêté du 26 avril 2000 portant extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 6872 Arrêté du 26 avril 2000 portant extension d'un accord départemental (Isère) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 9872 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

Page 6874 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### JO n° 107 du 7 mai 2000

##### Justice

Page 6904 Ordonnance n° 2000-387 du 4 mai 2000 relative à la partie Législative du code de justice administrative.

Page 6906 Décret n° 2000-388 du 4 mai 2000 relatif à la partie Réglementaire du code de justice administrative.

Page 6907 Décret n° 2000-389 du 4 mai 2000 relatif à la partie réglementaire du code de justice administrative.

##### Culture

Page 6915 Décret du 5 mai 2000 portant délégation de signature (M. Phéline Christian).

Page 6915 Arrêté du 2 mai 2000 portant délégation de signature (Mme Bergeaud Marie-Frédérique).

**JO n° 108 des 8, 9 et 10 mai 2000****Culture**

Page 6998 Arrêté du 25 avril 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Le Pôle du froid - L'inspection herméneutique médicale et l'art russe des années 90*).

Page 7021 Arrêté du 18 avril 2000 portant promotion (administration centrale) (attaché principal de 1<sup>ère</sup> classe).

Page 7021 Arrêté du 27 avril 2000 portant nomination à la Commission supérieure des monuments historiques (M. Guirauden Bernard).

**JO n° 109 du 11 mai 2000****Premier ministre**

Page 7056 Décret n° 2000-393 du 10 mai 2000 portant création du Conseil d'orientation des retraites.

**Economie, finances et industrie**

Page 7059 Arrêté du 4 mai 2000 portant transfert de crédits (culture, Tableau A : Titre III).

**Culture**

Page 7074 Arrêté du 28 avril 2000 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'années 2000 aux concours pour le recrutement de professeurs des écoles d'architecture (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 7074 Arrêté du 28 avril 2000 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'années 2000 aux concours pour le recrutement de maîtres-assistants des écoles d'architecture (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 7080 Arrêté du 28 avril 2000 portant nomination à la Commission supérieure des monuments historiques (M. d'Alessandro Christophe).

**JO n° 110 du 12 mai 2000****Equipement, transports et logement**

Page 7154 Arrêté du 5 mai 2000 fixant au titre de l'année 2000 les dates des épreuves écrites des concours et de l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes élèves de l'Etat et d'architectes et urbanistes de l'Etat.

**Fonction publique**

Page 7157 Arrêté du 5 mai 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture d'un concours et d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes élèves de l'Etat et d'architectes et urbanistes de l'Etat.

**Conventions collectives**

Page 7171 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**JO n° 111 du 13 mai 2000****Culture**

Page 7211 Arrêté du 3 mai 2000 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 7222 Décret du 12 mai 2000 portant nomination au conseil d'administration de la société anonyme Société française de production et de création audiovisuelles (M. Caquot Emmanuel).

Page 7222 Arrêté du 18 avril 2000 portant nomination au conseil du patrimoine ethnologique (M. Barbe Noël).

Page 7223 Arrêté du 26 avril 2000 portant nomination à la Commission nationale de qualification des architectes.

Page 7223 Décisions du 28 avril 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ngouleu Mathieu, Mme Label-Blandin Jessica).

**Aménagement du territoire**

Page 7224 Décret du 11 mai 2000 portant nomination du commissaire à l'aménagement du domaine de Chambord (M. Patier Xavier).

**JO n° 112 du 14 mai 2000****Economie, finances et industrie**

Page 7250 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : Crédits ouverts sur la période du 13 mars 2000 au 27 mars 2000 (Gestion 2000) (culture, Titre V, p. 7251).

**Culture**

Page 7269 Décret du 12 mai 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (Mme Hubac Sylvie).

**JO n° 113 des 15 et 16 mai 2000****Présidence de la République**

Page 7294 Ordre national du Mérite : Décret du 15 mai 2000 portant promotion et nomination :

. Premier ministre, officier : MM. Dussolier André, Costa-Gavras Constantin, Tachella Jean-Charles, chevalier : Mme Bresc Geneviève (musées) ;

. culture (pp. 7321-7323) dont : officier : MM. Arizzoli-Clementel Pierre (patrimoine), Vallet Christophe (DAG), chevalier : Mmes Blondel Madeleine (patrimoine), Chérie Claire (DAG), Debaisieux Françoise (DMF), M. Durey Philippe (DMF), Mme Forest Dominique (DMF), M. Ramade Patrick (musées), Mmes Vincent Catherine (CNC), Pénine Mireille (DAG).

**Economie, finances et industrie**

Page 7336 Arrêté du 5 mai 2000 fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et

financier de l'Etat sur le Centre national de la danse.

#### **Intérieur**

Page 7338 Décret n° 2000-405 du 15 mai 2000 portant création d'un office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication.

#### **Culture**

Page 7350 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 114 du 17 mai 2000**

#### **Culture**

Page 7397 Décret du 16 mai 2000 portant nomination du président du Centre des monuments nationaux (M. Renard Jacques).

Page 7397 Arrêté du 16 mai 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux (M. Billa Jean-Marie).

Page 7397 Arrêté du 9 mai 2000 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques (Mme Robinson Emmanuelle).

Page 7397 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 115 du 18 mai 2000**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 7433 Arrêté du 15 mai 2000 relatif à l'organisation du comité national d'orientation du service public du Bureau de recherches géologiques et minières.

#### **Intérieur**

Page 7444 Décret du 11 mai 2000 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation Marcelle et Robert de Lacour pour la musique et la danse).

Page 7445 Arrêtés du 5 mai 2000 portant approbation de modifications des statuts d'établissements d'utilité publique (Société des sciences, lettres et arts de Bayonne).

### **JO n° 116 du 19 mai 2000**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 7524 Arrêté du 11 mai 2000 portant annulation de crédits (culture, Titre V : patrimoine monumental).

#### **Culture**

Page 7552 Arrêté du 25 avril 2000 portant attribution d'immeuble (Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles).

Page 7552 Arrêté du 9 mai 2000 modifiant l'arrêté du 18 avril 2000 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du Pavillon des arts pour une exposition (*Les peintres de l'âme*).

#### **Fonction publique**

Page 7563 Décret n° 2000-416 du 17 mai 2000 modifiant le décret n° 99-744 du 30 août 1999 modifiant le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés.

#### **Conventions collectives**

Page 7577 Arrêté du 10 mai 2000 portant élargissement d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

### **JO n° 117 du 20 mai 2000**

#### **Culture**

Page 7645 Arrêté du 10 mai 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Toulouse.

#### **Conventions collectives**

Page 7647 Arrêté du 11 mai 2000 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la photographie professionnelle.

Page 7649 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

### **JO n° 118 du 21 mai 2000**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 7690 Arrêté du 16 mai 2000 portant annulation de crédits (culture, titre V : patrimoine monumental).

Page 7691 Arrêtés du 16 mai 2000 portant répartition de crédits (culture, tableau B, titres III et IV).

#### **Culture**

Page 7698 Décret du 19 mai 2000 portant délégation de signature (Mme Tasca Catherine).

### **JO n° 119 des 22 et 23 mai 2000**

#### **Culture**

Page 7749 Décisions du 5 mai 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Kanayan (Areg), Mme Hasratyan (Sona)).

### **JO n° 120 du 24 mai 2000**

#### **Emploi et solidarité**

Page 7786 Arrêté du 12 mai 2000 portant approbation de modifications apportées aux statuts du régime de l'allocation vieillesse et aux statuts du régime d'assurance vieillesse complémentaire de la section

professionnelle des architectes, agrées en architecture, ingénieurs, techniciens, experts et conseils.  
(texte intégral publié in BO n° 2000/24 du ministère, disponible à la Direction des Journaux officiels).

#### **Education nationale**

Page 7797 Arrêté du 19 mai 2000 fixant le nombre de postes mis aux concours d'entrée à l'Ecole nationale des chartes en 2000.

#### **Culture**

Page 7806 Décret du 22 mai 2000 portant nomination (écoles d'architecture) (M. Soler Francis).

#### **Conventions collectives**

Page 7808 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

### **JO n° 121 du 25 mai 2000**

#### **Culture**

Page 7871 Arrêté du 10 mai 2000 relatif à l'attribution par la ministre de la culture et de la communication d'allocations d'études chorégraphiques à l'étranger.

Page 7876 Arrêté du 11 mai 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord (M. Legros Philippe).

Page 7876 Arrêté du 11 mai 2000 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 7877 Arrêté du 11 mai 2000 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateur du patrimoine).

#### **Conventions collectives**

Page 7881 Arrêté du 17 mai 2000 portant extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

### **JO n° 122 du 26 mai 2000**

#### **Emploi et solidarité**

Page 7917 Arrêté du 16 mai 2000 portant approbation de modifications apportées aux statuts du régime invalidité-décès de la section professionnelle des architectes, agrées en architecture, ingénieurs, techniciens, géomètres, experts et conseils.  
(texte intégral publié in BO n° 2000/24 du ministère, disponible à la Direction des Journaux officiels).

### **JO n° 123 du 27 mai 2000**

#### **Culture**

Page 8009 Arrêté du 12 mai 2000 portant délégation de signature (M. Olivier Patrick).

Page 8009 Arrêté du 18 mai 2000 modifiant l'arrêté du 5 mai 1995 portant création du Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire.

#### **Education nationale**

Page 8020 Décret du 22 mai 2000 portant approbation d'élections à l'Académie des beaux-arts (Section des créations artistiques dans le cinéma et l'audiovisuel : Mme Moreau Jeanne, M. Verneuil Henri).

#### **Culture**

Page 8023 Arrêté du 18 mai 2000 portant cessation de fonctions (directions régionales des affaires culturelles) (M. Van der Malière Alain).

Page 8023 Arrêté du 18 mai 2000 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles) (M. Fontes Michel).

### **JO n° 125 des 29 et 30 mai 2000**

#### **Culture**

Page 8113 Arrêté du 15 mai 2000 modifiant l'arrêté du 5 avril 2000 fixant la date des élections pour le renouvellement des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes.

Page 8129 Arrêté du 19 mai 2000 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 94-562 du 30 juin 1994 relatif au soutien financier de l'Etat à l'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

### **JO n° 126 du 31 mai 2000**

#### **Culture**

Page 8173 Décret du 29 mai 2000 portant délégation de signature (Mme Zinguerevitch Elisabeth).

Page 8182 Arrêté du 7 avril 2000 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux.

Page 8182 Arrêté du 15 mai 2000 portant nomination des membres du jury, des correcteurs associés et des examinateurs spéciaux des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 2000.

Page 8183 Arrêté du 16 mai 2000 portant nomination de la directrice administrative et financière de l'Ecole nationale du patrimoine (Mme Delbeque Mireille).

Page 8183 Arrêté du 18 mai 2000 portant admission à la retraite (conservateurs du patrimoine) (Mme Parmentier Agnès).

### **JUIN 2000**

### **JO n° 128 des 2 et 3 juin 2000**

#### **Culture**

Page 8351 Arrêté du 19 mai 2000 portant agrément de titres délivrés par l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg.

Page 8351 Arrêté du 22 mai 2000 fixant les programmes de la première épreuve écrite d'admissibilité du concours externe d'accès au corps de la conservation du patrimoine pour l'année 2001.

Page 8358 Décret du 31 mai 2000 portant nomination du président du conseil d'administration du Conservatoire supérieur de musique et de danse de Paris (M. Hadas-Lebel Raphaël).

Page 8358 Arrêté du 18 mai 2000 portant nomination (régisseurs d'avances et de recettes) (Mme Delgarde Elyane).

### **JO n° 129 du 4 juin 2000**

#### **Culture**

Page 8439 Arrêté du 31 mai 2000 portant nomination au conseil d'administration de la Cité de la musique (M. Bise Alain).

### **JO n° 130 des 5 et 6 juin 2000**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 8503 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : Crédits ouverts sur la période du 17 au 18 avril 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V, p. 8504).

#### **Culture**

Page 8517 Décret du 5 juin 2000 portant délégation de signature (M. Pierrard Patrick).

Page 8517 Arrêté du 18 mai 2000 portant révision et extension du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé (ville de Saumur).

Page 8518 Arrêté du 18 mai 2000 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du musée de la vie romantique pour une exposition (*Parures et bijoux romantiques*).

Page 8518 Arrêté du 30 mai 2000 modifiant l'arrêté du 13 octobre 1999 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Bordeaux : *Le symbolisme russe*).

Page 8527 Arrêté du 2 mai 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Bretagne.

Page 8527 Arrêté du 3 mai 2000 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs généraux du patrimoine).

Page 8528 Arrêté du 15 mai 2000 portant nomination (services départementaux de l'architecture et du patrimoine).

Page 8528 Arrêté du 23 mai 2000 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Chevalier Yves).

Page 8528 Arrêté du 25 mai 2000 portant nomination au cabinet de la ministre (M. Orier Michel).

#### **Conventions collectives**

Page 8533 Avis relatif à l'extension d'un avenant à l'accord interdépartemental (Côtes-d'Armor, Ile-et-Vilaine, Finistère) conclu dans le cadre de la convention

collective nationale des cabinets d'architectes.

### **JO n° 131 du 7 juin 2000**

#### **Premier ministre**

Page 8571 Circulaire du 5 juin 2000 relative à la politique des réseaux de villes.

#### **Economie, finances et industrie**

Page 8584 Arrêté du 29 mai 2000 portant répartition de crédits (culture, tableau B, titre VI : recherche).

Page 8585 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : Crédits ouverts sur la période du 2 mai au 5 mai 2000 (Gestion 2000) (culture, titre V : patrimoine monumental).

#### **Culture**

Page 8601 Arrêté du 19 mai 2000 portant agrément d'un titre délivré par l'école d'art d'Avignon.

Page 8601 Arrêté du 19 mai 2000 portant agrément d'un titre délivré par l'Ecole supérieure des beaux-arts de Tours.

### **JO n° 132 du 8 juin 2000**

#### **Culture**

Page 8676 Arrêté du 24 mai 2000 portant nomination (services départementaux de l'architecture) (M. Harmey Patrice).

Page 8676 Décision du 29 mai 2000 portant nomination à la commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur l'agrément des œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure (Mme Feit Sylvie).

### **JO n° 133 du 9 juin 2000**

#### **Intérieur**

Page 8736 Arrêté du 23 mai 2000 portant approbation de la modification des statuts et du titre d'un établissement d'utilité publique (La Renaissance française - Culture, Solidarité, Francophonie).

Page 8737 Arrêté du 29 mai 2000 relatif au budget de la fondation Singer-Polignac pour l'exercice 1999.

Page 8738 Arrêté du 29 mai 2000 relatif au budget de la fondation Singer-Polignac pour l'exercice 2000.

#### **Culture**

Page 8756 Arrêté du 3 mai 2000 portant admission à la retraite (conservateurs du patrimoine) (M. Lacour Jacques).

Page 8756 Arrêté du 22 mai 2000 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 8 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

Page 8756 Arrêtés du 24 mai 2000 portant admission à la retraite (conservateurs du patrimoine) (Mmes Bizot Irène et Chauleur Geneviève).



**JO n° 134 du 10 juin 2000****Culture**

Page 8814 Arrêté du 26 mai 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Montpellier : *Sébastien Bourdon*).

Page 8815 Arrêté du 30 mai 2000 portant création de la conférence des conservateurs régionaux des monuments historiques.

Page 8815 Arrêté du 2 juin 2000 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2000 au concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 8833 Arrêté du 31 mai 2000 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse.

Page 8833 Arrêté du 2 juin 2000 modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1999 portant nomination du directeur du musée de la musique de l'Etablissement public de la Cité de la musique.

**Conventions collectives**

Page 8835 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 8835 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 8836 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Aisne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 8836 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Oise) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

**JO n° 135 du 11 juin 2000****Culture**

Page 8880 Décret du 8 juin 2000 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie.

**JO n° 136 des 12, 13 et 14 juin 2000****Premier ministre**

Page 8914 Arrêté du 13 juin 2000 portant désignation des fonctionnaires habilités à siéger pour le ministère de la culture et de la communication aux comités consultatifs interrégionaux de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics.

**Economie, finances et industrie**

Page 8918 Tableau récapitulatif des ouvertures de

crédits de fonds de concours : Crédits ouverts sur la période du 9 mai au 12 mai 2000 (Gestion 2000) (culture, titre V : patrimoine monumental, p. 8919).

**Emploi et solidarité**

Page 8927 Arrêté du 2 juin 2000 fixant les cotisations forfaitaires de sécurité sociale dues au titre de l'emploi des artistes du spectacle vivant participant à des spectacles occasionnels.

**JO n° 137 du 15 juin 2000****Fonction publique**

Page 9007 Arrêté du 31 mai 2000 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1999 fixant les taux des indemnités pour travaux supplémentaires allouées à certains conducteurs des administrations de l'Etat.

**JO n° 138 du 16 juin 2000****Culture**

Page 9087 Arrêté du 6 juin 2000 portant nomination de maîtres d'art.

**JO n° 139 du 17 juin 2000****Culture**

Page 9166 Décret du 15 juin 2000 portant nomination du directeur du Théâtre national de Chaillot (M. Goldenberg Ariel).

Page 9166 Arrêté du 8 juin 2000 portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat (Mme Bouchaudy Marie-Pierre).

**JO n° 140 du 18 juin 2000****Premier ministre**

Page 9189 Arrêté du 16 juin 2000 portant habilitation de sites internet des services de l'Etat à diffuser des formulaires administratifs (dont, fonction publique).

**Economie, finances et industrie**

Page 9190 Arrêté du 2 juin 2000 portant répartition de crédits (culture, tableau B, titre III).

**Culture**

Page 9208 Arrêté du 13 juin 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Dinard : *Jules Verne à Dinard*).

**JO n° 141 des 19 et 20 juin 2000****Culture**

Page 9255 Décret du 16 juin 2000 portant nomination du directeur du Théâtre national de Strasbourg (M. Braunschweig Stéphane).

**JO n° 142 du 21 juin 2000****Culture**

Page 9297 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**JO n° 143 du 22 juin 2000****Culture**

Page 9352 Arrêté du 26 mai 2000 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Etablissement public du musée du Louvre).

Page 9352 Arrêté du 31 mai 2000 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Etablissement public de l'Ecole du Louvre).

Page 9352 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée de la céramique à Sèvres.

Page 9353 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée des thermes et de l'hôtel de Cluny.

Page 9353 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau.

Page 9353 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée de l'Orangerie des Tuileries.

Page 9354 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée Picasso.

Page 9354 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée Magnin à Dijon.

Page 9370 Arrêté du 7 juin 2000 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels (Mme Franceschini Laurence, M. Lescuyer Sven).

**JO n° 144 du 23 juin 2000****Culture**

Page 9446 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée des arts et traditions populaires.

Page 9446 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du Centre de recherche et de restauration des musées de France.

Page 9446 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès des musées des arts asiatiques (Guimet et d'Ennery).

Page 9447 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès des musées et domaines de Compiègne et Blérancourt.

Page 9447 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée de la Renaissance au château d'Ecouen.

Page 9447 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès du musée de préhistoire des Eyzies-de-Tayac.

Page 9448 Arrêté du 6 juin 2000 instituant une régie d'avances auprès des Galeries nationales du Grand Palais.

Page 9469 Arrêté du 15 mai 2000 portant nomination (chefs de service départementaux de l'architecture et du patrimoine) (MM. Gironnet Patrick et Rennou Daniel).

Page 9469 Arrêté du 14 juin 2000 portant nomination du président du conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France (M. Le Roy Ladurie Emmanuel).

Page 9469 Arrêté du 14 juin 2000 portant nomination du président au conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France (M. Vigarello Georges).

Page 9469 Arrêté du 14 juin 2000 portant nomination (services départementaux de l'architecture) (M. Harmey Patrice).

Page 9469 Décisions du 7 juin 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (MM. Kharfan Marwan, Kamara Amboro et Libyh-Li-Libyh Paul).

**JO n° 145 du 24 juin 2000****Culture**

Page 9529 Arrêté du 19 juin 2000 modifiant l'arrêté ministériel du 27 avril 2000 fixant la répartition géographique des postes d'adjoint administratif des services déconcentrés, spécialité «administration et dactylographie», du ministère de la culture et de la communication, offerts au recrutement par concours externe interministériel au titre de l'année 2000.

Page 9529 Arrêté du 21 juin 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture de deux concours (externe et interne) pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

**JO n° 146 du 25 juin 2000****Economie, finances et industrie**

Page 9596 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : Crédits ouverts sur la période du 15 mai au 19 mai 2000 (Gestion 2000) (culture, titre V : patrimoine monumental, p. 9597).

**Culture**

Page 9612 Décret du 23 juin 2000 portant délégation de signature (Mme Cachin Françoise).

Page 9612 Arrêté du 19 juin 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture d'un concours interne réservé pour le recrutement d'agents administratifs des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

**Conventions collectives**

Page 9632 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**JO n° 149 du 29 juin 2000****Culture**

Page 9792 Arrêté du 8 juin 2000 portant nomination à la commission des auteurs, compositeurs de musique et chorégraphes.

Page 9792 Arrêté du 8 juin 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs (M. Blaisot Jean-Louis).

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO n° 18 du 1<sup>er</sup> mai 2000

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Dehoux sur l'état de la réflexion de la commission tripartite qui devait délibérer en janvier 2000 sur deux projets de taxation demandés par les professionnels pour compenser le piratage des compacts-discs (augmentation de la redevance pour copie privée sur les CD-R audio et création d'une redevance pour les CD-R à usage informatique), et dont le syndicat des supports d'enregistrement (SNE) redoute que leur incidence sur le coût des disques n'incite au contraire au piratage et à l'importation frauduleuse de supports moins chers des pays européens voisins.

(Question n° 40839-31.01.2000).

- M. Marcel Rogemont sur le bien-fondé de la coexistence de deux lois contradictoires : la loi sur le prix unique du livre, et la loi sur les marchés publics qui exige des services publics une mise en concurrence obligatoire.

(Question n° 41086-07.02.2000).

#### JO n° 21 du 22 mai 2000

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Pierre Blazy sur l'intention des ministères de la culture et de l'économie de valider le projet de transformation du statut de coopérative des Presses universitaires de France en société anonyme, au risque de la perte de leur indépendance, afin de remédier aux persistantes difficultés que connaissent éditions et librairie malgré le plan de redressement annoncé en juin 1999.

(Question n° 37346-15.11.1999).

- M. Marc Dolez sur l'inadéquation de l'application aux professeurs des écoles artistiques municipales des règles régissant les conditions de travail et les carrières des fonctionnaires territoriaux comme le prévoit la circulaire n° 99-104 du 4 juin 1999 de la préfecture du Nord en application du décret du 2 septembre 1991, au risque de voir fermer toutes les écoles de musiques à la rentrée 2000.

(Question n° 38536-13.12.1999).

- M. Laurent Dominati sur les causes de la décision du ministère chargé de la culture et du conseil d'administration de l'Opéra-Comique d'annuler la saison lyrique 1999-2000 en raison de la situation

financière de l'établissement, décision préjudiciable aux intérêts de ses deux cent collaborateurs et au prestige de l'art lyrique en France.

(Question n° 39547-27.12.1999).

- M. Marcel Dehoux sur quelques propositions de l'association des archéologues de la région Nord - Pas-de-Calais pour corriger certains inconvénients du projet de loi sur l'archéologie préventive : simplification administrative des fouilles, financement par une contribution mieux répartie, assurance de la pluralité de la recherche, etc.

(Question n° 40398-24.01.2000).

- M. Georges Sarre sur les mesures envisagées pour garantir la pérennité des activités de l'Opéra-Comique et préserver les 270 emplois qui s'y rattachent après l'annulation de sa saison lyrique 1999-2000 et la conservation des seules activités jugées rentables mais étrangères à la vocation de cette salle.

(Question n° 40606-24.01.2000).

- M. Jean-Marie Demange sur trois types de résistance des éditeurs de musique à la diffusion des œuvres par les nouvelles technologies :

. le refus de certains éditeurs de se prêter à la signature, en faveur des diffuseurs de musique sur supports informatiques, de contrat type de cession et d'édition d'œuvres musicales incluant l'exploitation numérique des œuvres est-il légal, eu égard à l'obligation qui leur est faite par l'article L. 132-12 du code de la propriété intellectuelle "d'assurer à l'œuvre une exploitation permanente et suivie et une diffusion commerciale" ?

. l'accord signé le 9 octobre 1998 entre la SACEM-SDRM et le SPPI concernant l'exploitation d'œuvres musicales sous forme de fichiers MIDI étant resté lettre morte faute d'accord avec les éditeurs de musique, est-il possible pour un producteur de musique sous forme informatique ou un diffuseur de textes et partitions sur l'internet de diffuser les auteurs français après en avoir averti la SACEM-SDRM ?

. au regard du droit de la concurrence, le rejet, par certains éditeurs, des fichiers MIDI favorables à l'extension du marché de l'édition musicale, par une interdiction totale d'accès à leur catalogue au risque de nuire à la diffusion des créateurs et des auteurs et à notre patrimoine musical, blocage qui favorise l'émigration des créateurs, est-il légal ?

(Questions n° 40680-31.01.2000 ; 40681-31.01.2000 ; 40682-31.01.2000).

- M. Arnaud Lepercq sur la possibilité d'exempter des droits d'auteurs perçus par la SACEM les spectacles à caractère non commercial organisés par les communes et les associations.  
(Question n° 41610-14.02.2000).

- M. Pierre Forgues sur l'intention de la ministre de décider de l'adoption du papier permanent pour sauvegarder notre patrimoine écrit, notamment les documents d'Etat.  
(Question n° 44293-03.04.2000).

### **JO n° 22 du 29 mai 2000**

Réponse aux questions de :

- M. Claude Birraux sur l'utilité d'envisager des aides de l'Etat ou des collectivités pour les CAUE afin de compenser la baisse de leurs ressources (liées au rendement de la TD/CAUE) qui les oblige, comme c'est le cas en Haute-Savoie, à limiter le nombre de leurs interventions, ou la gratuité de leurs prestations prévue par la loi du 2 janvier 1977.  
(Question n° 35927-11.10.1999).

- MM. Patrick Delnatte et Dominique Baert sur l'inquiétude provoquée par l'application de la réforme de l'aide aux compagnies dramatiques car les trois quarts d'entre elles, non conventionnées, ne seront plus soutenues qu'un an sur deux dans le cadre d'une aide à la production, ce qui laissera sans subvention un tiers des compagnies du Nord - Pas-de-Calais au détriment de la permanence d'un travail artistique et culturel de terrain, de l'émergence de nouvelles équipes et de nouveaux projets.  
(Questions n° 40329-24.01.2000 ; 41690-14.02.2000).

- M. André Santini sur les craintes exprimées quant à l'avenir de Paris comme scène musicale internationale de prestige depuis la reprise de la salle Pleyel par un opérateur privé, incompatible avec la promotion de toutes les formes musicales, et sur l'état d'avancement du projet de grand auditorium de la Villette qui mettrait les créateurs à l'abri des impératifs commerciaux des entrepreneurs de spectacles privés.  
(Question n° 40339-24.01.2000).

- M. André Schneider sur l'intention du Gouvernement de prendre, en faveur des bibliothèques publiques, des mesures à l'encontre de l'obligation créée par l'Uruguay Round d'astreindre aux mêmes règles tous les secteurs soumis à concurrence, ce qui n'autoriserait plus le soutien public aux bibliothèques et nous priverait de ces institutions démocratiques.  
(Question n° 42056-21.02.2000).

- M. Denis Jacquat sur l'application des servitudes de protection des abords des monuments historiques dans le cas où seule une partie interne d'un édifice a fait l'objet d'une inscription ou d'un classement.  
(Question n° 42397-28.02.2000).

- M. Armand Jung sur la nécessité d'envisager un renforcement des aides à la création contemporaine et à la présentation des œuvres en faveur des jeunes plasticiens trop souvent en difficulté financière.  
(Question n° 43801-27.03.2000).

- M. Alain Rodet sur les mesures qui seront prises pour que l'Agence France Presse (AFP) assume intégralement ses missions de service public, l'article 2, 2° alinéa, de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 lui faisant obligation de diffuser «de façon régulière et sans interruption, une information exacte, impartiale et digne de confiance», alors qu'elle projette la suppression d'agences en France au détriment de la qualité de la couverture de l'actualité de vastes régions.  
(Question n° 43875-27.03.2000).

- M. Bernard Pons sur l'opportunité de permettre aux artistes qui exposaient au Grand Palais d'exposer leurs œuvres au musée du Jeu de Paume afin d'alléger pour eux le poids financier de l'exposition dans des espaces privés.  
(Question n° 45211-17.04.2000).

### **JO n° 23 du 5 juin 2000**

Réponse aux questions de :

- M. André Schneider sur les mesures qui seront prises en faveur des cirques victimes de dommages lors des tempêtes des 26 et 28 décembre 1999 afin de leur permettre de faire face aux pertes matérielles et au manque à gagner.  
(Question n° 42225-28.02.2000).

- Mme Christine Boutin sur le moyen d'éviter que les taux élevés prévus par les projets de redevance pour copie privée audio et vidéo ne pénalisent le marché français des nouvelles technologies.  
(Question n° 42472-28.02.2000).

- M. Jean-Claude Lenoir sur les dispositions envisagées pour relancer les salons afin de permettre aux artistes d'exposer dans des conditions financières supportables, l'engagement du ministère chargé de la culture de prendre en charges une partie importante des coûts de location ne compensant pas suffisamment le renchérissement des espaces affectés aux expositions.  
(Question n° 44625-10.04.2000).

- M. Jean-Pierre Foucher sur les préoccupations exprimées par les sociétés d'artistes quant à l'état d'avancement des travaux du Grand Palais, sur le délai dans lequel ce site sera de nouveau accessible et, dans l'attente, sur les mesures spécifiques prévues en faveur des artistes indépendants.  
(Question n° 44777-10.04.2000).

### **JO n° 25 du 19 juin 2000**

Réponse aux questions de :

- M. Alain Fabre-Pujol sur l'intention de la ministre de

garantir un système efficace de rémunération des artistes interprètes, lésés par le piratage, par un partage équitable de la redevance pour copie privée taxant les supports numériques vierges entre auteurs, artistes et producteurs.

(Question 41053-07.02.2000).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur la nécessité d'une réglementation précise des conditions d'exercice du métier de professeur de danse, notamment quant à l'ouverture des écoles de danse et aux compétences des professeurs.

(Question n° 44299-03.04.2000).

- M. Edouard Landrain sur l'opportunité de profiter de la refonte du code des marchés publics pour corriger certains inconvénients de l'application aux artistes des procédures d'appel d'offres : travaux préparatoires le plus souvent non rémunérés malgré l'article 99 du code des marchés publics, critères fiscaux intervenant dans la sélection, perte de maîtrise sur leur création pour certains artistes comme les sculpteurs qui, ne pouvant plus participer seuls aux appels d'offre, sont obligés de s'associer à un bureau d'étude et voient leur rôle réduit à celui de concepteur.

(Question n° 44567-10.04.2000).

- M. Philippe Briand sur les mesures envisagées pour redonner à notre politique culturelle les moyens de ses ambitions et de ses réalisations, eu égard à l'évolution à la baisse du budget de la culture qui ne lui permet plus d'assurer ses missions, et au poids de la fiscalité qui entrave le dynamisme des associations.

(Question n° 44765-10.04.2000).

- M. Claude Lanfranca sur la possibilité de compenser par un accroissement budgétaire la réduction des capacités d'intervention dans le domaine de la création des centres dramatiques nationaux remplissant une mission de service public du fait du poids accru de leurs charges incompressibles (fiscalité, URSSAF, 35 heures).

(Question n° 44986-17.04.2000).

- M. Jean-Jacques Guillet sur la possibilité d'assimiler la profession de rédacteur graphiste de presse à celle de journaliste.

(Question n° 45629-01.05.2000).

- M. Léonce Deprez sur les perspectives de modification des statuts de l'AFP, son nouveau président souhaitant faciliter le recours à des financements externes, assouplir la règle de l'équilibre budgétaire, allonger à cinq ans la durée du mandat du président et clarifier les conditions de création de filiales, alors que de telles modifications, du ressort du Gouvernement, doivent être entérinées par un vote au Parlement.

(Question n° 45749-01.05.2000).

## JO n° 26 du 26 juin 2000

Réponse aux questions de :

- MM. Renaud Donnedieu de Vabres et Jean-Luc Warsmann sur l'intention de la ministre de prendre, après les tempêtes de décembre 1999, des mesures d'aide aux propriétaires de domaines inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques victimes de graves dégâts, et sur le montant des crédits supplémentaires qui en 2000 augmenteront le budget affecté à l'entretien du patrimoine.

(Questions n° 40864-31.01.2000 ; 40874-31.01.2000).

- Mme Christine Boutin sur la pertinence du projet de subvention par le CNC d'une série animée franco-britannique, *Popeman*, irrespectueuse pour la religion catholique.

(Question n° 45186-17.04.2000).

- M. Léonce Deprez sur l'intention de la ministre de recommander l'application stricte de la loi relative à l'usage de la langue française dans l'ensemble des documents diffusés dans le grand public et à l'étranger à l'occasion de la commercialisation des biens, produits et services.

(Question n° 45766-01.05.2000).

## SENAT

### JO n° 18 du 4 mai 2000

Réponse à la question de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'accueil réservé par la ministre à l'idée d'une réforme du Conseil supérieur des messageries préconisée par un conseiller d'Etat dans un rapport remis le 25 janvier 2000 intitulé *La distribution de la presse en France : la voie étroite d'une réforme nécessaire pour la pérennisation d'une solidarité profitable à tous*.

(Question n° 22721-10.02.2000).

### JO n° 21 du 25 mai 2000

Réponses aux questions de :

- M. José Balarello sur les mesures qui seront prises par la France pour limiter sur internet le développement anarchique des intrusions publicitaires sans l'accord des destinataires, le nombre de ces messages contribuant par ailleurs à alourdir le trafic et ralentir les transmissions.

(Question n° 20931-02.12.1999).

- M. Denis Badré sur l'intention de la ministre de répondre favorablement aux revendications des services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP) qui manquent de moyens budgétaires et de personnels, et qui ont décidé d'un plan d'action consistant à renvoyer à partir du

16 novembre 1999, sous couvert du préfet, l'instruction des permis de construire ou de démolir au ministère chargé de la culture ce qui pénalisera les demandeurs de ces autorisations.

(Question n° 21414-23.12.1999).

- M. Marcel Vidal sur le bilan des actions menées sur le terrain par la Fondation du patrimoine depuis l'approbation de ses statuts par décret du 18 avril 1997.

(Question n° 21635-30.12.1999).

- M. Jean-Marc Pastor sur la possibilité d'étendre à la Fête de la musique la "tolérance" de dix jours d'exonération du paiement de droits d'auteurs accordée par la SACEM aux communes pour faciliter l'organisation des festivités du 14 juillet.

(Question n° 21821-13.01.2000).

- M. Serge Mathieu sur la situation de l'Opéra-Comique dont le déficit atteindrait 10 millions de France : causes et responsabilités de cet état financier, raisons de la nomination tardive du nouveau directeur entraînant l'annulation de la saison 1999-2000, perspectives sociales de la mise au repos forcé de ses 183 employés.

(Question n° 21915-20.01.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre de donner suite à la recommandation du rapport d'un conseiller d'Etat sur le numérique terrestre, remis au Gouvernement le 18 janvier 2000, qui "milite pour que les chaînes thématiques soient incitées à une diffusion en clair" (*Le Figaro Economie* du 19 janvier 2000, p. XII).

(Question n° 22443-03.02.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur la suite qui sera donnée à une suggestion, citée dans *Le Figaro Economie* du 19 janvier 2000 (p. XII), du rapport sur le numérique terrestre remis au Gouvernement le 18 janvier 2000 par un conseiller d'Etat qui estime "qu'il serait indispensable que l'offre disponible sur le terrestre soit également accessible sur le satellite et le câble, en particulier celle constituée des chaînes en clair".

(Question n° 22444-03.02.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur le rapport sur le numérique terrestre remis au Gouvernement le 18 janvier 2000 par un conseiller d'Etat qui "met en avant l'importance d'une offre terrestre hertzienne majoritairement en clair, gratuite et d'accès facile, seule capable de séduire dans un premier temps les téléspectateurs".

(Question n° 22446-03.02.2000).

- M. Louis Souvet sur l'intention des pouvoirs publics d'unifier les régimes des droits d'auteur, régis par la directive communautaire de 1995, et des droits des artistes interprètes, régis par la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985, dont les durées diverses (en gros 70 et 50 ans) compliquent l'application.

(Question n° 22465-03.02.2000).

- M. René Trégouët sur l'évolution des réalisations de la BnF dans les domaines des trois enjeux encyclopédique (acquisitions d'ouvrages), technologique et démocratique (taux de fréquentation), stigmatisées il y a un an dans le rapport de la Cour des comptes comme n'étant "pas à la mesure des ambitions nationales".

(Question n° 23067-02.03.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur les mesures mises en œuvre par la France pour favoriser le développement du français dans l'utilisation des support informatiques, une information parue dans *Le Figaro* du 21 février 2000 (p. 36) révélant que 2,81% du contenu des sites Web est en français.

(Question n° 23450-09.03.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur la création de la maison des légendes, proposée par M. Jean-Pierre Mohen dans son rapport sur les sites mégalithiques de Carnac, "pour replacer dans un contexte les mégalithes, objet de mythes, de contes et de chants", et en cas d'acceptation, sur le coût de la construction et sur la participation financière de l'Etat.

(Question n° 23623-16.03.2000).

## JO n° 22 du 1<sup>er</sup> juin 2000

Réponses aux questions de :

- M. Michel Charasse sur le moyen de casser le monopole de la profession d'architecte et l'obligation de lancer des concours lors de la construction d'immeubles administratifs, les bâtiments récents, à l'exemple du nouvel immeuble affecté à Strasbourg à l'Assemblée européenne critiqué unanimement par ses utilisateurs, s'avérant le plus souvent laids, inadaptés, peu fonctionnels et très coûteux pour le contribuable.

(Question n° 18594-02.09.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur le montant de la revalorisation des bourses des élèves des écoles d'art, et d'architecture, devant les aligner sur les barèmes de l'enseignement supérieur, annoncée par la *Lettre d'information* du ministère de la culture et de la communication (n° 51, 7 juillet 1999, p. 3).

(Question n° 19315-07.10.1999).

- M. Ivan Renar sur les mesures correctives qui seront apportées à la réforme de l'aide aux compagnies dramatiques qui distingue deux groupes : les compagnies «conventionnées», et les autres, les trois quart des compagnies, qui seront soutenues par une aide à la production, une année sur deux, au détriment d'un travail pérenne ou d'envergure de création, et de l'émergence de nouveaux talents.

(Question n° 21852-13.01.2000).

- M. Marcel Vidal sur l'évolution de la déontologie en matière de restauration des orgues de France :

protège-t-elle tout orgue classé monument historique de toute altération de ses mécanismes d'origine ?  
(Question n° 21909-20.01.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur la conformité du mandat donné à la délégation de l'Union européenne à la conférence de l'OMC de Seattle à la recommandation (p. 25) de l'avis du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les enjeux des négociations commerciales multilatérales du millénaire* adopté le 24 novembre 1999, d'œuvrer à préserver le droit fondamental à la diversité culturelle «acquis de la politique communautaire».  
(Question n° 22009-20.01.2000).

- M. Gilbert Chabroux sur les mesures qui permettraient d'écarter définitivement les incidences de la libéralisation des échanges au niveau international sur l'avenir des bibliothèques publiques, l'Uruguay Round faisant obligation d'astreindre tous les secteurs soumis à concurrence aux mêmes règles, ce qui interdirait le soutien de fonds publics aux bibliothèques au risque de leur disparition.  
(Questions n° 22394-03.02.2000 ; 22586-10.02.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur l'objet et le bilan de la visite effectuée par la ministre en Allemagne les 11 et 12 février 2000.  
(Question n° 23257-02.03.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur les solutions envisagées et mises en œuvre pour préserver le couvert végétal au pied des menhirs autrement que par du grillage, comme le préconise M. Jean-Pierre Mohen dans son rapport sur les sites mégalithiques de Carnac cité dans la *Lettre d'information* du ministère de la culture et de la communication (n° 42, 3 février 1999, p. 4).  
(Question n° 23622-16.03.2000).

#### **JO n° 23 du 8 juin 2000**

Réponses aux questions de :

- MM. Jean-Pierre Raffarin et Emmanuel Hamel sur la position de la ministre sur la décision du CSA d'autoriser, pour une période expérimentale de dix-huit mois, la publicité à la télévision pour les services internet de secteurs jusque là interdits d'antenne comme la grande distribution.  
(Questions n° 23342-09.03.2000 ; 23452-09.03.2000).

#### **JO n° 24 du 15 juin 2000**

Réponses aux questions de :

- M. Michel Moreigne sur les mesures envisagées, dans le cadre de la politique en faveur des métiers d'art, de la création contemporaine et de l'enseignement artistiques de haut niveau, pour promouvoir la tapisserie d'Aubusson et le travail de ses ateliers (basse lisse et savonnerie) par la relance de l'intérêt des jeunes créateurs et du public pour ce

mode d'expression et par des aides et des commandes publiques.

(Question n° 22073-20.01.2000).

- M. Gérard Larcher sur les dispositions qui seront prises à l'encontre de la décision de grandes entreprises de ne plus autoriser l'usage de la langue française en France, comme Air France alléguant des raisons de sécurité, et permettre au français d'être reconnu comme langue officielle de l'Organisation de l'aviation civile, et pour, vis à vis des pays francophones, rendre à la langue française la place qui doit être la sienne.  
(Question n° 24731-27.04.2000).

#### **JO n° 25 du 22 juin 2000**

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan des trois premiers mois de l'opération «jeudi à 50 francs» dans les théâtres nationaux lancée le 6 janvier 2000.  
(Question n° 24182-06.04.2000).

- M. Jean-Pierre Schosteck sur l'opportunité, pour des raisons de moindre coût, d'affecter aux salons d'artistes la galerie du Jeu de Paume en remplacement de l'espace de la Porte d'Auteuil après la fermeture de celui du quai Branly et en attendant la réouverture du Grand Palais en 2006.  
(Question n° 24793-04.05.2000).

- M. Serge Mathieu sur l'intention de la ministre de rappeler l'importance de l'application stricte de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 imposant l'usage du français aux personnes privées pour leurs documents et la commercialisation des biens, produits et services dans le grand public et à l'étranger.  
(Question n° 24982-11.05.2000).

- M. Serge Mathieu sur les perspectives de modification des statuts de l'Agence France Presse (nature, échéances) en réponse aux souhaits de son nouveau PDG, avec la garantie qu'elle continuera à contribuer au rayonnement de la France et de la francophonie sous l'autorité de l'Etat.  
(Question n° 25001-11.05.2000).

#### **JO n° 26 du 29 juin 2000**

Réponses aux questions de :

- MM. Jacques Legendre, Marcel Vidal et Michel Doublet sur l'estimation précise des dégâts causés au patrimoine français par les tempêtes des 26 et 27 décembre 1999 et sur les crédits supplémentaires qui seront affectés à la restauration des monuments sinistrés, le budget normal d'entretien du patrimoine étant trop modique pour en prélever les moyens de cette remise en état.  
(Question n° 21857-20.01.2000 ; 21908-20.01.2000 ; 22203-27.01.2000).

- M. Jean-Pierre Raffarin sur la place et le rôle de l'Etat dans l'organisation du spectacle du 10 juin 2000 donné par Johnny Hallyday sur les Champs-Élysées. (Question n° 22664-10.02.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur les résultats de la rencontre informelle à Bruxelles du 8 mars 2000 de la ministre

avec ses homologues finnois, portugais et suédois. (Question n° 23844-23.03.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la visite en France du 26 avril 2000 du ministre de la culture britannique : questions abordées, engagements envisagés ou conclus, objectifs. (Question n° 25324-18.05.2000).





## Divers

### Décision du 25 mai 2000 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

Dérogation accordée pour les oeuvres cinématographiques intitulées :

- THE WOOD ..... 13 juillet 2000 (PARAMOUNT HOME ENTERTAINMENT)
- LES MUPPETS DANS L'ESPACE ..... 2 août 2000 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDÉO)
- LES FUGUEURS ..... 1<sup>er</sup> août 2000 (FREE DOLPHIN ENTERTAINMENT)
- L'ARRIVISTE ..... 15 juin 2000 (PARAMOUNT HOME ENTERTAINMENT)
- LE SECRET DU BAYOU ..... 1<sup>er</sup> mai 2000 (M6 INTERACTIONS)
- LES SENTIERS DU PETIT BONHEUR ..... 1<sup>er</sup> juin 2000 (IBEX PRODUCTIONS)
- MYSTERY MEN ..... 3 juillet 2000 (UNIVERSAL PICTURES VIDÉO)
- LA LÉGENDE DU PIANISTE SUR L'OCEAN ..... 2 août 2000 (METROPOLITAN FILMEXPORT)
- BELLES A MOURIR ..... 6 septembre 2000 (METROPOLITAN FILMEXPORT)
- EN FACE ..... 10 juillet 2000 (IMATIM DIFFUSION)
- UNE FEMME D'EXTERIEUR ..... 5 juillet 2000 (FILM OFFICE)
- BOWFINGER, ROI D'HOLLYWOOD ..... 10 juin 2000 (UNIVERSAL PICTURES VIDÉO)
- MAUVAISE PASSE ..... 20 juin 2000 (PATHE VIDÉO)
- MICKEY LES YEUX BLEUS ..... 5 juin 2000 (UNIVERSAL PICTURES VIDÉO)
- L'EXTRA-TERRESTRE ..... 2 septembre 2000 (PATHE VIDÉO)
- UNE HISTOIRE VRAIE ..... 14 juin 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- KENNEDY ET MOI ..... 25 juillet 2000 (PATHE VIDÉO)
- L'AFFAIRE THOMAS CROWN ..... 24 mai 2000 (PFC VIDÉO)
- L'OMBRE D'UN SOUPCON ..... 11 juillet 2000 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDÉO)
- AUSTIN POWERS : L'ESPION QUI M'A TIRÉE ..... 23 août 2000 (METROPOLITAN FILMEXPORT)
- INSPECTEUR GADGET ..... 20 juin 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- LA FIN DES TEMPS ..... 20 septembre 2000 (METROPOLITAN FILMEXPORT)
- LA NEUVIEME PORTE ..... 7 juin 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- EYES WIDE SHUT ..... 21 juin 2000 (WARNER HOME VIDEO)
- JUST MARRIED (OU PRESQUE) ..... 28 septembre 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- TARZAN ..... 24 août 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces oeuvres en salles.

### Décision du 14 juin 2000 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

Dérogation accordée pour les oeuvres cinématographiques intitulées :

- ELMO AU PAYS DES GRINCHEUX..... 2 août 2000 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDÉO)

- NADIA ET LES HIPPOPOTAMES ..... 22 août 2000 (ÉDITIONS MONTPARNASSE)
- CARNIVALE ..... 5 juillet 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- PAS UN DE MOINS ..... 22 août 2000 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR  
HOME VIDÉO)
- LOVE ME ..... 12 juillet 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- ÉPOUSE MOI ..... 1<sup>er</sup> juillet 2000 (GAUMONT)
- LA COUPE ..... 15 août 2000 (ÉDITIONS MONTPARNASSE)
- LE VOYAGE DE FELICIA ..... 5 juillet 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- RESSOURCES HUMAINES ..... 1<sup>er</sup> août 2000 (LA SEPT VIDÉO)
- DOGMA ..... 19 juillet 2000 (TF 1 VIDÉO)
- LA MOUETTE ET LE CHAT ..... 5 juillet 2000 (TF 1 VIDÉO)
- TRADER ..... 26 juillet 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- GHOST DOG - LA VOIE DU SAMOURAI ..... 5 juillet 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- JEANNE D'ARC ..... 1<sup>er</sup> septembre 2000 (GAUMONT)
- KAOS II ..... 25 juin 2000 (FILMS SANS FRONTIERES)
- HUIT FEMMES ½ ..... 25 juin 2000 (FILMS SANS FRONTIERES)

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces œuvres en salles.



### Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Adresse complète :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 120 F = ..... pour l'année .....  
soit 18,29 Euros

**Date et signature (3).**

- (1) À retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3 place de Valois, 75001, Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avance et de recettes du ministère de la culture et de la communication.
- (2) S'il y a lieu, pour les particuliers.
- (3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur + griffe de l'établissement.